

CADRE DE COMPENSATION MDE

« Bilan 2023 des placements des actions de MDE »

Comité MDE de la Corse

Collectivité de Corse – AUE : Alexis MILANO

ADEME Corse : Jean Marc AMBROSIANI

DREAL Corse : Jean-François BOYER

EDF en Corse : Vincent DE RUL

ZNI :
CORSE

TABLE DES MATIERES

1. BILAN DES ACTIONS REALISEES EN 2023	3
1.1 BILAN DES ACTIONS DE MDE PAR SEGMENT DE CLIENTELE	3
Secteur résidentiel	6
Secteur tertiaire et industriel	28
Collectivités et autres – Système d’éclairage performant LED, de variateur de puissance et d’horloge astronomique	43
Actions non standards	47
1.2 BILAN DES AUTRES VOLETS DU CADRE DE COMPENSATION	49
1.1.1 Communication, sensibilisation et accompagnement	49
1.1.2 Programmes CEE	49
1.1.3 Renforcement des réglementations	53
1.1.4 Contrôles	53
1.1.5 Autres volets en faveur de la rénovation énergétique	60
1.3 COMPARAISON SUR L’ANNEE 2023 ENTRE LES OBJECTIFS REALISES ET PREVISIONNELS	65
1.1.1 Actions standards :	65
Actions non standards	69
2. SYNTHESE DU CADRE 2019-2024 MISE A JOUR	70
1.1 ACTIONS STANDARDS :	70
1.2 ACTIONS NON STANDARDS :	71
1.3 ÉCONOMIE NETTE :	73
3. OBJECTIFS DE PLACEMENTS ET PRIMES 2024 :	76
4. ANNEXES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4.1 OFCE : OBSERVATOIRE FRANÇAIS DES CONJONCTURES ECONOMIQUES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4.2 BILANS DES ACTIONS NON STANDARDS EN 2023	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

1. BILAN DES ACTIONS REALISEES EN 2023

1.1 Bilan des actions de MDE par segment de clientèle

Avertissement

Les calculs effectués par les comités MDE et la CRE, en particulier les calculs qui visent à s'assurer de l'efficacité des actions, prennent en compte une actualisation en application de la méthodologie de la CRE du 2 février 2017. Cependant, pour une meilleure lisibilité sur les dépenses futures à engager par l'État, l'ensemble des valeurs exprimées en euro ou en MWh dans le présent document sont des données non actualisées. Les charges brutes de SPE d'une action de MDE correspondent ainsi à la somme non actualisée sur 5 ans des charges accompagnant le déploiement de l'action, en euros courants. Les kWh évités par une action de MDE, respectivement les charges de SPE évitées par l'action, correspondent à la somme non actualisée sur la durée de vie de l'action des kWh évités, respectivement des surcoûts de production évités.

Les actions standards et non standards réalisées en 2023 représentent un montant total de 16.5 M€ de primes versées, financées par les charges de service public de l'énergie (SPE). Elles devraient permettre d'engendrer une économie nette de CSPE de 79 M€ sur la durée de vie des dispositifs de MDE, qui s'étale de 3 à 34 ans (données cumulées et non actualisées). En termes d'économie d'énergie, les gains de ces actions sont estimés à 23,2 GWh par an, sur la durée de vie des différents dispositifs, ce qui représente 1,3 % de la consommation d'électricité de Corse en 2019 et devrait permettre une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'environ 13 800 tonnes équivalent CO2 par an (sur la base de la conversion suivante : 1 kWh = 0,594 g CO2éq).

Les économies d'énergie pour les actions standards se décomposent de la façon suivante :

- 11.7 GWh/an évités sur le segment résidentiel (52 %) ;
- 4.8 GWh/an évités sur les segments tertiaire et industriel (21 %) ;
- 6.1 GWh/an évités sur le segment des collectivités (27 %).

L'objectif initial du cadre pour l'année 2023 devait entraîner 57,6 GWh d'économies d'énergie par an. Cet objectif a été atteint à 39%.

Parmi les actions standards qui ont généré le plus de CSPE évitée en 2023 tous segments confondus (marché résidentiel, tertiaire et industriel ou collectivités locales, ...) nous détaillons ci-dessous les 6 fiches CEE représentant environ 70% des économies de CSPE ainsi que les quantités de placements associées :

SEGMENT	FICHE CEE	CSPE EVITEE 2023	PRIMES VERSEES 2023	Placements 2023
Collectivités Locales	RES - Rénovation d'éclairage extérieur [25/09 Appel à projets]	24 976 089 €	6 300 540 €	12780 Points Lumineux
Résidentiel	BAR - Pompe à chaleur de type air/air	5 053 717 €	529 741 €	1669 Unités
Résidentiel	BAR - Isolation d'un plancher	4 112 898 €	634 883 €	24325 m ²
Résidentiel	BAR - Isolation de combles ou de toitures - Particuliers	3 533 317 €	564 942 €	40353 m ²
Résidentiel	BAR - Isolation de combles ou de toitures - Précaires	3 217 575 €	625 924 €	28581 m ²
Résidentiel	BAR - Isolation de combles ou de toitures [H2]	2 505 782 €	417 216 €	20352 m ²

L'année 2023 crée un léger palier en matière de résultats par rapport aux années précédentes pour le cadre de compensation du territoire en Corse. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette dynamique et nous nous appuyons sur une étude menée par le département analyse et prévision de l'OFCE (Observatoire Français des Conjonctures Économiques) publiée le 17 octobre 2023 pour comprendre et expliquer les tendances que nous avons constatées sur le territoire National et Corse.

Depuis 2020, l'économie française, comme l'ensemble des économies du monde, est marquée par des événements de grande ampleur modifiant profondément sa trajectoire de croissance. Si les années 2020 et 2021 ont été dominées en grande partie par l'épidémie de Covid et les réponses sanitaires et budgétaires, avec en cascade des conséquences sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, 2022 a été l'année de la crise énergétique, de la guerre en Ukraine et du retour de l'inflation. L'aplatissement de la trajectoire du PIB en 2022 reflète donc une reprise

manquée, voire une forme de « récession » par rapport à la reprise dynamique « post-Covid » qui était attendue. Bien que la croissance trimestrielle ne soit pas passée en territoire négatif, l'ampleur des chocs subis (énergie, incertitudes et tensions géopolitiques, difficultés d'approvisionnement) a conduit à réduire la croissance du PIB de la France de -1,6 point (de 4,1 % initialement prévu en octobre 2021 à 2,5 % réalisé) en 2022, ce qui en temps normal aurait été diagnostiqué comme à une récession.

En 2023, le contexte géopolitique international se dégrade avec l'émergence de conflits ouverts au Moyen Orient qui entraînent la modification des routes commerciales maritimes et aériennes en créant des perturbations importantes sur les chaînes d'approvisionnement logistique, notamment pour les produits technologiques. À ceci se rajoute une inflation encore très élevée (+5,2 % en 2023 comme en 2022) accompagnée par la forte remontée des taux d'intérêt directeurs de la BCE qui ont tendance à freiner les investisseurs et la consommation dans les différents secteurs d'activités du bâtiment et du tertiaire.

La seconde moitié de l'année 2023, mais surtout l'année 2024, seraient celles du retournement de la courbe du chômage, le taux passant de 7,2 % actuellement à 7,9 % à la fin de l'année 2024. La faible croissance de l'activité et le rattrapage partiel des pertes de productivité passées auraient raison du fort dynamisme de l'emploi observé ces dernières années. Si la baisse du salaire réel de -2,5 % entre la mi-2021 et la mi-2023 a pesé sur le pouvoir d'achat des ménages, cet effet a été en grande partie compensé au niveau macroéconomique par les fortes créations d'emplois et un important soutien budgétaire. Malgré la réduction des mesures de soutien, le déficit public est resté aux alentours des 4,8 % du PIB en 2023 et se stabiliserait en 2024 en raison principalement d'une croissance atone qui pèserait sur les rentrées fiscales.

Tableau 4. Évolution et contribution des composantes de l'inflation

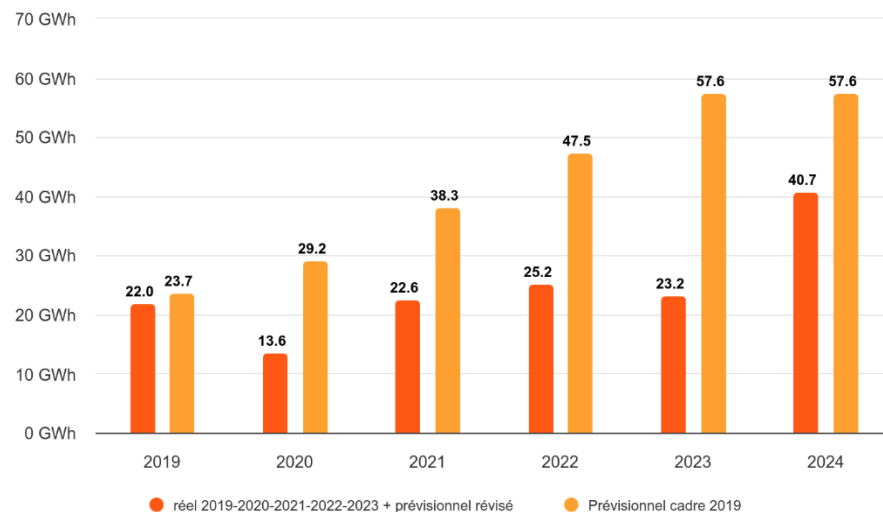
	Variation annuelle (en %)				Contribution à l'inflation annuelle (en points de %)			
	2021	2022	2023	2024	2021	2022	2023	2024
Allmentaire	0,6	6,8	11,8	1,7	0,1	1,1	1,9	0,3
Énergie	10,5	23,1	6,0	6,5	0,9	2,0	0,5	0,6
Autres	0,9	2,9	3,7	3,3	0,6	2,1	2,8	2,5
Total IPC	1,6	5,2	5,2	3,3	1,6	5,2	5,2	3,3

Insee, prévisions OFCE.

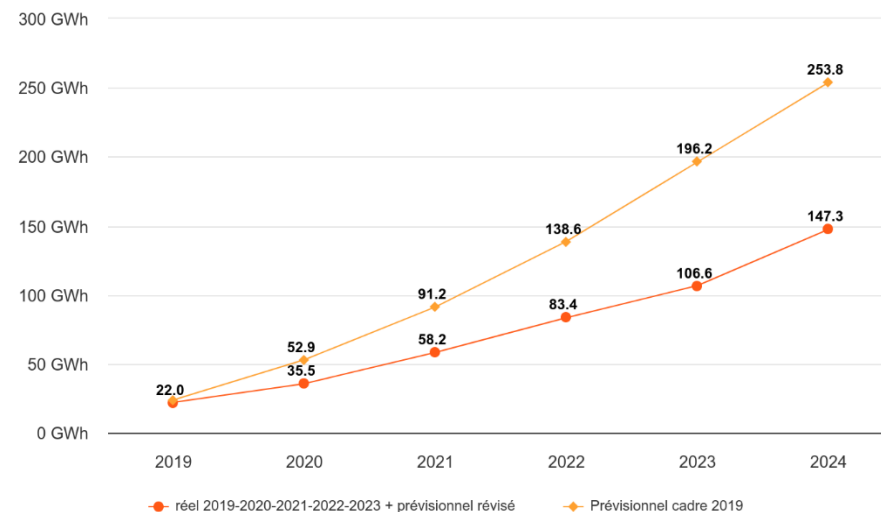
Malgré ce contexte peu propice à l'investissement pour les ménages, les entreprises et les collectivités locales, la part du coût de l'énergie dans les dépenses en France en 2023 a probablement été un vecteur d'accélération en la faveur des investissements en matière d'opérations d'efficacité énergétique (À titre d'information, en 2023, via les aides EDF AGIR Plus BtoC, ce sont environ 28-30 M€ d'investissements qui auront été réalisés par les clients particuliers et pour EDF Agir Plus BtoB environ 32-35 M€ pour les clients professionnels et Collectivités Locales).

Au total, sur le territoire de la Corse, ce sont près de 79 M€ de surcoûts évités de production qui auront été générés via le Cadre de compensation territorial. L'objectif de surcoûts évités, initialement dans le cadre territorial de compensation pour la période 2019-2023, avait été porté à 925 M€ sur une période de 5 ans. Depuis 2019, le montant de la CSPE évitée s'élève à 417 M€ avec une dynamique stable constatée pour l'année passée (2023) par rapport aux années précédentes. Si on a les éléments, il faudrait pouvoir également préciser s'il y a une hausse des surcoûts de production (notamment en 2022...)

Économies d'énergie - Comparaison réel / prévisionnel

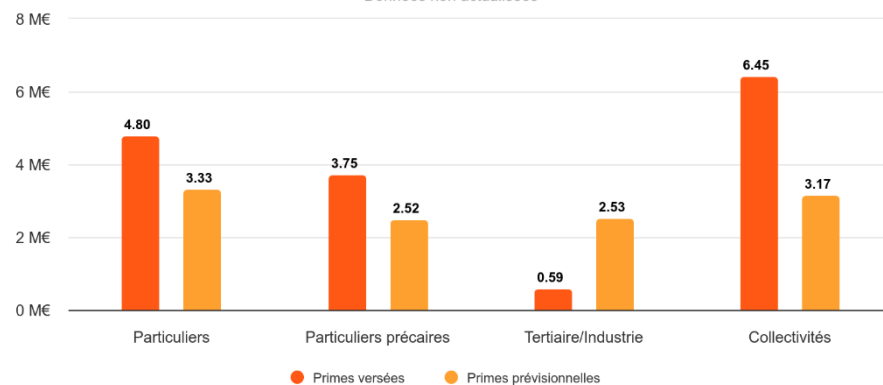


Économies d'énergies cumulées - Comparaison réel / prévisionnel



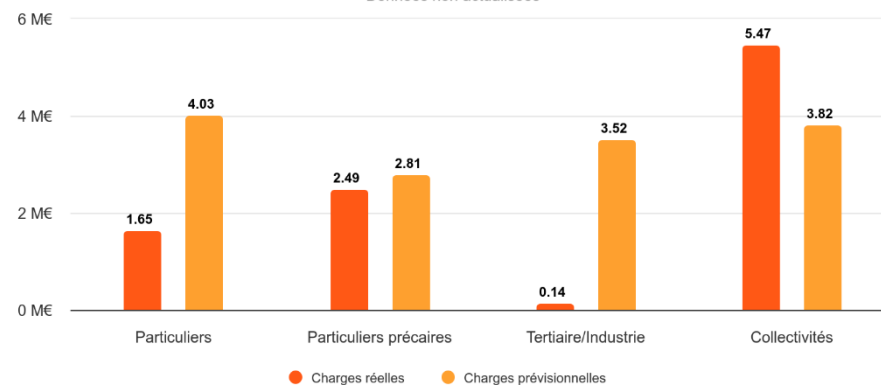
Actions standards - Primes de l'année n-1 (2023)

Données non actualisées



Actions standards - Charges SPE de l'année n-1 (2023)

Données non actualisées



Secteur résidentiel

Pour le secteur résidentiel, plusieurs types d'actions différentes et complémentaires sont mises en œuvre dont la plupart se déclinent en termes d'objectifs de placements et de niveau de prime selon trois catégories de clients :

- les particuliers non précaires situés sur le littoral,
- les particuliers non précaires situés en zones montagneuses (H2)
- les particuliers précaires et très précaires

Durant l'année 2023, nous pouvons noter une légère baisse des résultats en matière d'économies d'énergie réalisées mais aussi en matière de placements. Cela peut s'expliquer en explorant les causes suivantes :

- Contexte économique dégradé avec un pouvoir d'achat des ménages en baisse, spécialement les ménages à faible revenus. (Cf l'étude OFCE Oct 2023 – citée ci-dessus et jointe en annexe)
- Une forte hausse des taux d'emprunt (4,25% en Déc 2023) qui amène la France à connaître le plus faible taux de dépôt de demandes de prêt jamais connu sur les 30 dernières années (Cf. INSEE). Cette dynamique freine l'achat de biens immobiliers et donc la rénovation de ces derniers qui s'opèrent souvent au moment de l'achat. Nous retrouvons la même dynamique pour les prêts à la consommation ou prêts travaux qui voient des taux d'emprunt dépasser les 6% pour une durée d'emprunt de 6 ans. Cf. graphiques ci-dessous.¹
- Un durcissement de la législation en matière de contrôles des opérations et de lutte contre la fraude aux CEE
- Un empilement des conditions techniques et administratives d'éligibilité aux aides en perpétuelle augmentation et complexification.
- Un début d'épuisement des gisements les plus accessibles et couverts par les actions mono-gestes

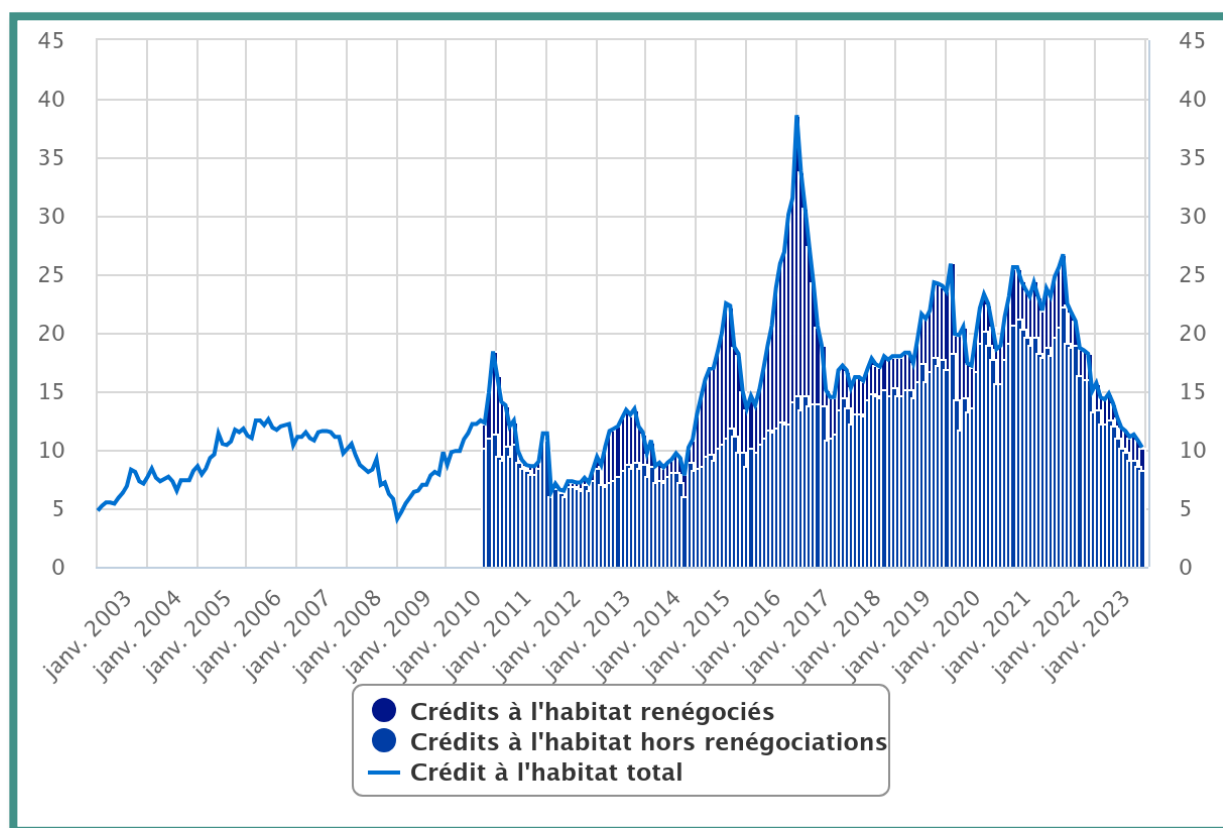


Figure 1 : Production de crédits à l'habitat

¹ Crédits aux particuliers Déc 2023 - <https://www.banque-france.fr/fr/statistiques/credits-aux-particuliers-dec-2023>

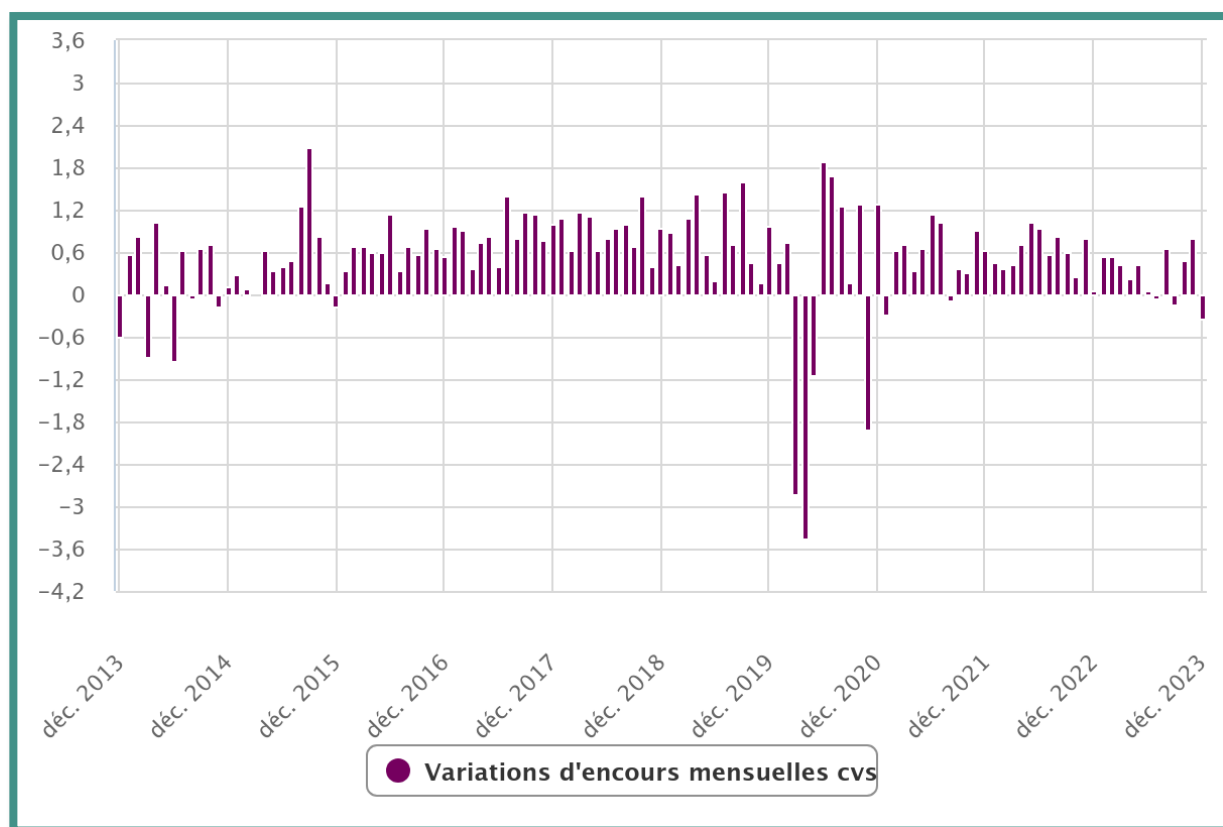


Figure 2 : Variations mensuelles d'encours des crédits à la consommation

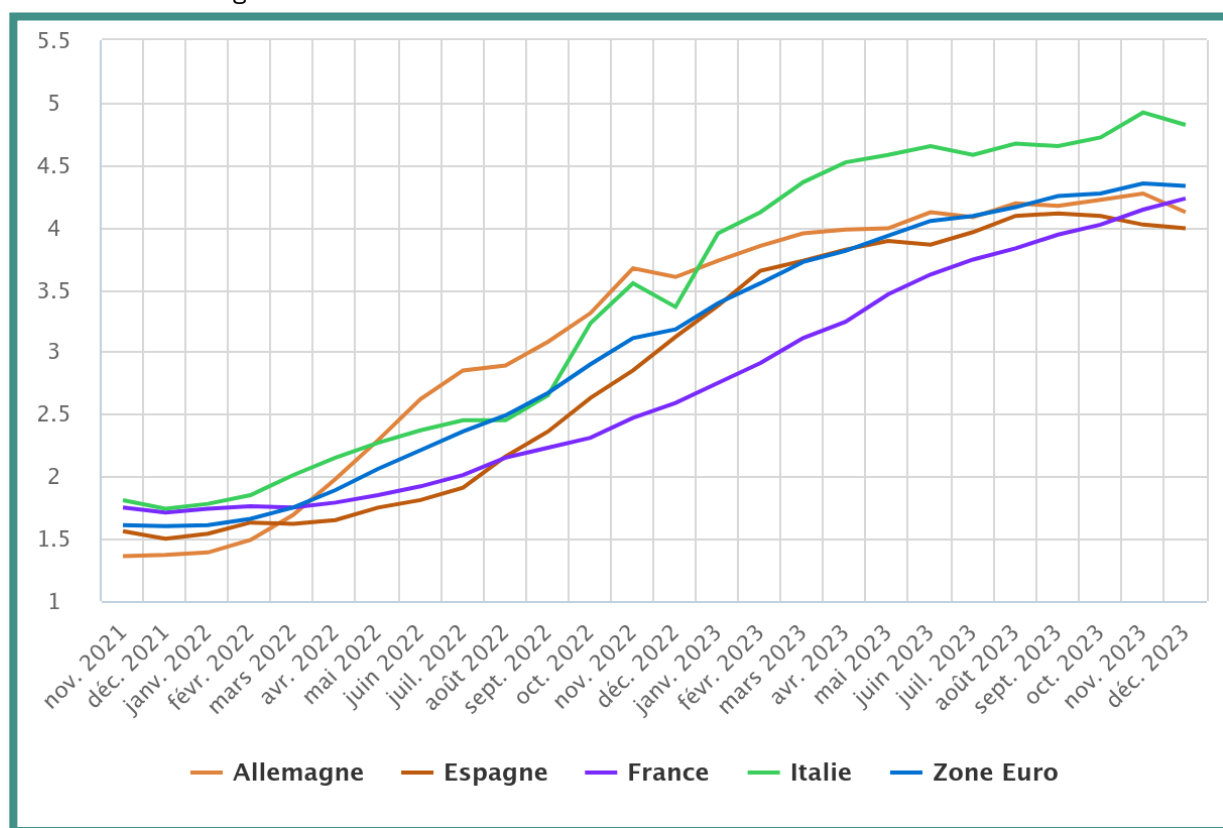


Figure 3 : Taux d'intérêt des crédits nouveaux à l'habitat aux ménages (taux effectif global y compris frais et assurance, en %)

1.1.1.1 Confort thermique

Ci-dessous nous retrouvons le nombre de placements en m² (et nombre d'équipements) pour les actions relatives au confort thermique :

Fiche opération	Réalisé 2019 (m ²)	Réalisé 2020 (m ²)	Réalisé 2021 (m ²)	Réalisé 2022 (m ²)	Réalisé 2023 (m ²)	Objectif 2023 (m ²)	Atteinte Objectif (%)
Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	2303	1253	1607	2778	2 972	3000	99%
Isolation d'un plancher	4664	38540	70272	109 838	48 179	60 000	80%
Isolation de combles ou de toitures	143 578	106 067	95 217	100 756	89 286	80 000	111%
Isolation de toitures terrasses	7776	6006	7769	12 928	12 008	18 500	67%
Isolation des murs intérieurs – R-Réduit	1801	653	0	0	0	12 000	0%
Isolation des murs par l'intérieur ou l'extérieur	7 357	8 635	24 365	60 402	33 175	25000	132%

Ce sont environ 180 000m² d'isolant, tous types d'isolation confondus, qui permettent la réussite des objectifs de placement pour 3 grandes familles d'action du segment isolation :

- Fenêtres (à 99%),
- Combles ou toitures
- Murs intérieurs/extérieur.

Ces placements interviennent malgré l'absence de réévaluation des primes depuis plusieurs années dans un contexte d'augmentation du coût de la matière première et d'inflation importante (Cf. Analyse des coûts unitaires par type d'isolation ci-dessous).

Nous notons que parmi ce volume d'isolants posés ou installés, environ 5 000m² ont été réalisés sur des logements collectifs dans le résidentiel (petits et grands collectifs) en 2023 en intégrant les Bailleurs Sociaux.

Ci-dessous nous retrouvons le détail du nombre de placements en m² pour les actions relatives au confort thermique en détaillant le type de ménage, la zone géographique d'installation, le montant unitaire des primes par type d'action et d'autres détails autour de données en lien avec l'efficacité énergétique de chaque action :

Type_Action	Efficience	Placements					2023			
		2019	2020	2021	2022	2023	Prime unitaire	Prime annuelle	CSPEé	MWh Cumac
BAR - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant [H2 révision]	4,0	13	163	363	409	373	70 €	26 185 €	104 k€	2 089
BAR - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant [Nouvelle action] - précaires	1,7	-	-	-	1 143	1 528	32 €	49 507 €	341 k€	8 557
BAR - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant [Révision]	60,6	2 290	1 090	1 244	1 226	1 071	48 €	51 087 €	199 k€	5 998
BAR - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant + VMC	9,0	-	-	576	327	-	- €	- €	-	-
BAR - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant + VMC [H2]	13,8	-	-	256	-	-	- €	- €	-	-
BAR - Isolation de combles ou de toitures	11,0	28 306	21 395	22 418	30 915	40 353	14 €	564 942 €	3 533 k€	72 635
BAR - Isolation de combles ou de toitures - précaires	3,9	113 915	78 481	54 095	43 301	28 581	22 €	625 924 €	3 217 k€	51 446
BAR - Isolation de combles ou de toitures [Combles en rampant de toiture] - précaires	2,0	-	-	-	-	-	- €	- €	-	-
BAR - Isolation de combles ou de toitures [H2]	5,0	1 357	6 191	18 704	26 540	20 352	21 €	417 216 €	2 772 k€	36 634

BAR - Isolation des murs	4,6	4 575	4 008	5 408	13 623	10 221	27 €	278 011 €	2 374 k€	39 788
BAR - Isolation des murs - ITI R > 2,4	3,1	2 782	3 561	18 060	42 546	15 303	32 €	495 817 €	1 427 k€	26 575
BAR - Isolation des murs - ITI R > 2,4 - précaires	2,2	1 540	384	-	-	-	- €	- €	-	-
BAR - Isolation des murs - ITI R > 2,4 [H2]	2,5	261	59	-	-	-	- €	- €	-	-
BAR - Isolation des murs - précaires	2,4	-	210	-	-	-	- €	- €	-	-
BAR - Isolation des murs [H2]	3,4	-	1 066	897	2 916	2 286	40 €	90 526 €	486 k€	5 944
BAR - Isolation des murs [ITE] - très précaires	1,7	-	-	-	1 317	5 365	60 €	321 900 €	930 k€	13 949
BAR - Isolation des toitures terrasses	3,5	7 776	5 471	6 575	9 040	8 255	20 €	165 100 €	644 k€	13 208
BAR - Isolation des toitures terrasses - précaires	2,3	-	230	1 194	3 888	3 726	26 €	97 249 €	374 k€	5 962
BAR - Isolation des toitures terrasses [H2]	2,3	-	305	-	-	27	30 €	810 €	3 151 k€	43
BAR - Isolation d'un plancher	8,4	1 255	10 505	27 607	57 211	24 325	26 €	634 883 €	4 113 k€	77 840
BAR - Isolation d'un plancher - précaires	4,4	3 409	24 288	33 078	34 360	14 079	35 €	494 173 €	2 506 k€	45 053
BAR - Isolation d'un plancher [H2]	5,2	-	3 747	9 587	18 267	9 775	35 €	344 080 €	2 479 k€	31 280

- Analyse globale des tendances de placements

Les actions d'isolation des logements (maisons individuelles mais aussi appartements et copropriétés) ont atteint, de manière générale, un pic en matière de réalisation durant l'année 2022 au regard des 4 premières années du cadre de compensation. En 2023, la dynamique de placement affiche une forme de plafonnement des placements et un recul notable pour certains segments d'isolation comme notamment :

- L'isolation des planchers
- L'isolation des murs

Cependant, malgré ce recul dans la dynamique de placements, constaté en 2023, l'isolation des combles et des planchers sont deux actions qui restent dynamiques et dépassent largement les objectifs de placements prévus initialement et réajustés chaque année à l'occasion des bilans MDE.

Ces travaux de rénovation énergétique sont accessibles aux ménages classiques comme aux ménages les plus modestes et ce malgré le fait que les primes aient régulièrement baissé depuis ces dernières années. De ce fait, la gratuité des travaux pour les ménages modestes a tendance à disparaître et réduit fortement par la même occasion les placements d'isolation de combles et planchers dans les familles de ménages précaires et très précaires.

Enfin, ce type de travaux ne présente pas de difficultés techniques importantes pour les installateurs partenaires ce qui constitue un avantage technico-commerciale important pour les artisans de la filière, en particulier les partenaires Agir Plus.

De manière générale, cette année 2023 voit diminuer légèrement la part des travaux réalisés auprès des segments de ménages classiques, et nous constatons une baisse plus significative des placements pour le segment des ménages précaires pour les actions combles et planchers. Ceci peut s'expliquer au travers de plusieurs arguments compatibles et complémentaires :

1. Le gisement des ménages précaires sur les actions d'isolation commence à s'épuiser – vitesse de croisière atteinte
2. Le contexte inflationniste et le pouvoir d'achat des ménages qui baissent en France (Cf. étude de l'OFCE ci-dessus). Cela exclut, de facto, les ménages à très faibles revenus de ce dispositif car le reste à charge dans ce type d'opérations est trop important (malgré des primes plus élevées pour des ménages précaires)
3. La prise de conscience plus forte des ménages des enjeux autour des économies d'énergie, notamment avec la hausse du prix de l'électricité et du gaz à la suite des conflits géopolitiques survenus ces dernières années
4. , La nécessité d'engager des travaux de type RGP.

- Analyse du coût unitaire moyen de pose d'un isolant par nature d'opération

EDF en Corse, au travers d'évolutions menées dans l'outil de pilotage informatique : Nexus, récupère un certain nombre d'informations sur les devis et les prix qui sont pratiqués dans le cadre des opérations de rénovation énergétique qui intègrent la pose d'isolant en Corse. À titre indicatif, voici une moyenne des prix au m² constatés sur la période 2022 pour les différentes opérations d'isolation (cette analyse ne prend pas en compte les éventuels coûts induits par ces travaux d'isolation dans le logement) :

Nature d'isolation	Moyenne de Montant unitaire 2022 (Hors coûts induits)
Isolation d'un plancher / Particuliers	31 €
Isolation d'un plancher / Particuliers précaires	37 €
Isolation d'un plancher [H2] / Particuliers	41 €
Isolation de combles ou de toitures / Particuliers	29 €
Isolation de combles ou de toitures / Particuliers précaires	27 €
Isolation de combles ou de toitures [H2] / Particuliers	34 €

Dispositifs de l'ANAH

Les propriétaires occupants ou bailleurs qui réalisent ces travaux de confort thermique éligibles aux primes d'économies d'énergie sont également éligibles aux dispositifs d'aides à la rénovation énergétique de l'Anah. En 2023, les aides à la rénovation énergétique de l'Anah étaient MaPrimeRénov' gérée par le siège national de l'Anah et MaPrimeRénov' sérénité gérée localement par les Directions départementales des territoires, délégations locales de l'Anah.

Un ménage aux ressources modestes accompagné par un opérateur de l'Anah peut mobiliser les aides du dispositif MaPrimeRénov' Sérénité qui finance des travaux de rénovation globale de l'ensemble des logements (maison individuelle ou appartement en habitat collectif). Ce dispositif vise un gain énergétique d'au minimum 35 %. En 2023, 137 ménages corses ont bénéficié du dispositif de rénovation globale MaPrimeRénov' Sérénité, ce qui correspond à 2,5 M€ de primes versées. Depuis le 1er juillet 2022, cette aide est cumulable avec les CEE.

Le dispositif de l'Anah MaPrimeRénov' est un dispositif qui s'adresse à l'ensemble des ménages et qui permet de financer les dépenses engagées pour les travaux d'amélioration de la performance énergétique de l'ensemble des logements (maison individuelle ou appartement en habitat collectif). Les travaux doivent avoir été effectués par des entreprises labellisées reconnues garantes de l'environnement (RGE). Le montant de la prime varie en fonction des matériaux et des équipements éligibles dans la limite d'un plafond de 20 000 € sur une durée maximale de 5 ans. Le montant des primes et les placements de MaPrimeRénov' relatives au confort thermique sont les suivants :

Fiche opération	Ressources des ménages	Montant de la prime	Plafond de dépenses éligibles	Réalisé 2022 (m² et équipements)	Réalisé 2023 (m² et équipements)	Total réalisé 2023 (m² et équipements)
Isolation des combles et toitures	Supérieures	7 €/m ²	30 €/m²	212 m ²	207 m ²	2308 m ²
	Intermédiaires	15 €/m ²	45 €/m²	349 m ²	416 m ²	
	Modestes	20 €/m ²	56.25 €/m²	389 m ²	196 m ²	
	Très modestes	25 €/m ²	67.5 €/m²	777 m ²	1489 m ²	
Isolation des murs par l'intérieur	Supérieures	7 €/m ²	28 €/m²	96 m ²	0	4458 m ²
	Intermédiaires	15 €/m ²	42 €/m²	166 m ²	452 m ²	
	Modestes	20 €/m ²	52.5 €/m²	661 m ²	317 m ²	
	Très modestes	25 €/m ²	63 €/m²	364 m ²	506 m ²	
Isolation des murs par l'extérieur (limitée à 100 m ²)	Supérieures	15 €/m ²	60 €/m²	470 m ²	300 m ²	
	Intermédiaires	40 €/m ²	90 €/m²	1778 m ²	830 m ²	
	Modestes	60 €/m ²	112.5 €/m²	1418 m ²	610 m ²	
	Très modestes	75 €/m ²	135 €/m²	3426 m ²	1443 m ²	
Isolation de toitures terrasses	Supérieures	15 €/m ²	72 €/m²	102 m ²	0	62
	Intermédiaires	40 €/m ²	108 €/m²	0	0	
	Modestes	60 €/m ²	135 €/m²	64 m ²	0	

	Très modestes	75 €/m ²	162 €/m²	205 m ²	62 m ²	
Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	Supérieures	/	/	/	/	78
	Intermédiaires	40 €/équipement	600 €/m²	35	24	
	Modestes	80 €/équipement	750 €/m²	19	10	
	Très modestes	100 €/équipement	900 €/m²	42	44	

1.1.1.2 Systèmes d'ECS performants

1.1.1.2.1 Chauffe-eau solaire individuel (Action pilotée par l'AUE)

Cette action entre dans le cadre du contrat entre l'AUE et EDF et a fait l'objet d'une assistance opérationnelle de l'AUE. Jusqu'au 30 avril 2023, comme depuis 2019, cette action a été uniquement financée par la Collectivité de Corse via l'AUE selon les règles de financement de son guide des aides.

Au terme d'un an de préparation, conformément aux demandes des professionnels de la filière solaire thermique, déjà membres du réseau AGIR+ donc utilisateurs de l'outil NEXUS d'EDF, l'AUE et EDF leur ont offert la possibilité d'utiliser cet outil NEXUS également pour les demandes de prime CESI. L'objectif est de grouper les démarches des professionnels et de simplifier la collecte des pièces nécessaires à la récupération des CEE. D'autre part, l'utilisation de NEXUS permet de verser aux ménages les montants réhaussés de primes et de déduire directement de la facture le montant de la prime MDE, favorisant ainsi le passage à l'acte pour les ménages indécis ou présentant des difficultés de trésorerie. Cette migration vers l'outil Nexus est effective depuis le 1^{er} mai 2023.

Une réunion de présentation et formation aux évolutions liées à cette migration, organisée par l'AUE, a réuni les professionnels du secteur et les équipes d'EDF. Un accompagnement spécifique a été apporté aux professionnels par les équipes de l'AUE durant le second trimestre 2023 pour garantir une autonomie des démarches dématérialisées.

Bilan des placements réalisés en 2023 :

Résultat	Réalisé 2022	Réalisé 2023 via l'AUE	Réalisé 2023 via Nexus d'EDF	Évolution 2022-2023 (%)	Commentaires
Particuliers précaires- Chauffe-eau solaire individuel [nb]	47	43	8	+8%	Instruction AUE jusqu'au 01/05/2023 Instruction Nexus depuis le 01/05/2023
Particuliers - Chauffe-eau solaire individuel [nb]	49	38	19	+16%	Instruction AUE jusqu'au 01/05/2023 Instruction Nexus depuis le 01/05/2023

Une forte hausse du nombre de réalisations les quatre premiers mois de l'année 2023 a été observée (+174%). Néanmoins, les objectifs fixés dans le cadre territorial de compensation n'ont pu être atteints pour les raisons suivantes :

- Un net ralentissement du nombre de dossiers à la suite de la bascule sur Nexus Un manque d'opérateurs sur le territoire : la baisse d'activité observée ces dernières années a entraîné la disparition plusieurs installateurs.
- En 2023, 8 entreprises sont actives dont une qui réalise 66% des installations et 2 autres entreprises réalisant plus de 10 installations par an. Par ailleurs, une entreprise historiquement active dans le sud de la Corse a été rachetée par le leader régional, moins enclin à développer le solaire thermique individuel ;
- La concurrence du photovoltaïque et des C.E.T pour les bénéficiaires (similaire à ce qui est observé au niveau national), d'autant plus qu'en dehors des campagnes promotionnelles portées de l'AUE dans différents médias et événements, les entreprises n'ont pas engagé de démarches commerciales en propre ;
- Des prix de fourniture/pose élevés, même s'ils sont dans la moyenne nationale (5400€-5700€ TTC) à mettre au regard d'une baisse de pouvoir d'achat des ménages qui fait des arbitrages dans ses dépenses de rénovation souvent en défaveur des CESI.

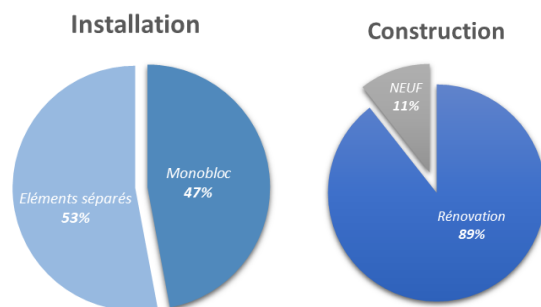


Illustration des statistiques observés sur la période janvier – Mai 2023

Le prix moyen d'une installation en 2023 s'élève à 5 022€ TTC correspondant aux prix pratiqués au niveau national. On constate une légère diminution de 2% par rapport à 2022 (5 113 € TTC).

La surface moyenne d'une installation est de 3,87 m², et 86% des projets sont inférieurs à 4,6 m². Seuls 5 dossiers de substitution d'énergies fossiles (fioul-gaz) ont été recensés, largement inférieur au taux de 10% d'effets indésirables prévus dans le cadre territorial et repris dans les modélisations ARIANE.

Le bilan des projets solaire thermique particuliers ayant bénéficié de l'assistance opérationnelle en 2023 est le suivant :

Janvier – Avril 2023		
	Particuliers	Particuliers précaires
Objectifs	90	90
Réalisé	43	38
Subventions AUE sur l'ensemble des dossiers [€]	97 450 €	25 850 €
Coût total TTC [€]	379 159 €	103 040 €
Surface totale [m²]	296	77
Gains énergétiques [MWh]	109	31

Comme les années précédentes, l'AUE a versé l'intégralité des primes du cadre aux bénéficiaires. Avant la bascule sur NEXUS, la récupération des CEEs par EDF n'était pas réalisée.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'assistance opérationnelle pour l'action solaire thermique individuel, l'AUE a réalisé les actions suivantes :

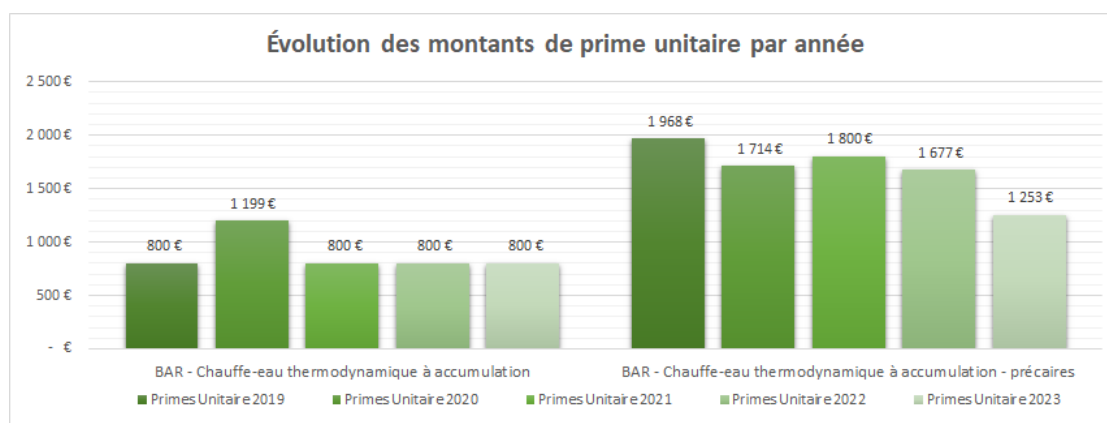
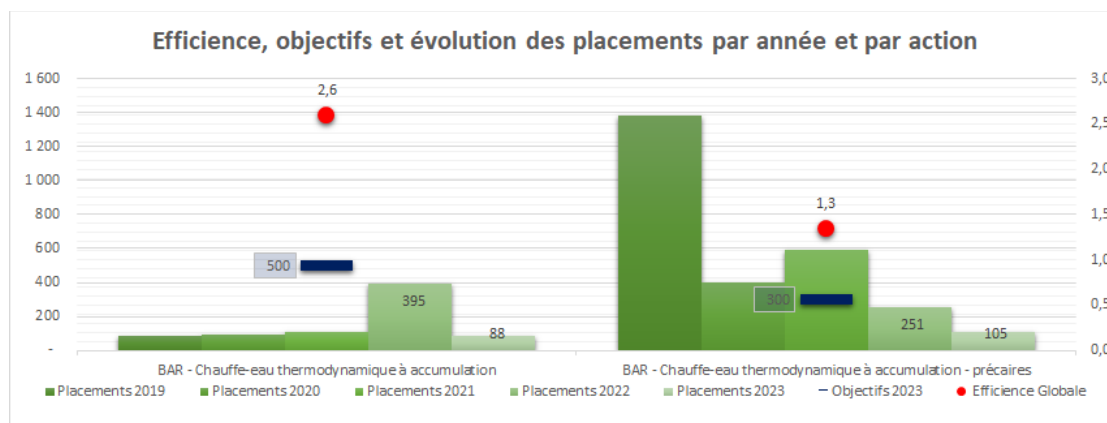
- Une campagne de communication grand public
- L'organisation de réunions et d'échanges avec les professionnels tout au long de l'année pour suivre les freins et succès de la filière en vue d'accompagner son déploiement
- Le suivi des entreprises signataires de la « charte régionale des bonnes pratiques du solaire » (10 entreprises),
- L'instruction des dossiers jusqu'au 1^{er} mai
- La rédaction des contrats d'attribution des primes
- Le versement des primes
- Le contrôle sur pièces
- Le contrôle sur site par échantillonnage à hauteur de 30% des dossiers réalisés

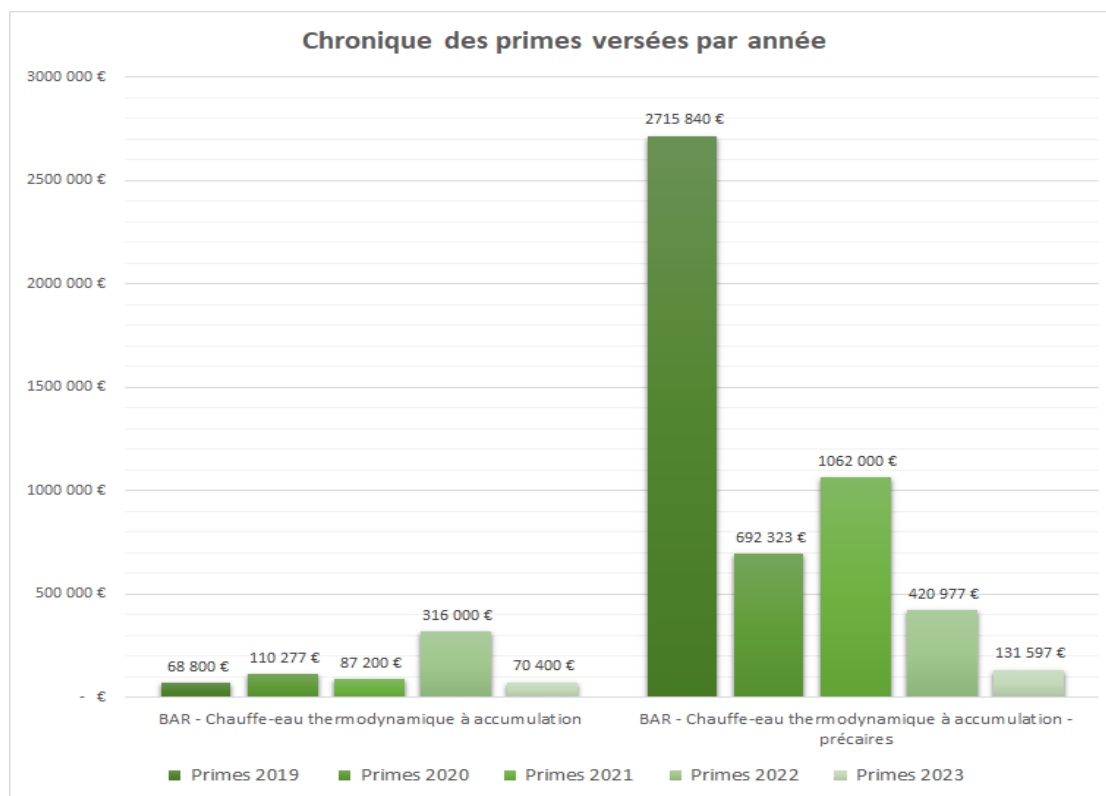
En 2023, les efforts se sont concentrés sur l'accompagnement amont des professionnels pour soutenir leurs activités commerciales et en parallèle des campagnes de sensibilisation et communication massives destinées aux ménages.

Les nouvelles primes validées par la CRE (1 500€ pour un ménage classique et 1 700€ pour un ménage précaire) et décote de 10% dans le neuf (soit 1 350€ et 1 530€ pour les ménages précaires) sont entrés en vigueur au 1^{er} mai 2023, dès la mise en œuvre de la nouvelle procédure. Les travaux du Comité MDE visant à faire converger l'ensemble des dispositifs doivent en particulier permettre de s'assurer de la bonne mise en œuvre de la complémentarité avec les aides MaPrimeRénov prolongées pour les monogestes.

1.1.1.2.2 Chauffe-eau thermodynamique à accumulation (CET)

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Objectif 2023	Atteinte Objectif	Investissement total clients
BAR - Chauffe-eau thermodynamique à accumulation	86	92	109	395	88	500	18%	3134€/CET en moyenne – Sur la base des 193 CET placés en 2023. Min = 2500€ et Max = 4400€
BAR - Chauffe-eau thermodynamique à accumulation - précaires	1 380	404	590	251	105	300	35%	





52 artisans ont posé des CET durant l'année 2023 sur 85 communes différentes et principalement en résidence principale dans une maison individuelle.

Cette action a connu une décroissance à la suite de la baisse de 50% de la prime. Nous proposons de rehausser le montant de cette prime avec les arguments détaillés un peu plus loin dans ce document afin de permettre une montée en puissance de cette action.

Les 193 Chauffe-eaux thermodynamique à accumulation ont généré 268 MWh d'économies d'énergie durant l'année 2023. Au total, pour toute la durée de vie de ces actions (21 ans selon fiche CEE), les 193 Chauffe-eaux thermodynamique à accumulation installés en 2022 généreront 5,6 GWh d'économies d'énergie.

Après avoir connu un succès important en 2018 et 2019 dû à un montant de Prime très incitatif pour les particuliers précaires, l'offre chauffe-eau thermodynamique a rencontré quelques difficultés en 2020, qui s'expliquent par une diminution importante du montant de la prime pour ce segment (1800 vs. 2400), puis par des difficultés d'approvisionnement rencontrées en 2020 au début de la crise sanitaire. Les placements sont repartis à la hausse en 2021, mais restent très en deçà des niveaux des années précédentes.

En 2022, en accord avec le Comité MDE, nous avons choisi de diminuer le montant de la prime pour cette offre sur le segment des ménages précaires pour arriver à 1200€ par CET. Cette décision permettait d'équilibrer l'efficienne de cette action sur les 5 années du cadre. Le principe retenu avec la CRE était le suivant :

Dans un premier temps, l'efficienne de l'action était relativement basse (~1,8) avec une prime élevée durant les premières années de déploiement de l'action pour créer les filières d'approvisionnement et d'installation. Puis, dans un deuxième temps, les primes devaient baisser fortement pour permettre un rééquilibrage de l'efficienne de cette action sur la durée de vie du cadre de compensation 2019-2023.

Malgré tout, les objectifs de placements pour le CET et le CESI ne sont pas atteints sur la période 2019-2023 et le manque de placements en matière de CET sur les 3 dernières années et uniquement pour le segment des ménages précaires (l'exercice pourrait être dupliqué aux autres segments et à d'autres offres...) a généré une perte d'économies de CSPE de l'ordre de 6,4 M€.

1.1.1.2.3 Système d'ECS performants – Bilan MaPrimeRénov

Les ménages qui bénéficient de primes d'économies d'énergie pour l'installation d'un chauffe-eau solaire individuelle ou d'un chauffe-eau thermodynamique à accumulation sont également éligibles aux aides MaPrimeRénov'.

Le montant des primes et les placements de MaPrimeRénov' pour les systèmes d'ECS sanitaires sont les suivants :

Fiche opération	Ressources des ménages	Montant de la prime	Plafond de dépenses éligibles	Réalisé 2022 (Équipement)	Réalisé 2023 (Équipement)	Total réalisé 2023 (Équipement)
Chauffe-eau solaire individuel	Supérieures	/	/	/	/	105
	Intermédiaires	2000 €	4200 €	25	25	
	Modestes	3000 €	5250 €	20	20	
	Très modestes	4000 €	6300 €	43	60	
Chauffe-eau thermodynamique à accumulation	Supérieures	/	/	/	/	113
	Intermédiaires	400 €	2100 €	27	16	
	Modestes	800 €	2625 €	24	36	
	Très modestes	1200 €	3150 €	78	61	

1.1.1.3 Systèmes de chauffage performants

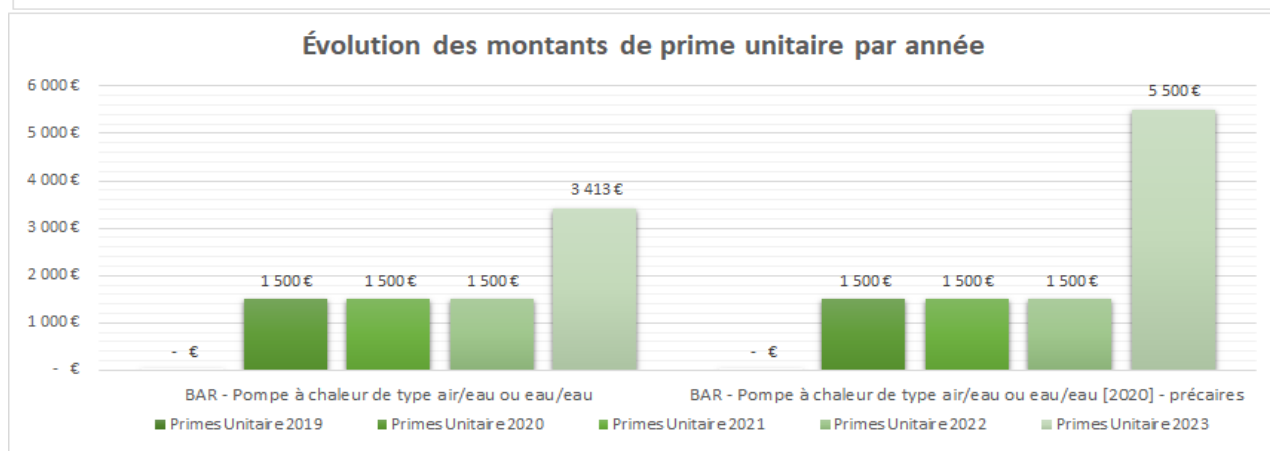
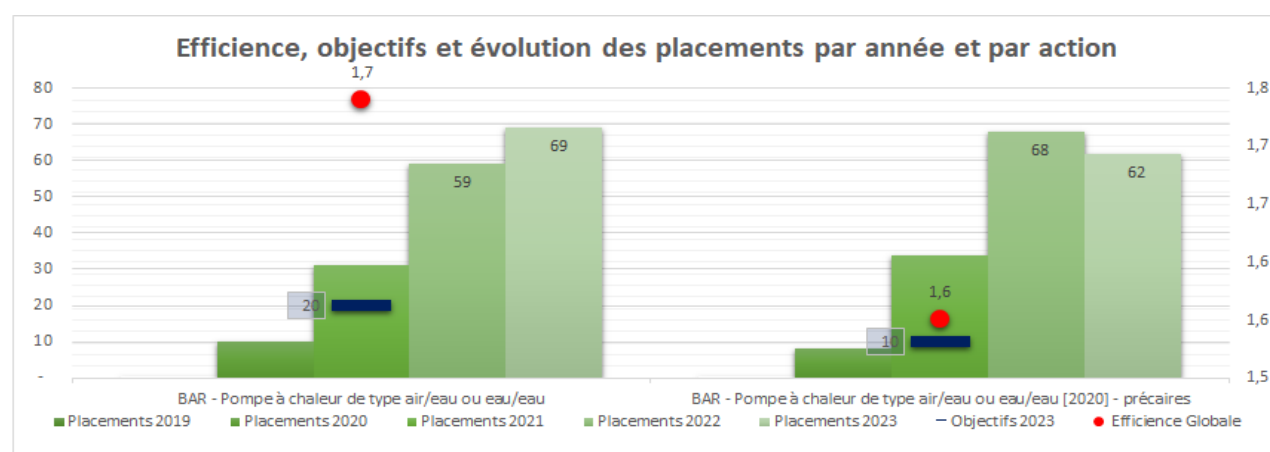
Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Objectif 2023	Atteinte Objectif (%)
Pompe à chaleur type air/eau	0	18	14	131	127	30	420%
Appareil indépendant de chauffage au bois	822	704	1189	1156	805	1200	67%
Chaudière biomasse individuelle	7	4	4	17	12	60	20%
Pompe à chaleur de type air/air	1432	1325	2018	1928	1 669	1050	159%
Convecteur électrique intelligent	-	-	-	312	382	500	76%-

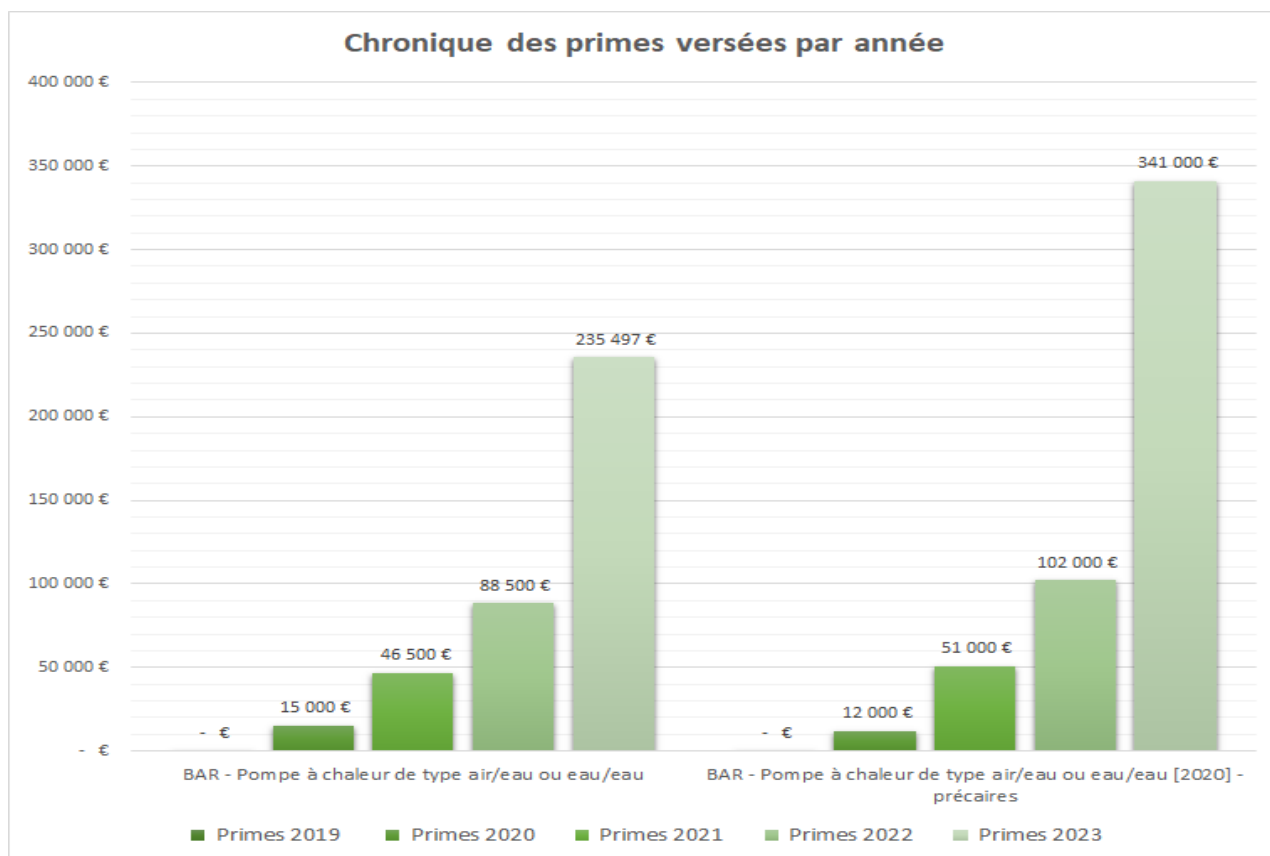
De manière générale, les placements de moyens de chauffage connaissent aussi une légère inflexion au regard de l'année 2022. Malgré ce, certains placements dépassent les seuils d'objectifs fixés pour l'année 2023.

En complément, les opérations de communication nationales et régionales créent un véritable engouement autour des moyens de chauffage et ancrent fortement cette solution dans les esprits et encore plus fortement dans les zones montagneuses.

L'action Chauffage performant rencontre un franc succès. Nous allons dorénavant travailler sur des propositions de nouvelles actions pour le futur cadre de compensation 25-28 visant l'optimisation du parc de PAC Air/Air vieillissant et peu performant.

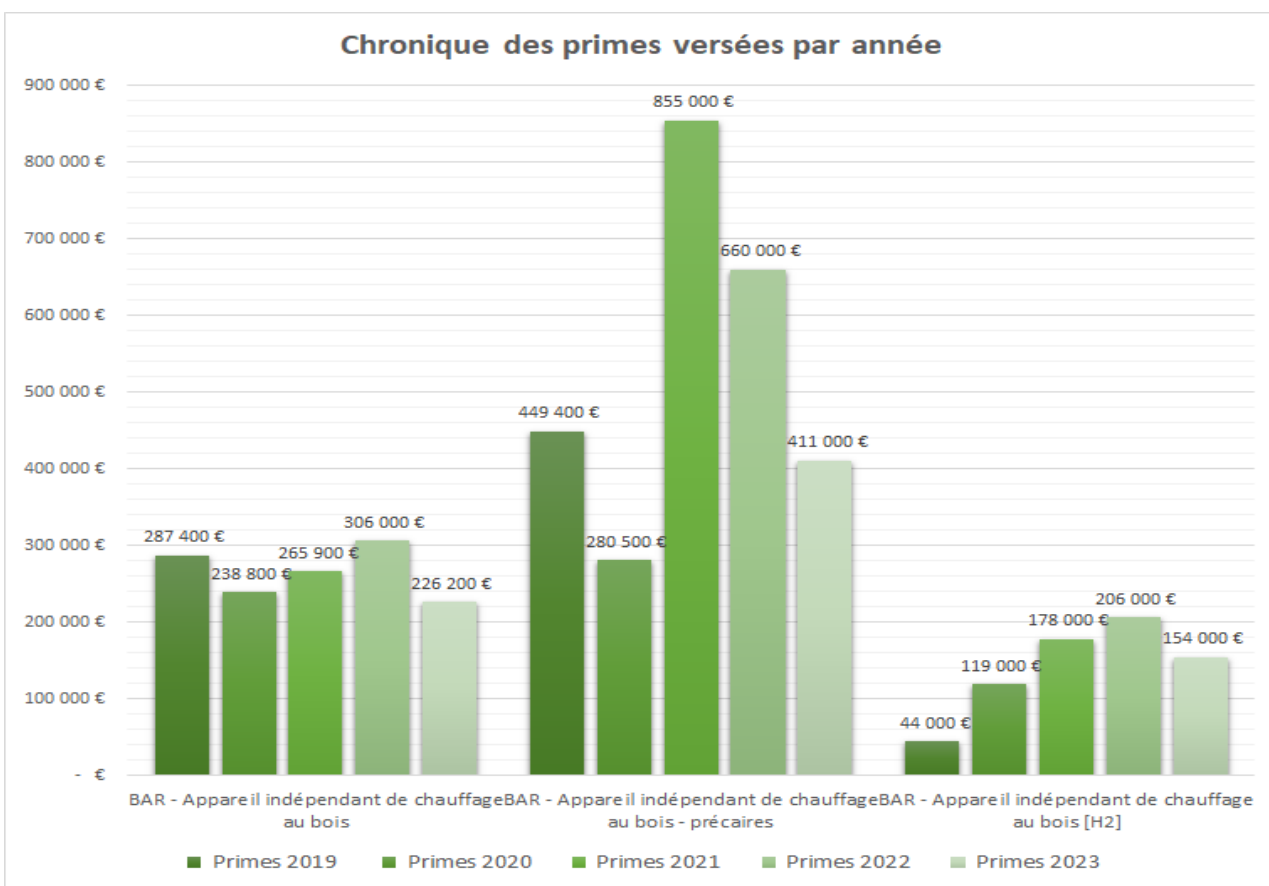
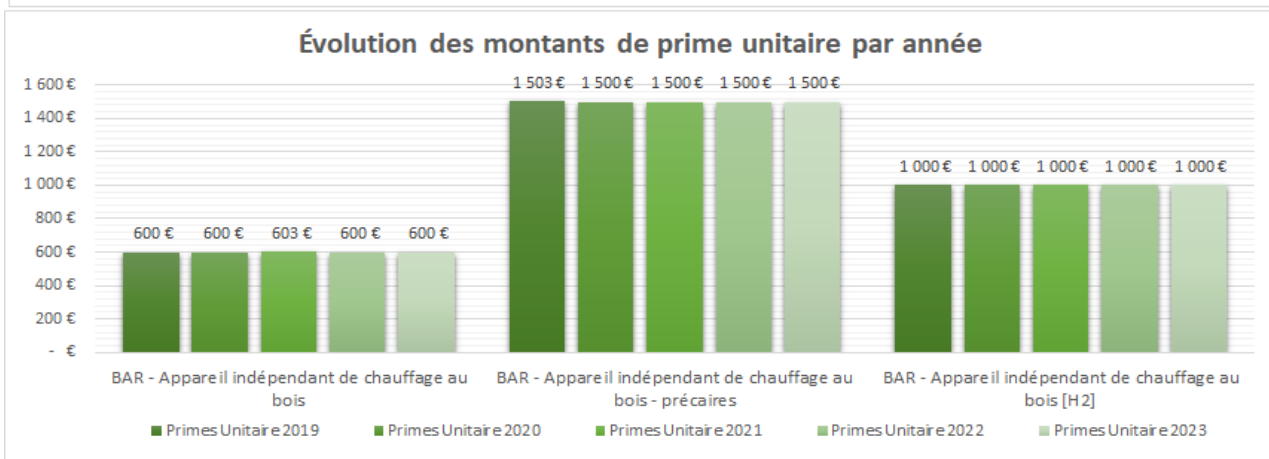
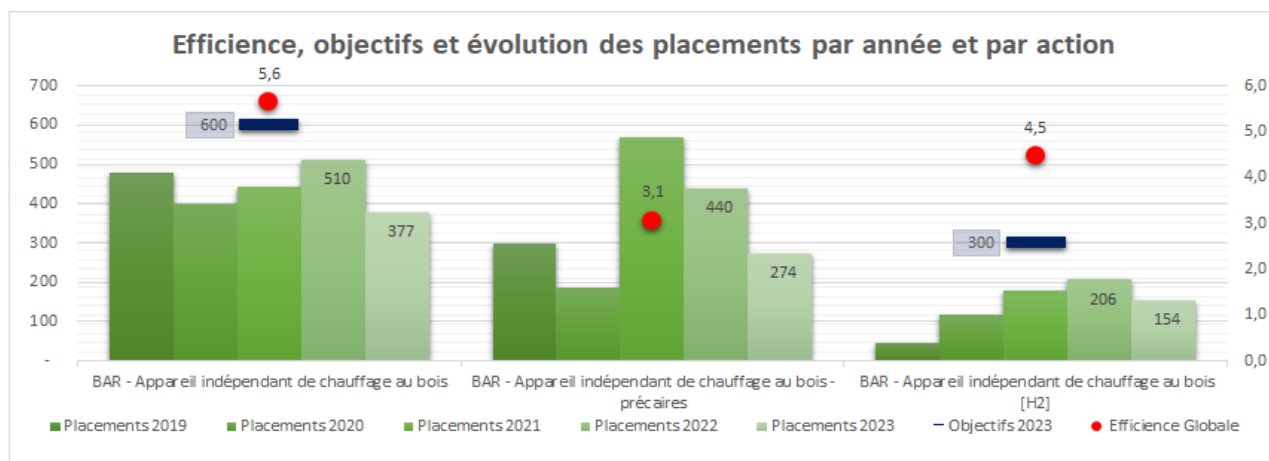
Pompe à chaleur de type air-eau





Tous les placements sur cette offre ont été faits à travers l'opération « Coup de pouce chauffage » du dispositif CEE, (donc hors cadre de compensation) qui permet de bénéficier d'une Prime lorsque la PAC Air-Eau et Eau/Eau est installée en remplacement d'une chaudière au fioul ou au gaz (hors condensation). Les montants de Prime importants, combinés aux financements disponibles avec MaPrimeRenov sont particulièrement incitatifs et permettent de couvrir, pour les ménages les plus précaires, jusqu'à 75% de l'investissement, qui est très élevé pour ce type d'opération (entre 10-15 k€ en moyenne avant primes). A noter qu'aucun placement n'a été fait en substitution d'un usage électrique.

Appareil indépendant de chauffage bois



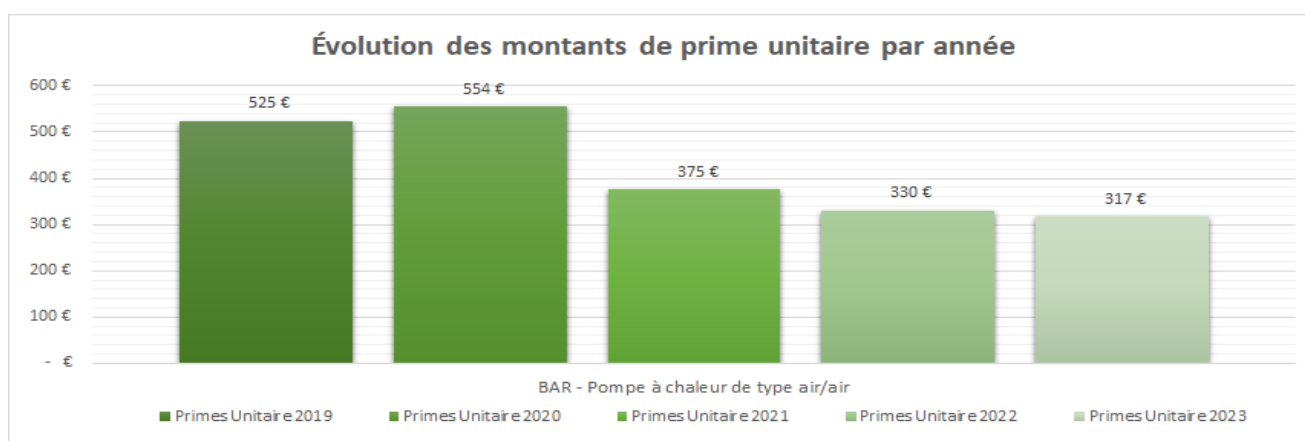
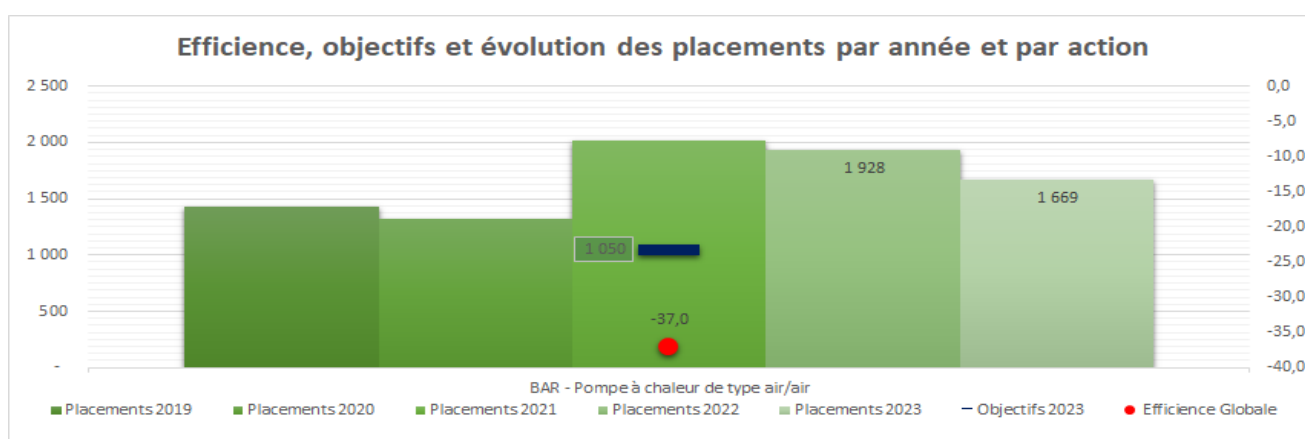
24 artisans ont installé des appareils de chauffage bois en 2023 avec un coût total moyen de l'opération pour le bénéficiaire de 7027 € par appareil (avec pour écart type : min = 3 550 € et Max = 12 754€)

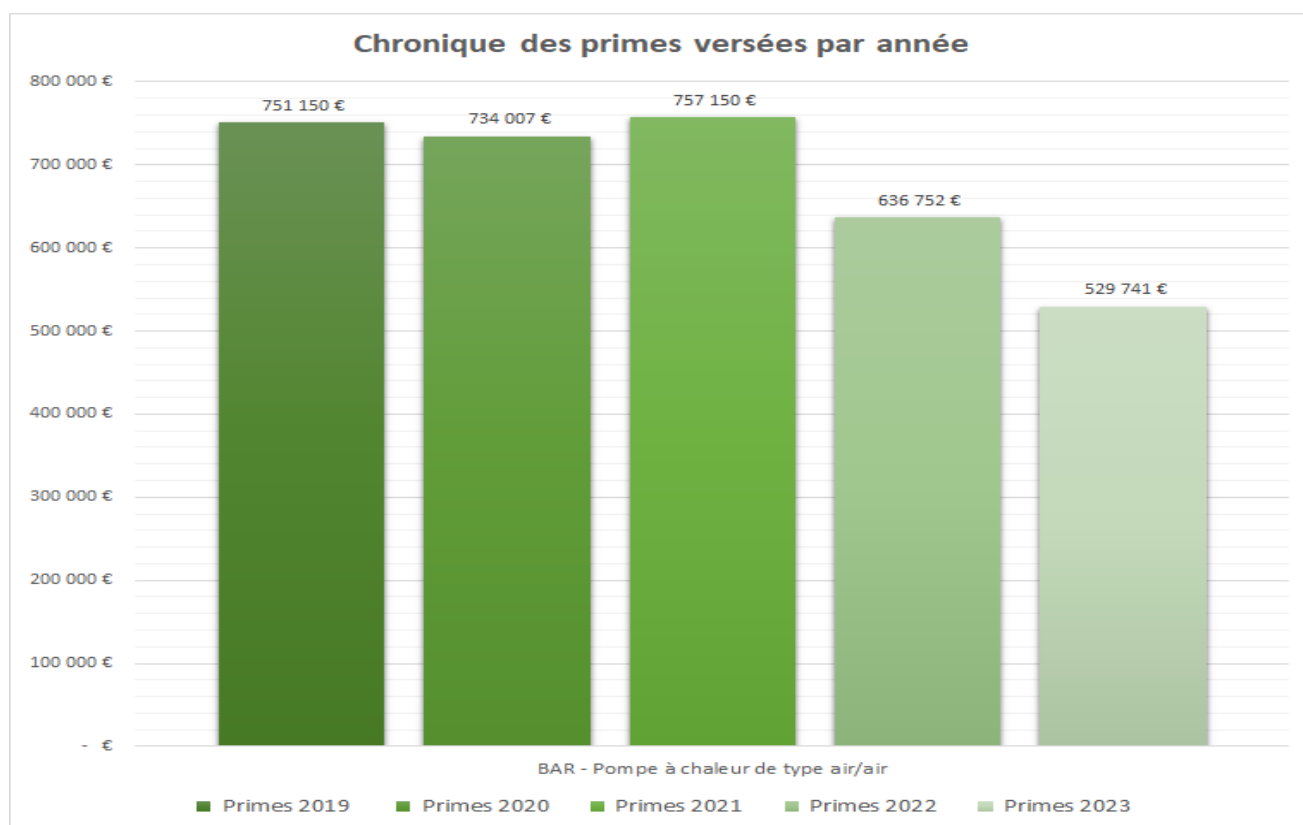
De manière générale, les placements sur cette offre ont diminué (-30%). Nous pouvons noter un retrait important pour les ménages en zones littorales et un peu moins marqué pour les ménages en zones montagneuses. L'augmentation des coûts de matériel, de pose et dans le même temps l'absence d'augmentation des primes génèrent des freins importants dans le déploiement de cette offre pourtant génératrice de CSPE évitée avec une efficacité élevée.

Ce retrait a impacté plus fortement les ménages à faibles revenus en zone littorale et dans le même temps, l'augmentation des factures d'énergie pour se chauffer a créé une réelle nécessité pour les ménages particuliers encore hésitant, à investir dans un nouveau moyen de chauffage plus économe.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des placements réalisés avec le dispositif MaPrimeRénov (MPR) et offre une vision de la complémentarité du financement offert par MaPrimeRénov. Le cumul des deux Primes permet de couvrir jusqu'à 90% des travaux pour les ménages les plus précaires. Ceci constitue un levier pour le développement de l'offre, et plusieurs installateurs de la filière se sont d'ailleurs inscrits en tant que mandataire administratif et financier pour MaPrimeRénov. Nous pouvons également noter une belle hausse de placements en zone montagne, où l'offre a un réel potentiel de développement.

Pompe à chaleur de type air/air

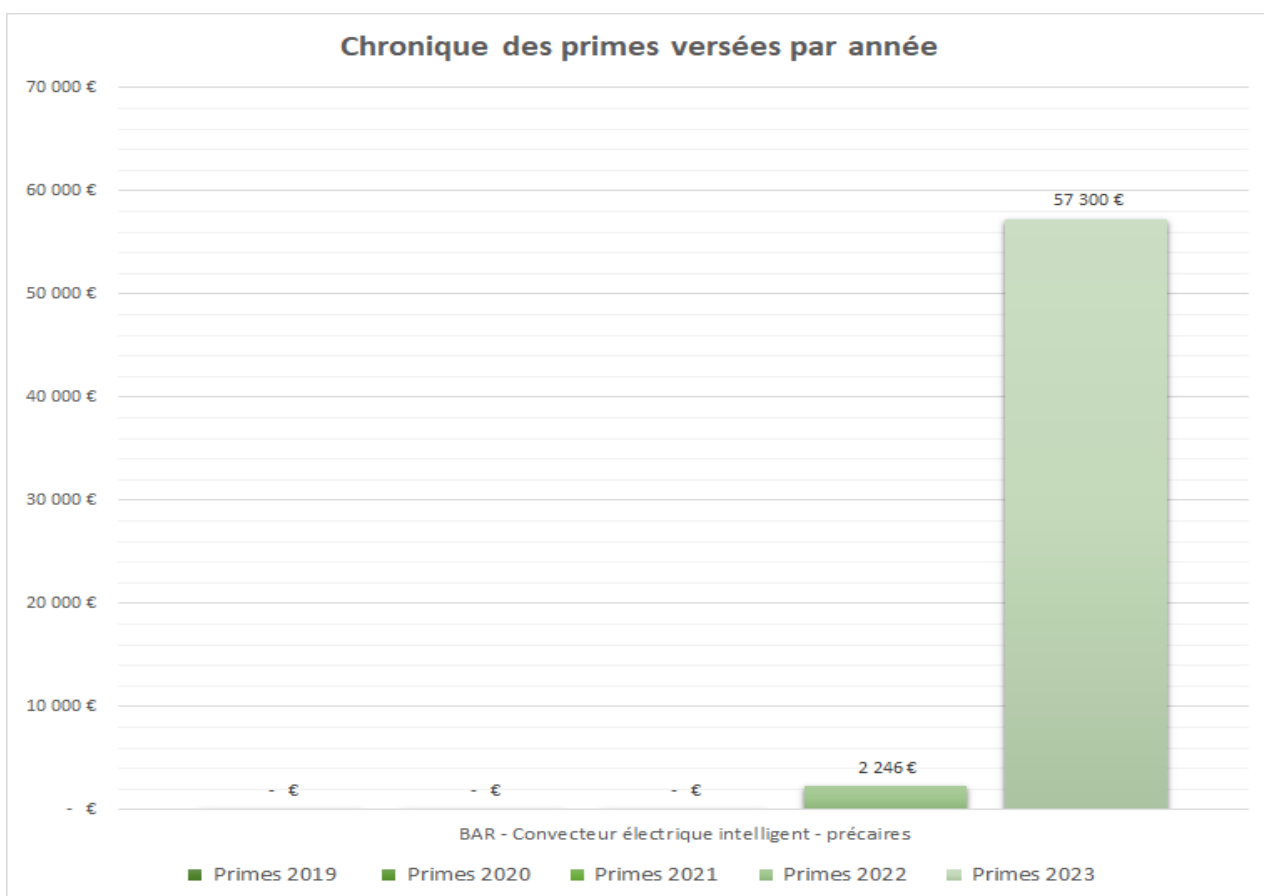
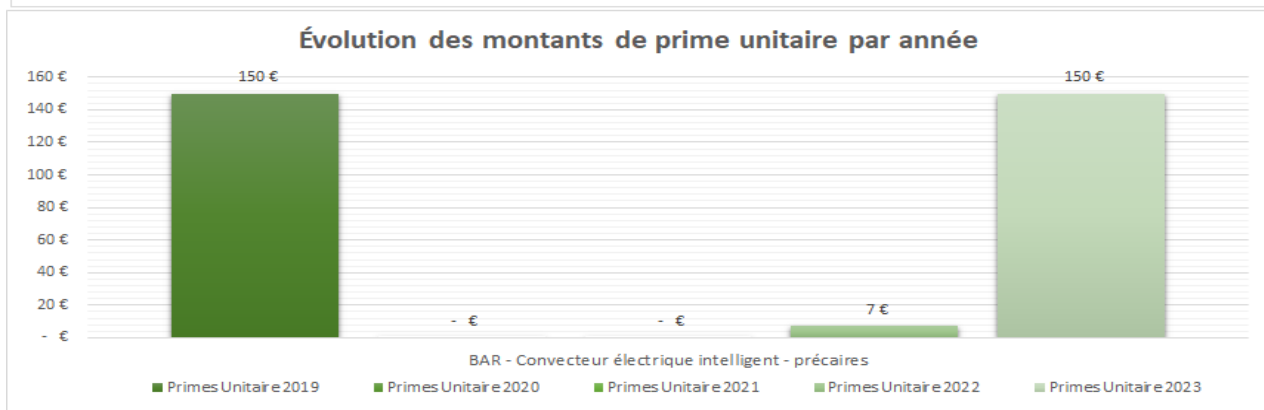
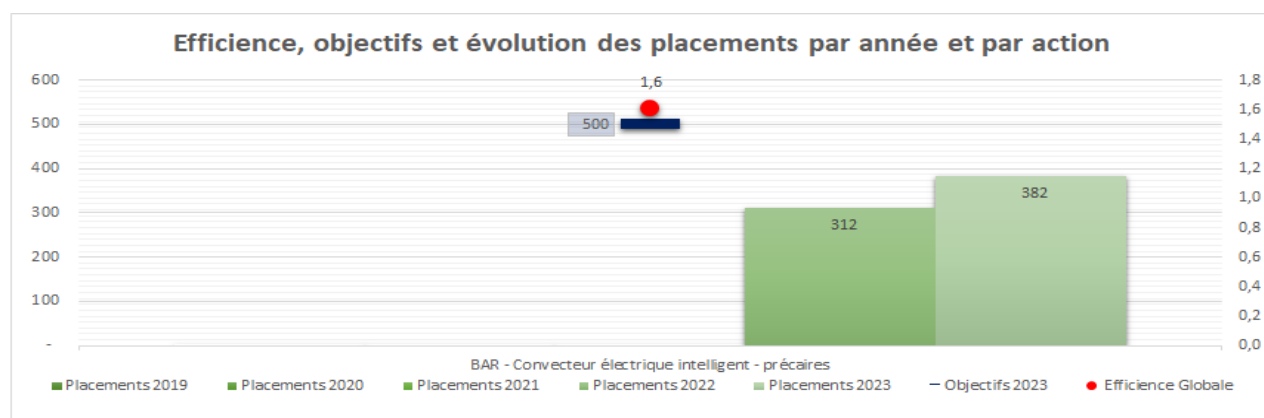




L'installation des 1 669 Pompes à chaleur de type air/air est concentrée uniquement sur des ménages particuliers et a généré 2 577 MWh d'économies d'énergie durant l'année 2022. La tendance des placements est en légère baisse en 2023.

Type de logement	Nombre unités posées	Prime en €	Investissement total moyen du client
Appartement	568	187 698	4 267
Maison individuelle	1 101	342 124	4 435
Total général	1 669	529 822	4 378

Convecteurs électriques intelligents



Au total, ce sont 382 placements qui sont intervenus en 2023, exclusivement dans des opérations de rénovation globale de logements collectifs avec les Bailleurs sociaux. L'analyse technico-économique a favorisé ses solutions dans des logements rénovés bien isolés.

Cette offre n'a pas connu d'engouement auprès du marché de masse, car les études d'opportunité menées ont montré que le prix actuel des chauffages électriques éligibles à la fiche CEE associée (label NF Électricité Performance - 3 étoiles) restait très élevé : en moyenne 400€/convecteur et les primes associées via le cadre sont peu incitatives : entre 75€ et 150€ selon les ménages. Une réévaluation des primes à la hausse permettrait probablement de rendre ce dispositif d'économies d'énergie plus performant. Notamment dans les centres villes urbains où il est parfois compliqué de mettre en place des PAC Air/Air.

Pour rappel sur les niveaux d'efficacité NF Électricité Performance, le label NF Électricité Performance classe les appareils de chauffage selon différents niveaux d'efficacité, de 1 à 3 étoiles.

- 1 étoile : les performances sont jugées comme moyennes
- 2 étoiles : le radiateur offre une chaleur stable dans la pièce et est relativement économique
- 3 étoiles : la chaleur est jugée très stable. La consommation de ces appareils est inférieure de 20 % par rapport au niveau 2 étoiles

3 étoiles et 1 œil est le plus haut niveau de performance, il récompense aussi les radiateurs avec détecteurs (de présence, de fenêtres ouvertes, etc.). C'est ce niveau de performance qui rend éligible un convecteur électrique intelligent à une prime du cadre de compensation.

Dispositif MaPrimeRenov en 2023

Les ménages qui bénéficient de primes d'économies d'énergie pour l'installation d'une pompe à chaleur de type air/eau, d'un poêle à bûches, d'un poêle à granulés, d'une chaudière à bois, d'un foyer fermé ou d'un insert à bûches ou granulés sont également éligibles aux aides MaPrimeRénov'.

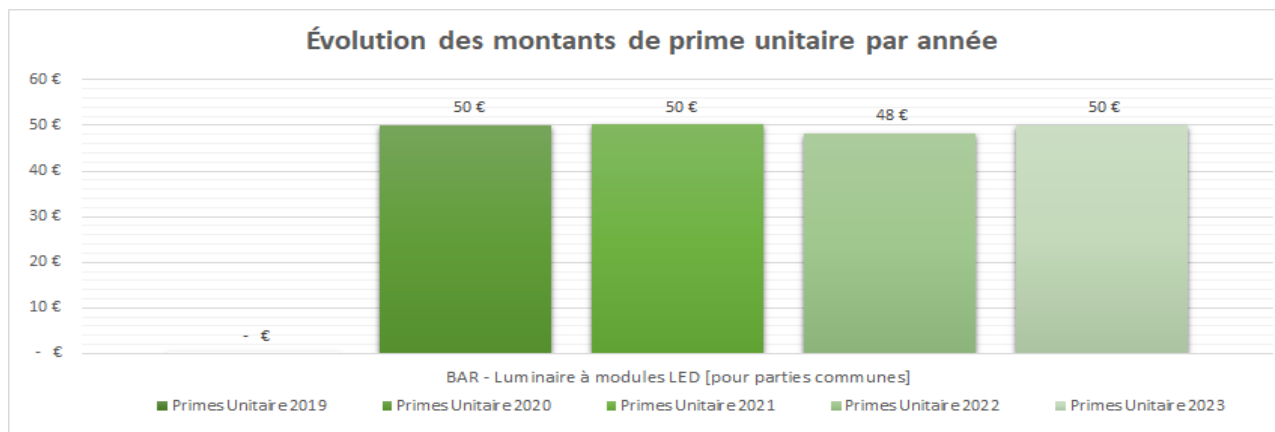
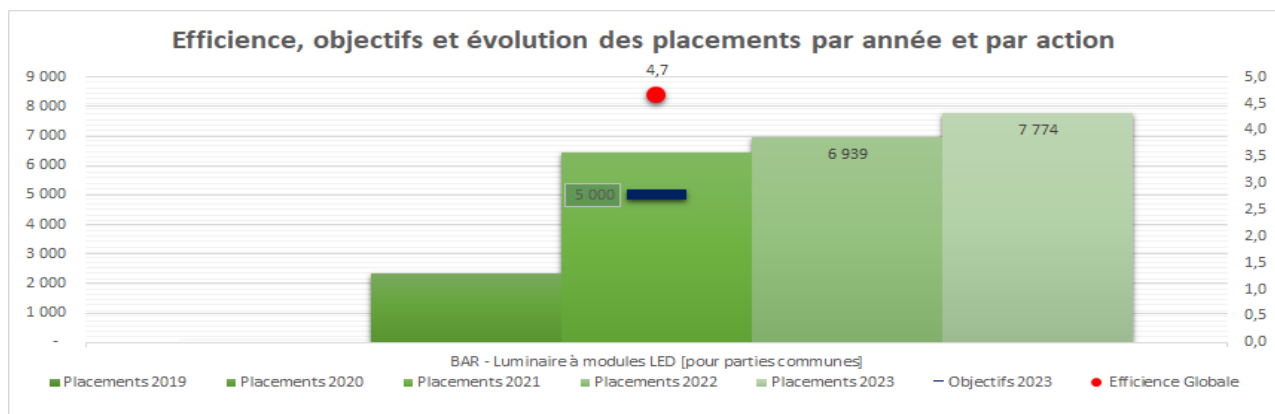
Le montant des primes et les placements de MaPrimeRénov' relatives aux systèmes de chauffage performants sont les suivants :

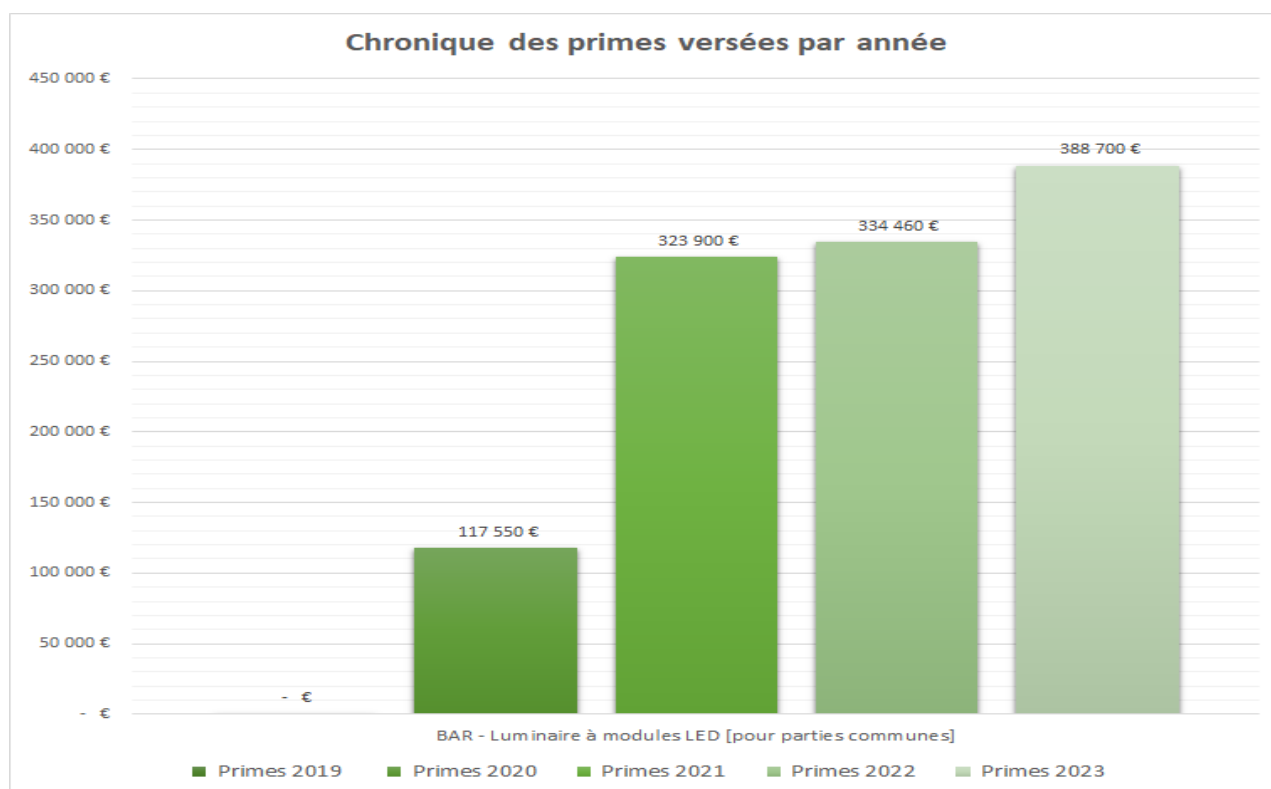
Fiche opération	Ressources des ménages	Montant de la prime	Plafond de dépenses éligibles	Réalisé 2022 (Équipement)	Réalisé 2023 (Équipement)	Total réalisé 2023 (Équipement)
Pompe à chaleur de type air/eau	Supérieures	/	/	/	/	125
	Intermédiaires	2000 €	7200 €	25	34	
	Modestes	3000 €	9000 €	14	26	
	Très modestes	4000 €	10800 €	75	65	
Poêle à bûches	Supérieures	/	/	/	/	382
	Intermédiaires	1000 €	2400 €	14	24	
	Modestes	2000 €	3000 €	15	31	
	Très modestes	2500 €	3600 €	27	61	
Poêle à granulés	Supérieures	/	/	/	/	
	Intermédiaires	1500 €	3000 €	55	36	
	Modestes	2500 €	3750 €	58	39	
	Très modestes	3000 €	4500 €	163	109	
Foyer fermé et insert à bûches ou à granulés	Supérieures	/	/	/	/	
	Intermédiaires	800 €	2400 €	23	17	
	Modestes	1500 €	3000 €	13	18	
	Très modestes	2500 €	3600 €	38	47	
Chaudière bois à alimentation manuelle (bûches)	Supérieures	/	/	/	/	47
	Intermédiaires	3000 €	9600 €	0	0	
	Modestes	6500 €	12 000 €	0	1	
	Très modestes	8000 €	14 400 €	2	1	

Chaudière bois à alimentation automatique (granulés, plaquettes)	Supérieures	/	/	/	/	
	Intermédiaires	4000 €	10 800 €	7	12	
	Modestes	8000 €	13 500 €	2	14	
	Très modestes	10000 €	16 200 €	11	19	

1.1.1.4 Éclairage performant

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Objectif 2023	Atteinte Objectif (%)
Luminaires LED pour parties communes	-	2351	6460	6939	7 774	5 000	155%





Il y a 14 artisans Agir Plus qui interviennent sur cette action et proposent du matériel différent proposé par 7 fournisseurs différents. En moyenne l'opération coûte entre 65€ et 80€ par point lumineux rénovés en installant les détecteurs de présence et en faisant les adaptations nécessaires sur le tableau électrique.

L'offre « luminaires LED pour parties communes » connaît un réel succès depuis 2021, avec plus de 7 000 luminaires installés en 2023, grâce à une filière électriciens très dynamique, et des syndicats de copropriété professionnels très demandeurs. Ici aussi, le reste à charge très faible (proche de la gratuité) pour les copropriétaires, et par conséquent la possibilité de s'affranchir d'un vote en assemblée générale pour lancer ces travaux, est un levier important. A noter également que les bailleurs sociaux sont particulièrement intéressés par cette offre pour rénover leur parc.

1.1.1.5 Rénovation Globale et performante en maison individuelle (Action portée par l'AUE)

L'AUE, à travers le dispositif ORELI, informe, conseille et accompagne les ménages vers une rénovation énergétique de leur maison individuelle. Grâce à l'assistance opérationnelle et aux aides financières, le dispositif mis en place doit permettre aux ménages, même les plus modestes, d'engager une rénovation globale et performante (RGP) de leur logement.

En 2023, l'AUE a ainsi accompagné 196 ménages dans leur projet de rénovation, dont :

- 160 en phase études, conseil et conventionnement pré-travaux
- 47 en phase suivis de chantier
- 23 en phase réceptions de chantier

Nombre de projets BBC réno réceptionnés en 2023	22	Nombre
Dont projets ayant bénéficié de la prime RGP du Cadre	22	Nombre
Dont projets en énergie combustible	8	Nombre
- Fioul		
- Gaz		

SHAB moyenne	109.9	m²
SHON moyenne	130	m²
Cep initial moyenne	366.7	kWhEP/m²/an
Cep finale moyenne	75.2	kWhEP/m²/an
Gain moyen de Cep	78.3	%
Gain en EF moyen	31 587	kWhEF/an
Gain Elect en EF moyen (sur les projets concernés)	26 850	kWhEF/an
Gain en EF total	663 317	kWhEF/an
Gain Elect en EF total	362 727	kWhEF/an
Coût travaux moyen	58 614	€ HT

Concernant les 23 rénovations réceptionnées en 2023 :

- 22 sont des chantiers BBC rénovation et 1 réalisation est de type BBC compatible
- 10 réalisations concernent des ménages très précaires
- 39% des rénovations avaient comme énergie principale des chaudières gaz ou fioul qui ont toutes basculées vers des PAC électrique à l'exception de deux réalisations qui ont souhaitée maintenir une alimentation au gaz tout en atteignant respectivement des 78% et 85% de gain énergétique Il convient de souligner que ce taux de logements initialement alimentés par des énergies fossiles est exceptionnellement élevé. Sur le portefeuille de projets de rénovation en 2023, près de 84% des dossiers sont alimentés en énergie principale par de l'électricité.
- 11 dossiers ont bénéficié des montants de prime du cadre à 25 k€ pour les ménages standards et 30 k€ pour les très modestes. Le gain électrique moyen est 21% supérieur aux hypothèses ARIANE
- Les consommations moyennes en énergie primaire et finale observées correspondent respectivement à des classes DPE F et B. Ci-après sont décrits les nombres de sauts de classe observés sur les 22 dossiers en RGP BBC réno.

Nbr sauts de classe2	Nombre de Code Ménage	Moyenne de Gain % (RT-EX)	Moyenne de Gains Energie Finale (kWh/an)
2	1	62,8%	24 015,2
3	5	72,1%	29 941,5
4 ou plus	16	81,3%	32 639,7,1
TOTAL	22	78,3%	31 586,6

Malgré des réalisations en hausse depuis 2020, les objectifs du Cadre ne sont pas atteints. Toutefois, la dynamique est positive avec un nombre de sollicitations à la hausse (160 dossiers initiés contre 96 en 2022) dans un contexte économique très tendu par la hausse généralisée des prix des matériaux, le refus quasi systématique de prêt bancaire et des taux d'endettement fortement augmentés.

Il convient de souligner que l'AUE assure via le guichet ORELI l'information-conseil aux ménages. Près de trois quart des appels en primo-conseil concernent des actions monogestes. Les ménages sont encouragés à poursuivre leurs efforts et sont réorientés vers le dispositif AGIR Plus d'EDF.

Un ralentissement des opérations au second semestre a été observé à la suite des annonces de l'Etat sur les évolutions de MaPrimeRénov' au 1^{er} janvier 2024. Les modalités de financement de MPR, ouvertes à tous les ménages sans condition de ressource, avec des taux de financement et des plafonds nettement réhaussés, ont convaincu les ménages d'attendre 2024 pour entreprendre leurs travaux de rénovation.

Les principaux freins à la massification des opérations, sur lesquels l'AUE concentrent ses efforts sont :

- La multiplicité des dispositifs existant et leurs évolutions en 2023, source de confusion pour les ménages et les professionnels de la rénovation :
 - Au cours du deuxième semestre 2023, l'Etat a annoncé des évolutions notables de MaPrimeRenov' : nouvelles modalités d'obtention des primes, récupération des CEEs par l'Anah, montants nettement réhaussés, etc.

- Les fiches CEEs pour les rénovations d'ampleur ont été révisées pour correspondre aux évolutions de MaPrimeRenov'.
- L'arrêté du 09 octobre 2023 confirme le rôle d'opérateur MDE de l'AUE validé par l'Assemblée de Corse en mars 2023. Les modalités d'attribution de la prime du cadre sont donc amenées à être modifiées.

En 2023, l'AUE, la DREAL, les DDT et l'Anah ont renforcé les travaux de mise en cohérence des dispositifs de MaPrimeRenov' et du Cadre de compensation afin de simplifier et fluidifier le parcours de rénovation des ménages en favorisant le cumul des aides. Une convention de partenariat entre l'AUE et l'Anah a validé la mise en place d'un dispositif uniformisé : un unique interlocuteur, des documents communs, un parcours jumelé. Les réseaux ORELI et MonAccompagnateurRenov' pourront fusionner pour accroître la réactivité et l'offre d'accompagnement sur le territoire.

ii. Le manque d'entreprises labellisées RGE

Une des complexités pour les ménages, à l'origine d'abandons de projets, est la faible offre d'entreprises RGE sur certains corps de métiers (notamment ITI/ITE).

L'AUE, dans son rôle d'animateur de filières, collabore avec les Fédérations du bâtiment 2A-2B, les CAPEB 2A-2B et Qualibat pour permettre aux entreprises d'acquies leur label plus facilement en capitalisant sur les chantiers de rénovation énergétique.

iii. Le financement de la trésorerie et du reste à charge des ménages

En 2023, l'AUE a à nouveau dû avancer les primes du cadre de compensation pour le compte d'EDF afin de ne pas pénaliser les ménages par des délais parfois trop longs. Les primes sont octroyées sur présentation de factures. Malgré des montants d'aide réhaussés, l'avance de trésorerie reste un frein pour bon nombre de ménages, de même que le financement du reste à charge. L'AUE, conjointement avec l'Agence de Développement Economique de la Corse, travaille sur des mécanismes de garantie et de financement à destination des ménages.

iv. La détection, notamment des plus précaires

Malgré les campagnes de communication, les manifestations sur le territoire et la participation à des événements grand public ou professionnels, les ménages en passoires énergétiques ou en situation de précarité énergétique sont difficiles à identifier. L'AUE a réuni l'ensemble des acteurs de la précarité à l'occasion d'un CEAC (conseil de l'énergie, de l'air et du climat) pour mobiliser les forces actives sur le territoire et œuvrer de concert à éradiquer la précarité énergétique sur l'île.

1.1.1.1 Rénovation globale et performante des logements collectifs - Logements sociaux (action portée par l'AUE)

Depuis le lancement des appels à projets bâtiments à destination des logements collectifs et plus particulièrement des logements sociaux, plus de 1300 rénovations énergétiques globales de logements ont été entreprises (réceptionnées ou en cours de réalisation).

En 2023, 194 rénovations de logements ont été finalisées avec un label BBC rénovation Effinergie et 947 logements sont en cours de réalisation.

Durant l'année 2023, l'AUE a poursuivi l'accompagnement des bailleurs sociaux dans le suivi de leurs projets de rénovation ainsi que dans l'élaboration de nouveaux projets de rénovation. Cela s'est traduit par le dépôt de demandes de subvention pour la réalisation de 8 études énergétiques portant sur 243 logements. Des échanges récurrents avec les bailleurs sociaux sont assurés afin de les guider au mieux dans la réalisation de ces études notamment avec l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2024 du nouveau label BBC rénovation Effinergie et des nouvelles modalités du niveau BBC rénovation tel qu'à présent définit dans l'arrêté de 3 octobre 2023.

Le 22 novembre 2023, dans le cadre de la Journée nationale de lutte contre la précarité énergétique, s'est tenu un Conseil de l'Air, de l'Energie et du Climat (CEAC) exceptionnel consacré à la précarité énergétique. Ce CEAC qui a réuni plus d'une cinquantaine d'acteurs a abordé avec l'ensemble des bailleurs de la Corse présents la problématique de la rénovation énergétique dans les logements collectifs sociaux.

A ce jour, un plan de lutte contre la précarité énergétique est en cours de déploiement avec un axe stratégique consacré au repérage des ménages en précarité énergétique notamment dans les logements sociaux. Les bailleurs sociaux sont par conséquent associés à la mise en œuvre de ce plan.

Ces éléments de bilan illustrent la bonne dynamique engagée sur le territoire à la suite du lancement des appels à projets bâtiment à destination en particulier des logements sociaux. Afin de répondre aux objectifs de la PPE et du Cadre territorial de compensation, les services de l'AUE travaillent en étroite collaboration avec les bailleurs sociaux publics et privés à la fois dans l'accompagnement de leurs projets de rénovation ainsi que dans l'analyse de l'état des lieux du parc et dans la déclinaison d'un plan d'actions efficace permettant de massifier ces opérations RGP.

Les bailleurs sociaux ont depuis plusieurs années entrepris de rénover leur patrimoine. Le cumul des aides CPER, FEDER et Cadre Territorial de compensation AUE/EDF permet d'intervenir à hauteur de 50 à 80 % de l'assiette énergie éligible. Mais cette dernière correspond à la moitié du coût total de la rénovation. Le reste à charge conséquent ne permet pas aux bailleurs de multiplier les rénovations en parallèle.

Au travers de ces missions d'assistance opérationnelle, l'AUE a mis en œuvre un accompagnement régulier se traduisant notamment par :

- Des campagnes de communication permettant de mettre en avant les appels à projets bâtiments et notamment celui destiné aux logements sociaux ;
- Organisation des jurys d'appels à projets ;
- Organisation régulière de réunions avec les maîtres d'ouvrage ;
- Instruction des dossiers ;
- Aide à la conception technique et financière du projet (aide au montage du dossier) ;
- Suivi régulier de l'avancement des chantiers ;
- Récolte des pièces pour paiement ;
- Contrôle des pièces et visite sur site

On peut ajouter le passage sur les évolutions à venir comme dans le précédent bilan (besoin d'augmenter la prime + évolution effets indésirables...)

Secteur tertiaire et industriel

1.1.1.6 Confort thermique

Fiche opération	Réalisé 2019 (m²)	Réalisé 2020 (m²)	Réalisé 2021 (m²)	Réalisé 2022 (m²)	Réalisé 2023 (m²)	Objectif 2023 (m²)	Atteinte objectifs (%)	Primes total 2023
Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	1661	122	859	27	-	2 000	0%	-
Isolation de combles ou de toitures	7351	1 045	3 026	3 437	7 957	35 000	20%	97 871 €
Isolation des murs	2877	1322	6 040	3 131	4 923	45 000	10%	130 952 €
Isolation des murs par l'intérieur	5985				-	6 500	0%	-
Isolation des toitures terrasses	1607	1 278	4 943	3 630	6 265	30 000	18%	115 276 €
Isolation d'un plancher	951	282	4 147	1 301	2 008	17 500	10%	59 035 €

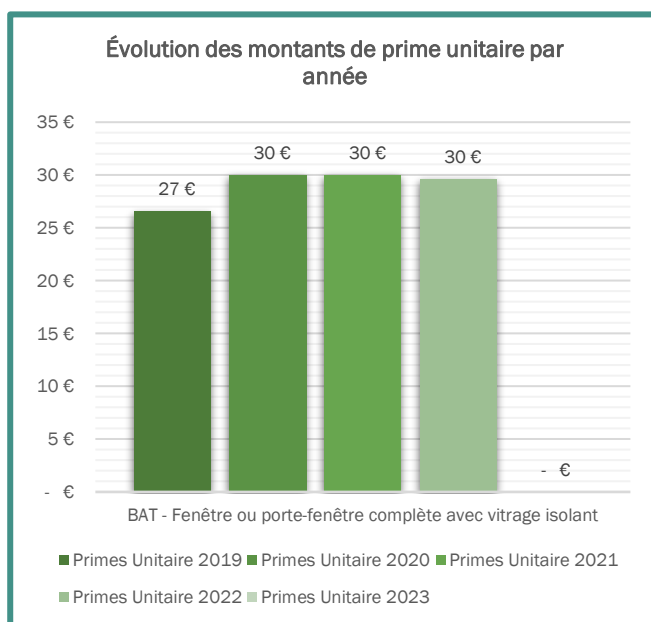
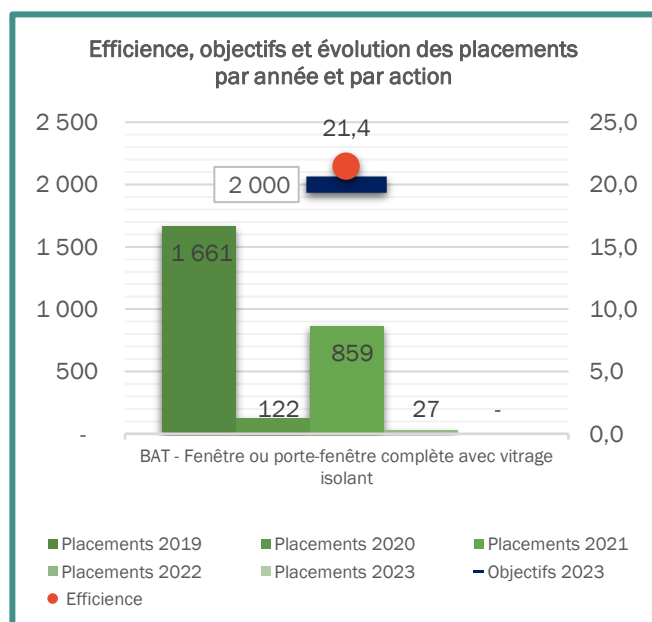
Commentaires :

Isolation : L'Augmentation progressive des tarifs de l'électricité et l'arrivée de l'obligation du Décret Eco Tertiaire marque une prise de conscience de la nécessité d'isoler les bâtiments tertiaires pour répondre aux obligations réglementaires.

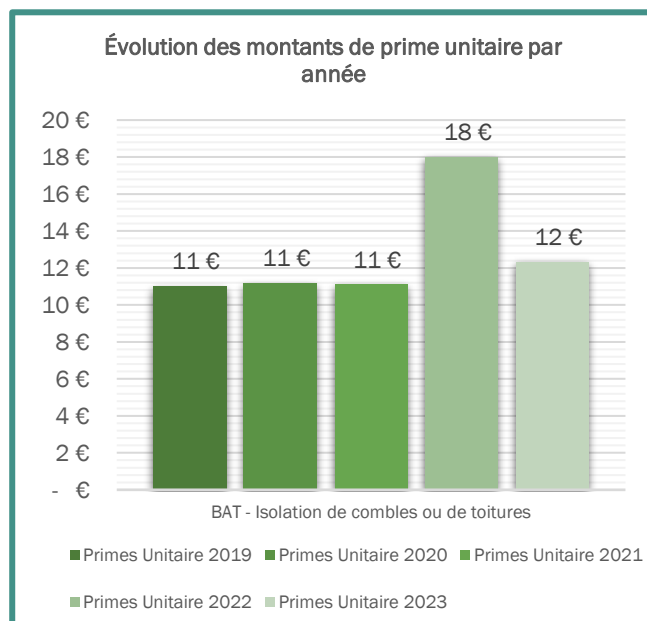
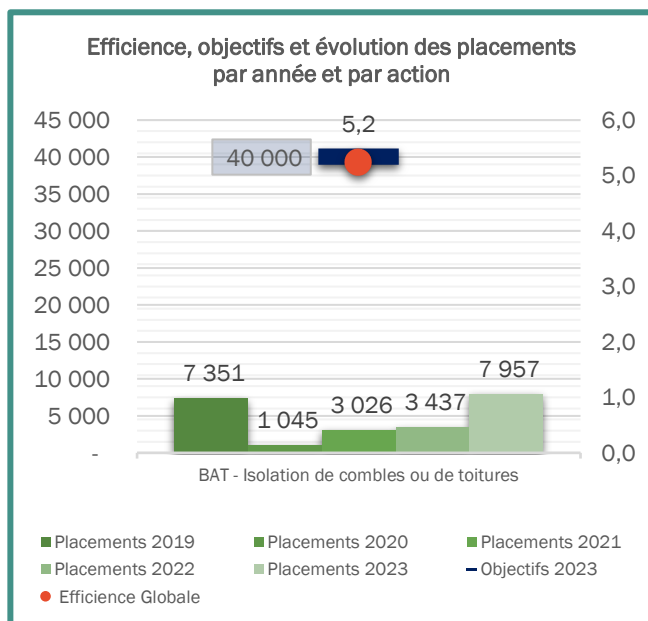
Fenêtre : une mise à jour de la Fiche CEE tertiaire au 01/01/2024 a allégé les critères techniques mais reste complexe à mettre en œuvre dans les îles.

De plus, un manque de matériels en début d'année et un coût très élevé ne permettent pas une rénovation en profondeur des parois

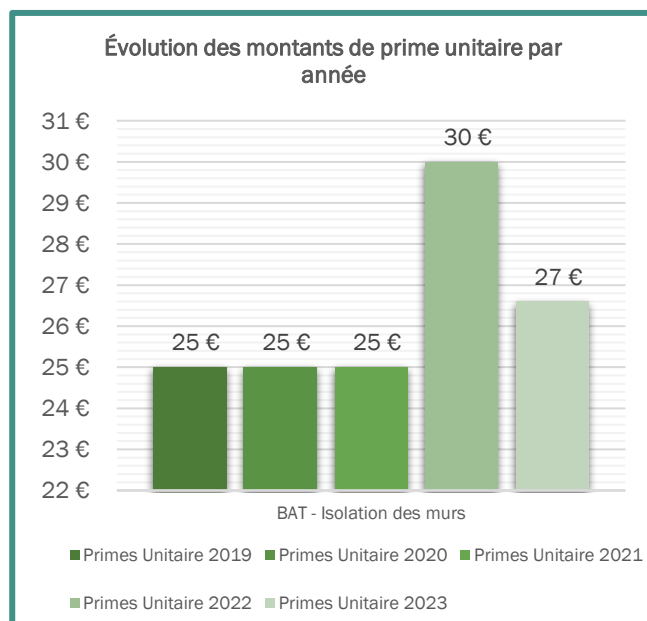
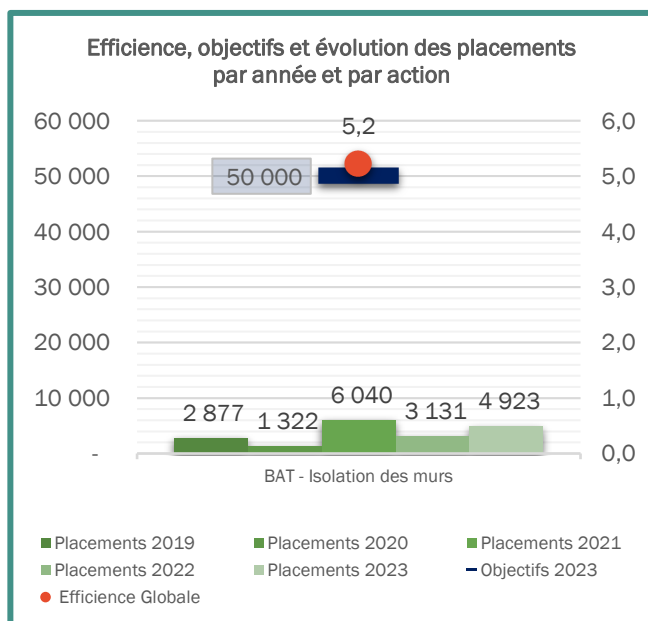
- Fenêtre ou porte fenêtre avec vitrage isolant



- **Isolation combles ou de toitures**

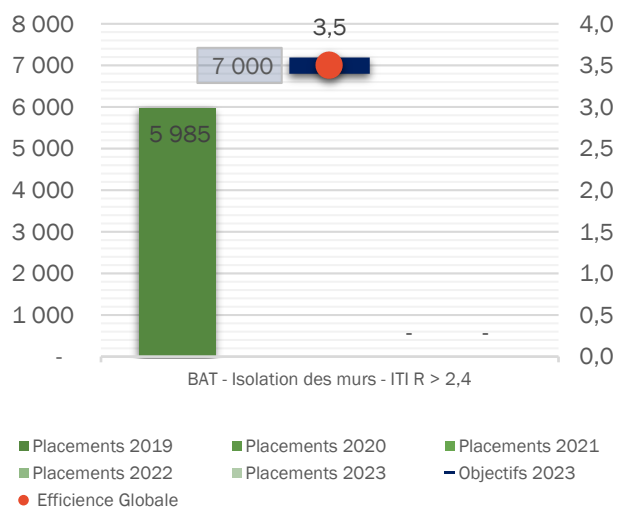


- **Isolation des murs**

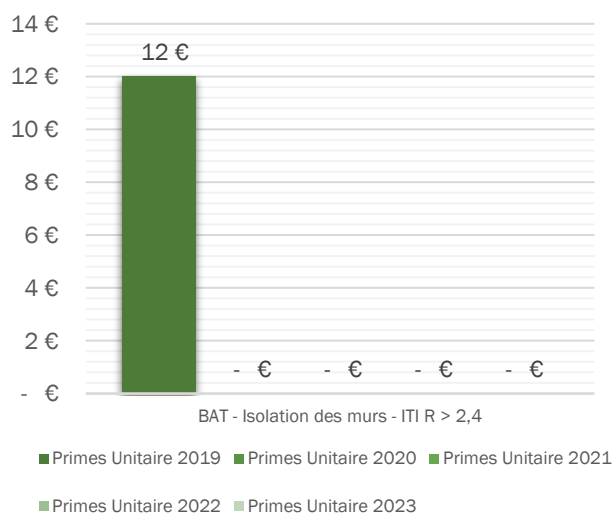


- **Isolation des murs – ITI R > 2,4**

Efficiency, objectives and evolution of placements
per year and per action

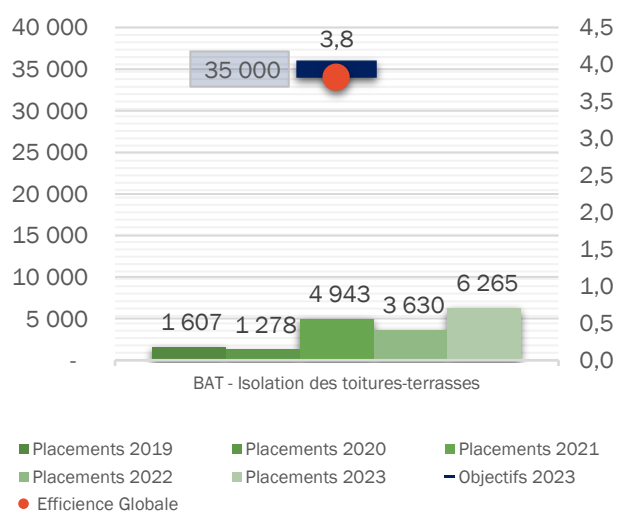


Évolution des montants de prime unitaire par
année

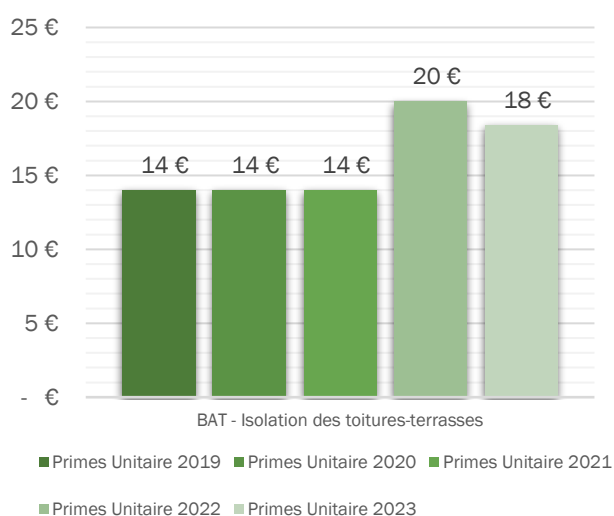


- Isolation des toitures-terrasses

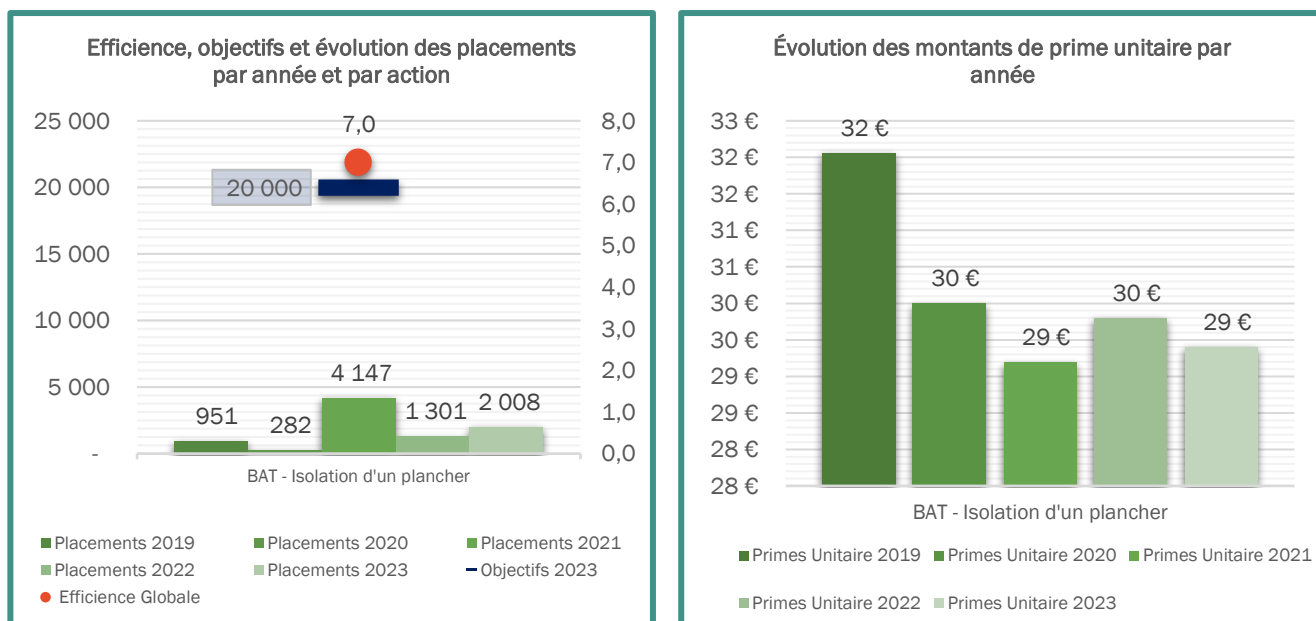
Efficiency, objectives and evolution of placements
per year and per action



Évolution des montants de prime unitaire par
année



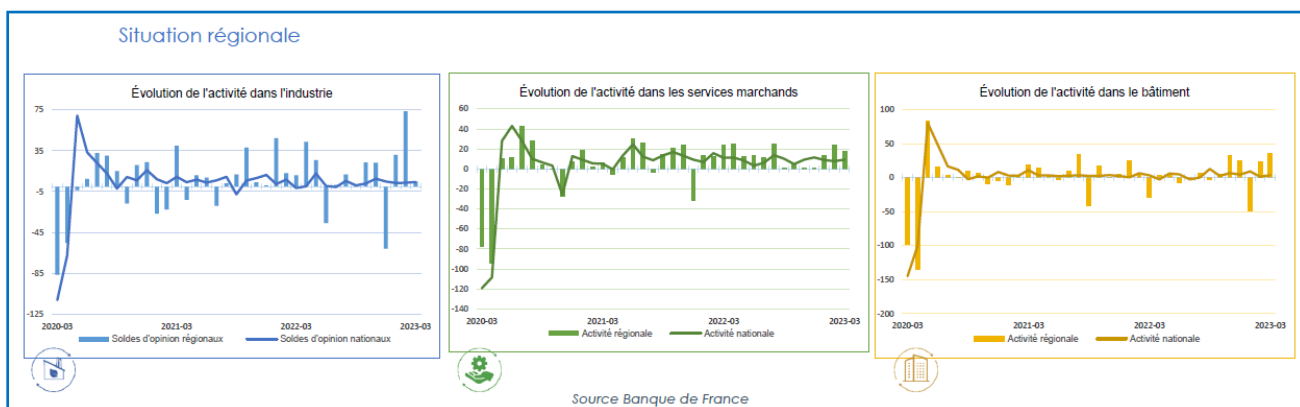
- Isolation d'un plancher



La production dans les secteurs des services marchands, de l'industrie, et du bâtiment marque le pas en Corse durant l'année 2023. Ce ralentissement est d'ailleurs confirmé pour le Trimestre N°1 2023 par une étude de la banque de France parue en Mars 2023 nommée « Tendances Régionales ». Cette évolution est plus sensible dans les industries agroalimentaires et dans les autres produits industriels.

En matière tarifaire, on observe des hausses des prix des prestations. Elles résultent des hausses des coûts en 2022-2023 de la prise en compte de la progression du prix de l'énergie et des salaires. Les difficultés de recrutement sont toujours importantes et rendent incertaines la capacité des professionnels à répondre à la demande.

Ci-après quelques graphiques qui illustrent ces tendances :



Malgré les programmes permettant de soutenir la production dans le gros œuvre, l'activité marque le pas dans le second œuvre et dans une moindre mesure dans les travaux publics. La demande privée et publique encore hésitante dans un environnement de taux et d'inflation instable permet difficilement aux professionnels de se projeter.

Dans ce contexte d'incertitudes nombreuses accompagnées d'une hausse des prix, nombreux sont les professionnels qui préfèrent porter leur intérêt sur des investissements en lien avec leur cœur de métier pour faire face à l'augmentation du coût des matières premières au détriment des travaux d'efficacité énergétique. Cela malgré les augmentations du coût des factures d'énergie, qui nous le rappelons, est plus important pour le secteur des entreprises que celui des ménages particuliers. Le contexte d'inflation des taux d'emprunt ne facilite pas le financement des travaux pour les entreprises désireuses de s'engager sur la voie d'action en faveur de la maîtrise de la demande d'énergie.

Avec des coûts moyens constatés sur un échantillon représentatif d'opérations de 45€ HT/m² pour l'isolation des combles, 50€ HT/m² pour les murs, 50€ HT/m² pour les toitures terrasses et 40€ HT/m² pour les planchers et de 700€ HT/m² pour les fenêtres et porte fenêtres, les primes pour les actions d'isolation des parois dans le secteur tertiaire se révèlent insuffisantes pour massifier ces opérations. A noter que ces coûts moyens ne prennent pas en compte les coûts induits qui sont d'autant plus important dans le cadre d'une opération de type RGP.

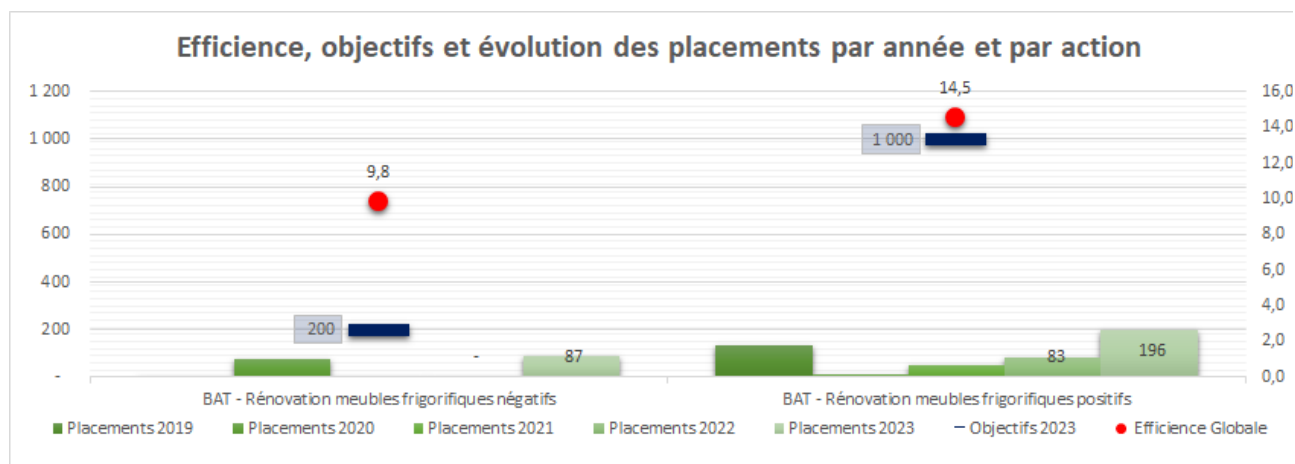
Le Comité MDE constate un écart important entre les objectifs en matière de placements prévus dans le Cadre de compensation et ceux constatés en réalisation sur les années 2019-2023. Au-delà des circonstances contextuelles (Crise Covid19, Crise des matériaux, Crise économique, Crise géopolitiques...) le Comité MDE indique que les actions citées ci-dessous dont les 2 premières sont déjà mises en œuvre depuis le début de l'année 2022 pourraient infléchir cette tendance.

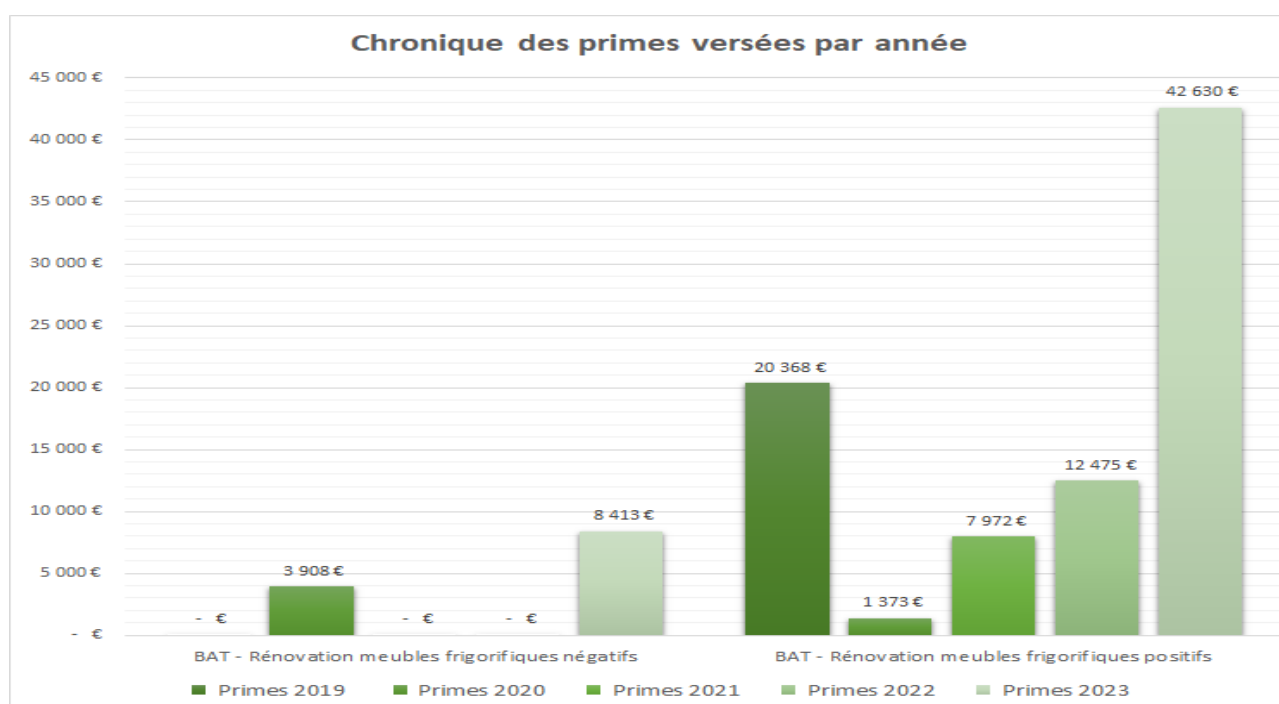
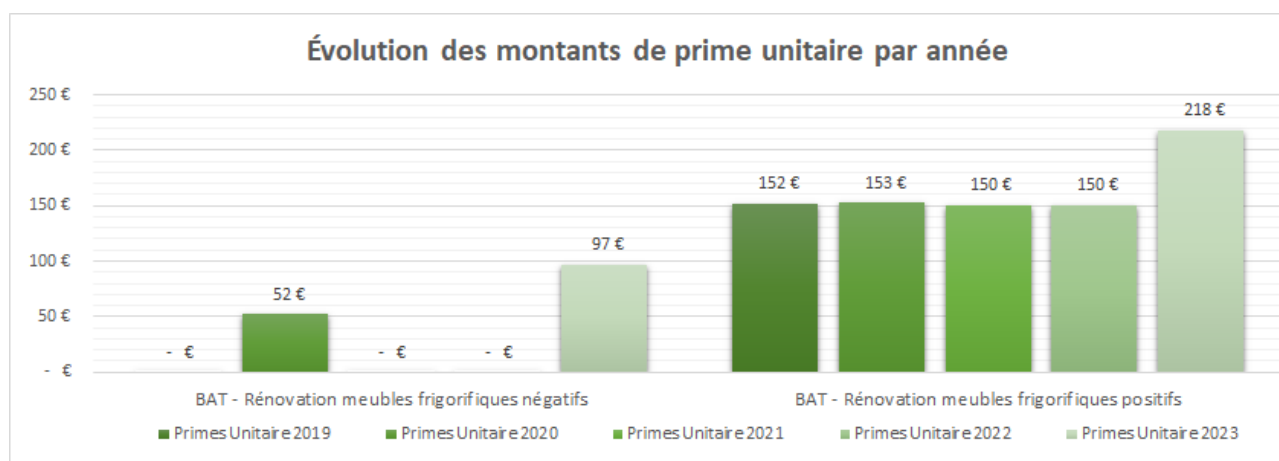
Plan d'actions mis en œuvre par EDF en Corse en 2023 :

- La mise en place de l'avance de prime avec l'offre Isolation Tertiaire (bâtiments tertiaires) dans la filière installateur porte ses fruits avec 5978m² installés sur toutes isolations confondues (hors BAT-EN-104 Fenêtres). Cela représente 1/3 des placements.
- Sensibilisation au Décret Eco tertiaire dans le segment tertiaire
- Sensibilisation chez les industriels non soumis à la réglementation thermique ; isolation performante toiture façade 12 245m² (hors représentativité des Actions standards)

1.1.1.7 Fermeture des meubles frigorifiques de vente à température négative/positive

Fiche opération	Réalisé 2019 (ml)	Réalisé 2020 (ml)	Réalisé 2021 (ml)	Réalisé 2022 (ml)	Réalisé 2023 (ml)	Objectif 2023 (ml)	Atteinte objectifs (%)
Fermeture des meubles frigorifiques de vente à T°C négative	0	9	0	0	87	200	44%
Fermeture des meubles frigorifiques de vente à T°C positive	134	75	53	83	196	1000	20%





Commentaire

L'installation de 283ml de meubles frigorifiques a généré 746 MWh d'économies d'énergie pour l'année 2023. Au total, pour toute la durée de vie de ces actions (7 ans selon la fiche CEE), les 283ml de meubles frigorifiques (positifs et négatifs) installés en 2023 généreront 5 222 MWh d'économies d'énergie.

En ce qui concerne la valorisation des CEE en lien avec cette action, 8,8 GWh Cumac ont été générés en 2023.

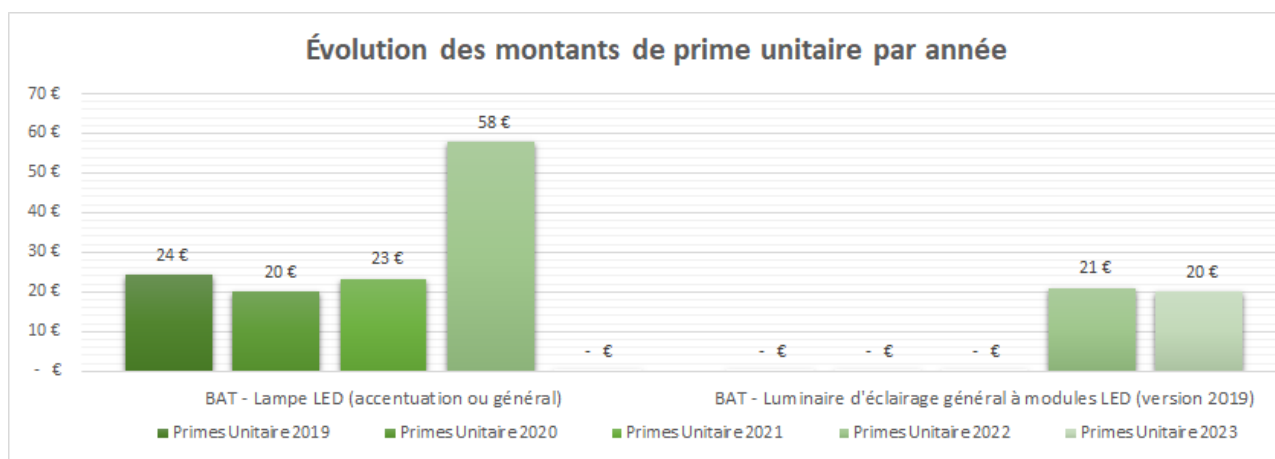
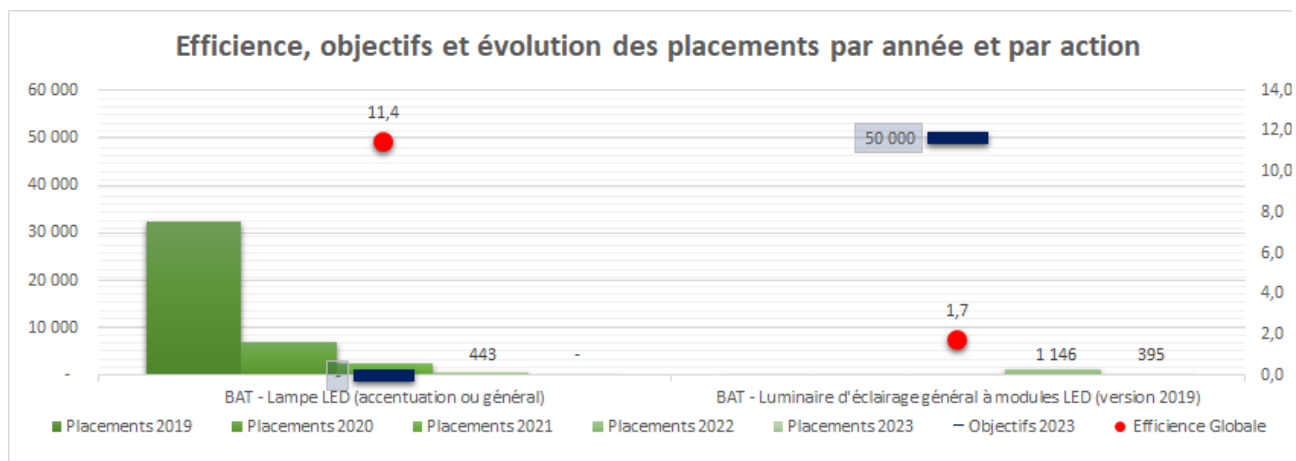
Cette hausse des placements s'explique, encore cette année par :

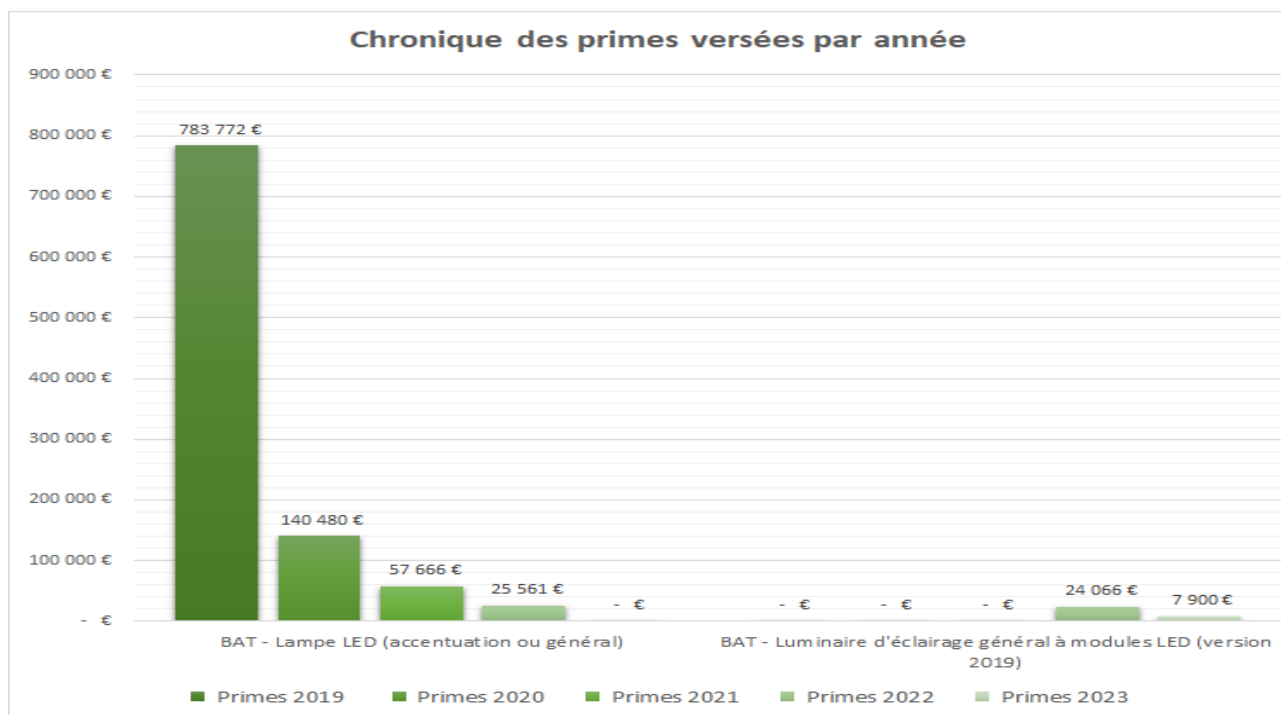
- L'augmentation du niveau de la prime validée par la CRE dans le courant de l'année 2022
- La création d'une campagne dédiée à ce sujet par EDF au T4 2022 qui se poursuit sur l'année 2023, à l'attention des GSA.

1.1.1.8 Éclairage performant

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Objectif 2023	Atteinte objectifs (%)
-----------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	---------------	------------------------

Luminaire d'éclairage général à modules LED (unité)	32254	32 254	7 024	2 488	443	-	
Tubes à LED à éclairage hémisphérique (W)	1436	-	-	-	1 146	50 000	1%
Luminaires à modules LED	91	91	Action abrogée car Fiche CEE supprimée-				





Commentaires :

Fiche CEE en extinction et remplacement par une nouvelle action proposée au Cadre pour 2022-2023. D'où la diminution des placements.

Fiche CEE trop complexe à mettre en œuvre, peu de matériels correspondent à tous les critères et très chers. Toujours peu de professionnel Etude éclairage

L'installation des différents luminaires a permis de générer 8,9 MWh d'économies d'énergie pour l'année 2023. Au total, pour toute la durée de vie de ces actions, basée sur la durée de vie des luminaires conformément à l'usage, la mise en place des différents luminaires en 2023 génèrera 1603 MWh d'économies d'énergie.

Pas de valorisation de CEE sur cette action.

Les évolutions réglementaires de la fiche Luminaire d'éclairage général à modules LED n'a pas permis au marché Corse de se positionner sur cette action : manque de qualification spécifique type RGE ETUDE parmi le panel de prestataires locaux.

En complément, la disparition de 2 fiches opération sur les 3 inscrites au cadre ont éteint naturellement les placements.

Enfin, une partie non négligeable des opérations que nous prospectons représentent moins de 10 luminaires à remplacer. Au regard de l'investissement en matière d'ingénierie administrative nous priorisons les opérations plus volumineuses (à partir de 100 pts lumineux).

1.1.1.9 Chauffe-eau solaire collectif dans le tertiaire (Action portée par l'AUE)

Cette action entre dans le cadre du contrat entre l'AUE et EDF. Elle bénéficie d'une assistance opérationnelle de l'AUE. Elle est portée par une même offre, mais suivant deux canaux en fonction de la taille du projet :

- Au fil de l'eau pour les projets dont la surface de capteurs est < 10 m²
- Via l'appel à projets commun AUE-ADEME-EDF-ATC pour les projets dont la surface est ≥ 10m²,

Résultat 2023	Réalisé 2022	Objectif 2023	Réalisé 2023	Evolution 2022-2023 (%)	Commentaires
---------------	--------------	---------------	--------------	-------------------------	--------------

Professionnels - Chauffe-eau solaire collectif [m²] <10m²	93	950	15	-83%	
Professionnels - Chauffe-eau solaire collectif [m²] >10m²	207		113	-45%	

En premier lieu, l'action solaire thermique collectif fait face, en Corse, à une problématique intrinsèque de récupération des CEE. En effet, la fiche opération N°BAT-TH-111 relative à l'installation de chauffe-eau solaire collectif en France métropolitaine stipule que la délivrance de certificats est toujours conditionnée à la réalisation préalable d'une étude de faisabilité réalisée par un BET externe. Or, dans le cadre de l'AAP susmentionné, et ce dans une optique incitative et afin de soutenir au mieux la filière, l'appel à un BET externe pour l'étude de faisabilité est réservé aux dossiers présentant une surface de capteurs supérieure à 25 m² conformément à la fiche CEE pour les DOM. Ce choix prive donc plusieurs projets de la valorisation CEE, mais il se justifie lorsque l'on s'intéresse aux délais et surtout aux surcoûts engendrés par l'appel à un BET externe dans le cas d'installation de dimensions modestes. Il a en effet été estimé qu'une telle étude de faisabilité se chiffrait entre 3000 à 6000 €. Afin d'évaluer les impacts relatifs d'un potentiel recours à un BET externe d'une part et de la pénalisation CEE d'autre part, une étude a été menée sur un corpus représentatif de la réalité de l'action en Corse de 38 dossiers instruits par l'AUE au cours des trois dernières années.

Entre autres, il ressort de cette étude les points suivants :

- Le surcoût généré par l'appel à un BET pour des projets de surface inférieure à 25 m² est de 40%. Cette valeur atteint les 63 % dans le cas, assez courant en Corse, d'une installation de 4 m².
- La pénalisation CEE engendrée par ce « manquement » aux requis de la fiche BAT-TH-111 atteint en moyenne les 155 €/m² (en prenant en compte du cours EMMY à la date de réalisation). Dans certains cas, la valeur de la pénalisation peut même devenir supérieur à la prime du cadre prévue.
- La pénalisation est proportionnelle à la production d'énergie solaire alors que la prime du cadre est basée sur la surface installée. Il en découle que cette pénalisation va à l'encontre du principe d'efficacité puisque, à surface installée égale, une installation produisant davantage sera plus pénalisée qu'une autre moins optimale.

L'évolution positive observée les années précédentes a été stoppée en 2023, avec un net retrait des réalisations, ce qui va à l'encontre de la tendance nationale (32% d'augmentation en moyenne). Cet état de fait s'explique par plusieurs facteurs.

D'une part, l'impossibilité de récupérer les CEE telle que précédemment discutée a contraint le fournisseur historique à ne pas s'acquitter de la prime du cadre en 2022. Afin de ne pas léser les bénéficiaires et également de ne pas créer un précédent dévastateur pour l'avenir de l'action en Corse, l'AUE a compensé le non-versement de la prime sur fonds propres de la CDC. Pour autant, il en a découlé, au sein des potentiels professionnels bénéficiaires, une certaine méfiance vis-à-vis du soutien à la filière. D'autant plus que les professionnels du secteur touristique représentent la majorité des projets solaires, alors qu'à l'échelle nationale, ils ne représentent, avec le tertiaire que 8% du marché, contre 25% pour le résidentiel et 50% pour l'industrie. La prégnance d'un même cœur de métier au sein des porteurs de projets a permis au climat d'incertitude instauré de se répandre plus rapidement qui va de fait nécessiter d'augmenter les actions de sensibilisation et de communication.

D'autre part, en 2023, la surface moyenne des opérations était de 18,2 m² (12m² en 2022). Les coûts d'installation ont augmenté, passant de 1 403 € HT/m² de capteurs en 2022 à 1 700€ HT/m² en 2023, à comparer avec la moyenne nationale de 1 500€/m². Cependant, cela peut notamment s'expliquer du fait de projet d'une surface plus importante sur le continent.

- Le fait que la majorité des projets soient réalisés sur des bâtiments existant (contre 15% au niveau national)
- Le peu d'acteurs du bâtiment qui sont prescripteurs de solutions solaire
- La concurrence des autres solutions, notamment pour les bâtiments neufs
- Les prix élevés des composants des installations sur l'île.

Le bilan des projets solaires thermiques professionnels ayant bénéficié de l'assistance opérationnelle en 2023 est le suivant :

	2023
--	------

	AAP	Hors AAP
Objectifs	950 m ²	
Réalisé (nb projets)	4	3
Réalisé (m2 solaire)	14.6	113.2
Prime Cadre (versée par l'AUE ou EDF) [€]	11 368 €	86 011 €
Coût total TTC [€]	18 300 €	250 200 €
Gains énergétiques [MWh]	8.2	72.8

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'assistance opérationnelle pour l'action solaire thermique professionnel, l'AUE a réalisé les actions suivantes :

- Une campagne de communication sur l'appel à projets (radio, presse quotidienne régionale)
- La conception/impression d'une plaquette présentant l'appel à projets
- L'organisation d'une réunion annuelle avec les professionnels, l'ADEME et EDF pour évoquer les bilans et perspectives de la filière.
- L'organisation des jurys de sélection à l'appel à projets pour les dossiers en relevant (3 sessions)
- L'instruction des dossiers
- Le versement des primes
- Le contrôle sur pièces et sur site de toutes les installations

Par ailleurs, de nombreuses opérations sont accompagnées sans participation du cadre :

- Opérations directement portées et financées (Plan de Résilience, Plan de Relance) par des entités dépendantes de l'Etat : gendarmerie, CRS, protection civile (150 m² voir chiffres précis DREAL). Un schéma directeur de l'immobilier régional (SDIR) avec un volet énergie est en cours de rédaction. Dès son approbation, il pourra apporter des informations sur la stratégie de rénovation des bâtiments de l'Etat pour les cinq prochaines années.
- Opérations soutenues par France 2030 (AAP Decarbaflash) et le fonds chaleur (voir chiffres ADEME)

Pour ces dernières, une convergence des dispositifs permettrait aux bénéficiaires d'accéder à des primes plus incitatives grâce au cumul des primes du cadre et de la Collectivité de Corse.

Tableau du Fonds Chaleur (Bilan 2023)

Titre du dossier	Tiers	MWh/an	Montant total en euros	Montant de l'aide en euros
Chaufferie Biomasse et valorisation de sous-produits vinicoles par désalcoolisation ²	COOP VINI AGHIONE SAMULETO	4 258	3 174 505,00	330 990,00
I PETRIPINI - Installation EnR et réseau ³	PETRIPINI	1 385	1 455 738,00	190 000,00
Réalisation d'une installation de production de chauffage et de climatisation du Palais des Congrès à Ajaccio, par boucle Eau de Mer ⁴	CHAMBRE DE COMMERCE ET	320	1 095 000,00	359 204,10

² Dossier ayant fait l'objet d'un financement de la CdC via l'AUE

³ Dossier ayant fait l'objet d'un cofinancement de l'UE au travers du Feder via l'AUE

⁴ Dossier ayant fait l'objet d'un financement de la CdC via l'AUE

	D'INDUSTRIE DE CORSE			
--	-------------------------	--	--	--

Tableau FRANCE 2030 AAP DECARBFLASH (Bilan 2023)

Titre du dossier	Tiers	Puissance en kWc	Production en Mwh/an	Montant total en euros	Montant de l'aide en euros
DECARBFLASH – PV en autoconsommation - Brasserie Pietra (2B)	BRASSERIE PIETRA	424	526	598 990,00	343 489,00
DECARBFLASH – PV en autoconsommation – Fromagerie Ottavi (2B)	FROMAGERIE OTTAVI	500	539	686 674,00	355 816,00
DECARBFLASH - PV autoconsommation ASCOR (2A)	ASCOR	83	109	121 305,59	72 783,00

1.1.1.1 Bois-Énergie

En 2023, aucune opération de chaufferie bois n'a été réalisée.

A ce jour, trois projets sont lauréats de l'appel à projets 2022, et devraient être réalisés en 2024-2025. Un de ces projets bénéficie d'une prime du cadre territoriale de compensation.

Plusieurs études de faisabilités technico-économiques, portées par des communes ou des professionnels, sont en revanche en cours de réalisation.

L'AUE poursuit son travail d'animation et d'assistance auprès des maîtres d'ouvrage. A ce titre, un appel à projets bois-énergie en partenariat avec l'ADEME et EDF a été renouvelé en 2023.

Le bilan du réalisé est très inférieur aux objectifs fixés dans le cadre territorial de compensation. Il convient de souligner qu'il s'agit de projets relativement coûteux et généralement portés par des collectivités nécessitant une assistance opérationnelle renforcée. Par ailleurs, la forte augmentation du prix des granulés fin 2022 a freiné la réalisation de projets.

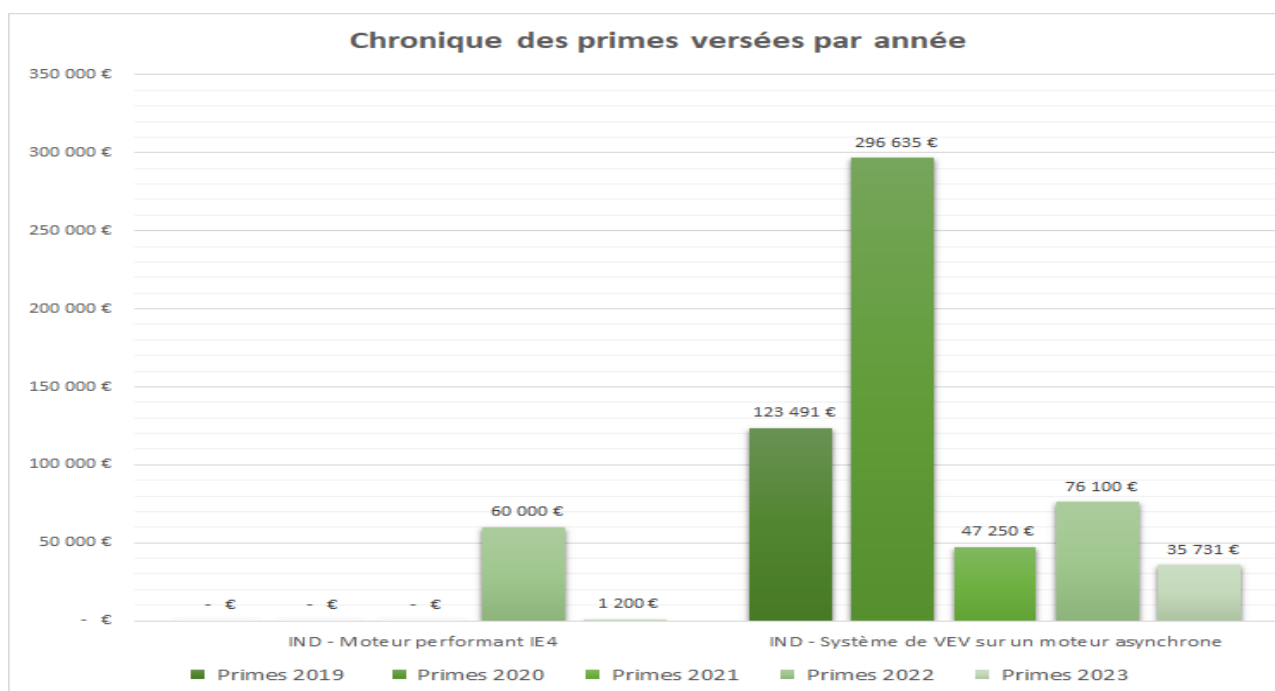
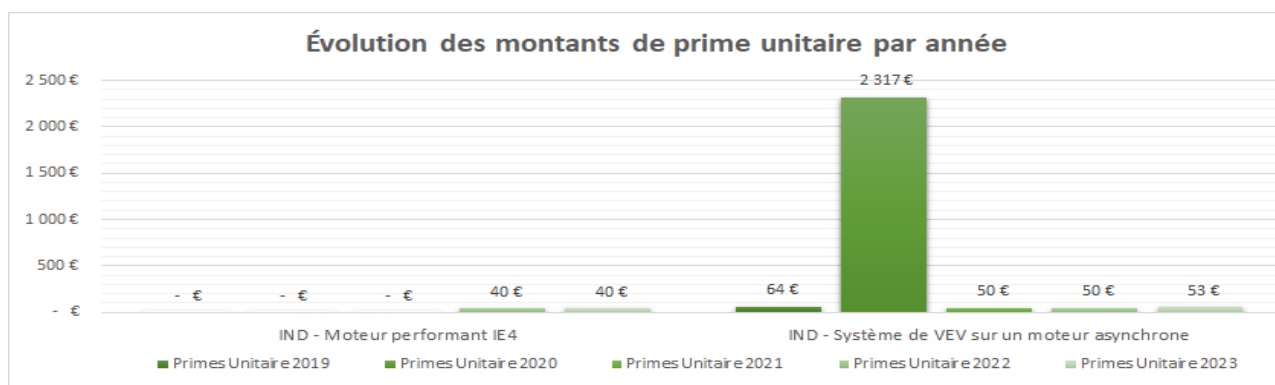
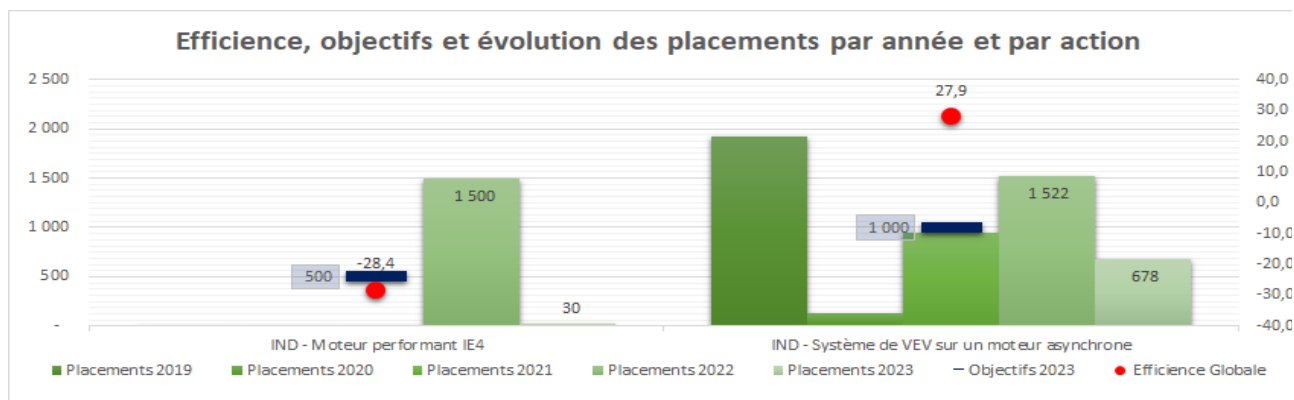
1.1.1.10 Substitution usage électrique par usage bois

Fiche opération	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Evolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Substitution usage électrique par usage bois	-	245	-	-	Cf. paragraphe ci-dessous

Aucune action de substitution des usages électriques par des usages bois n'a été réalisée de 2019 à 2021 pour la cuisson en boulangerie. Les actions de substitution d'usages électriques pour la cuisson en boulangerie avant 2019 concernaient essentiellement une substitution par le gaz (réseau ou cuve) qui ne trouve pas d'équivalent par le bois.

1.1.1.11 Motorisation performante

Fiche opération	Réalisé 2019 (kW)	Réalisé 2020 (kW)	Réalisé 2021 (kW)	Réalisé 2022 (kW)	Réalisé 2023 (kW)	Objectif 2023 (kW)	Atteinte objectifs (%)
IND - Moteur performant IE4	-	-	-	1 500	30	500	6%
IND - Système de VEV sur un moteur asynchrone	1 925	128	945	1 522	678	1 000	68%



Commentaires :

Une action en baisse mais le gisement est encore actif avec un prévisionnel important pour l'année 2024. L'évolution du montant de prime à la hausse pour cette action donne de belles perspectives

L'installation des systèmes de variation électronique de vitesse sur un moteur asynchrone a généré :

Pour le tertiaire 72 MWh d'économies d'énergie pour l'année 2023. Au total, sur la durée de vie de ces actions (15 ans selon la fiche CEE), les systèmes de variation électronique de vitesse installés en 2023 généreront 1079GWh

d'économies d'énergie. Concernant l'aspect CEE en lien avec cette action, 839 MWh cumac ont été générés en 2023

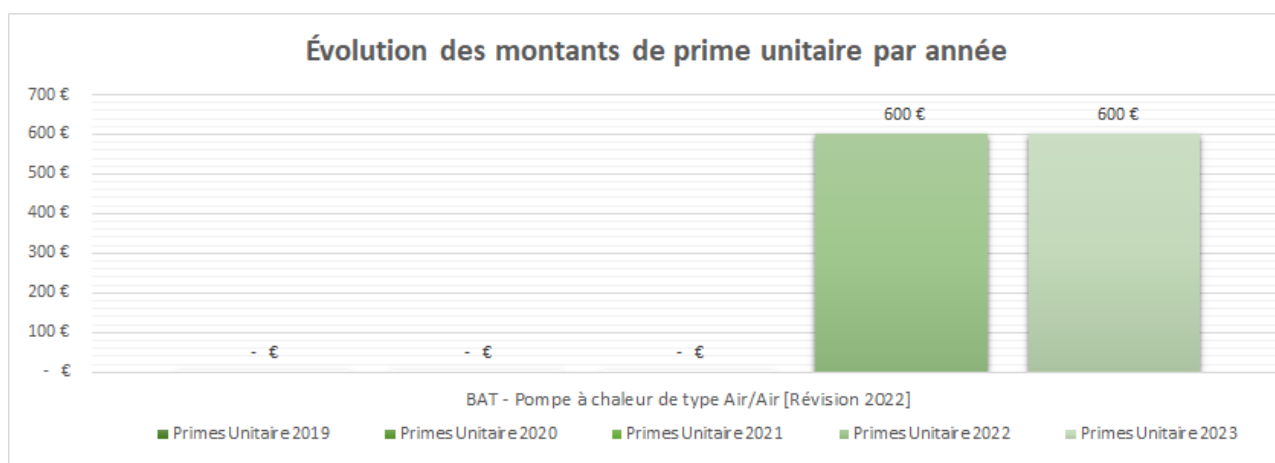
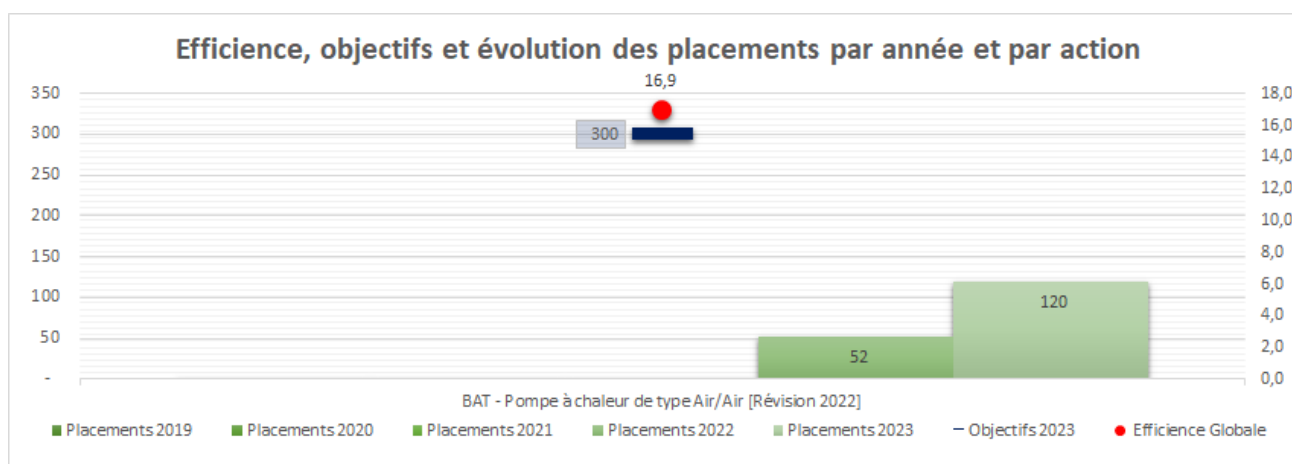
Pour l'industrie 635 MWh d'économies d'énergie pour l'année 2023. Au total, sur la durée de vie de ces actions (15 ans selon la fiche CEE), les systèmes de variation électronique de vitesse installés en 2023 généreront 166MWh d'économies d'énergie. Concernant l'aspect CEE en lien avec cette action, 17GWh cumac ont été générés en 2023.

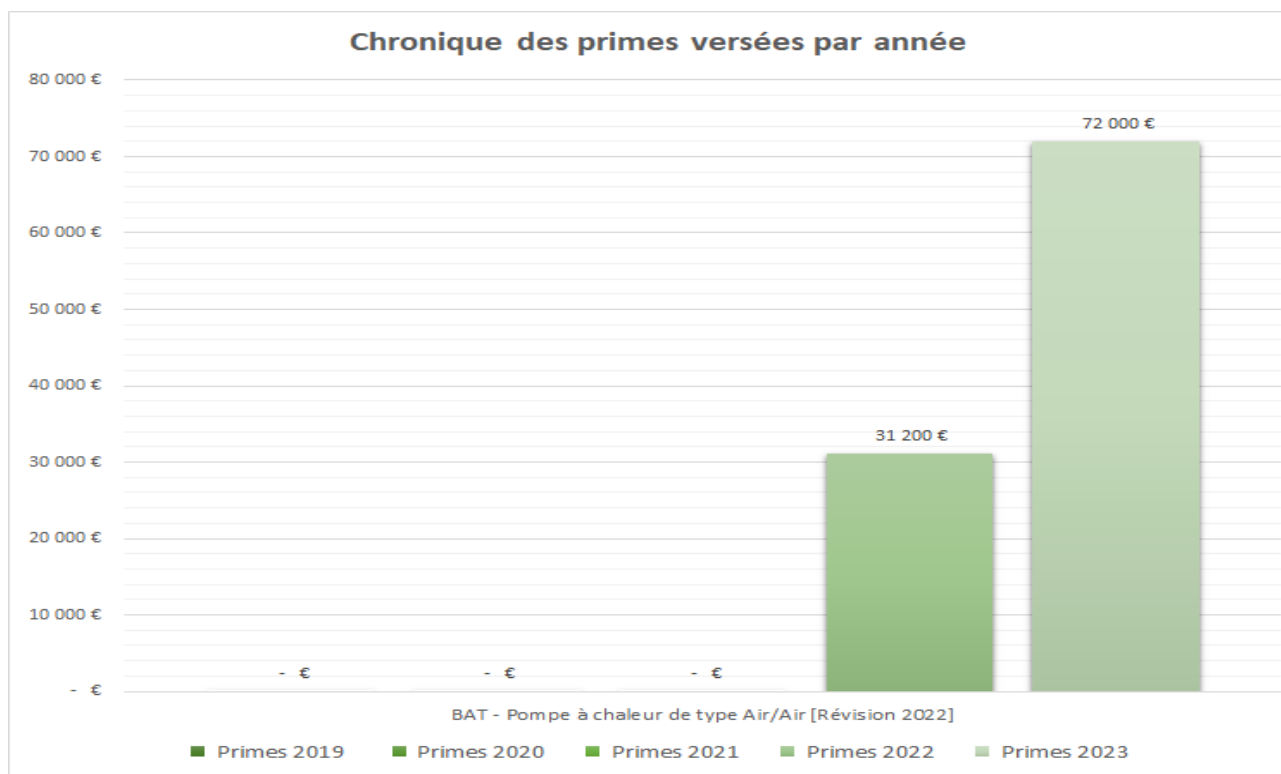
L'installation moteur performant de la génération IE4 a généré 11 MWh d'économies d'énergie pour l'année 2023. Au total, sur la durée de vie de ces actions (15 ans selon la fiche CEE), les moteurs performants installés en 2023 généreront 10,5 GWh d'économies d'énergie. Concernant l'aspect CEE en lien avec cette action, 66 MWh cumac ont été générés en 2023.

Les objectifs sont en baisse. Le gisement des VEV s'appauvrit sur le secteur des gestionnaires d'eau potable. Leur appel d'offre pour le remplacement de moteurs est engagé sur de l'IE3 ce qui ralentit le passage à de l'IE4. Nous recherchons à présent d'autres gisements sur des professionnels du BTP mais également sur le froid alimentaire

1.1.1.12 Pompe à chaleur performante

Fiche opération	Réalisé 2019 (Nbre)	Réalisé 2020 (Nbre)	Réalisé 2021 (Nbre)	Réalisé 2022 (Nbre)	Réalisé 2023 (Nbre)	Objectif 2023 (Nbre)	Atteinte objectifs (%)
BAT Pompe à chaleur air/air < 12 kW				52	120	300	40%





Commentaires :

Cette action a commencé en 2023 ; il y a eu 87 PAC air/air rénovés dans le cadre de cette nouvelle action

Le renouvellement de PAC Air/Air performante SCOP ≥ 4.2 et SEER ≥ 6 a généré 274 MWh d'économies d'énergie pour l'année 2023. Au total, sur la durée de vie de cette action (22 ans selon la fiche CEE), les PAC air/air performantes installées en 2023 généreront 6 GWh d'économies d'énergie. Concernant l'aspect CEE en lien avec cette action, 3 GWh Cumac ont été générés en 2023.

1.1.1.13 GTB – Gestion Technique du Bâtiment

Fiche opération	Réalisé 2019 (m²)	Réalisé 2020 (m²)	Réalisé 2021 (m²)	Réalisé 2022 (m²)	Réalisé 2023 (m²)	Objectif 2023 (m²)	Atteinte objectifs (%)
Système de GTB de Classe A	Nouvelle Fiche action				0	20000	0%

Commentaires :

Cette action a été validée le 2 février 2023 pour intégrer le cadre de compensation de la Corse comme une action standard. Le temps que les outils informatiques soient développés, que les opérations soient signées avec le nouveau système (passage d'une action non standard vers une action standard) et que les projets engagés en 2023 aboutissent, malheureusement nous ne pouvons pas décompter d'opération sur l'exercice 2023.

En revanche, dans le tableau des actions non standards, vous retrouverez 7 projets terminées en 2023

Cette action GTB de « classe A » a généré 1 GWh d'économies d'énergie pour l'année 2023. Au total, sur la durée de vie de cette action (15ans selon la fiche CEE), les GTB de classe A installées en 2023 généreront 16 GWh d'économies d'énergie. Concernant l'aspect CEE en lien avec cette action, 29 GWh Cumac ont été générés en 2023.

1.1.1.14 Récupération de chaleur sur un groupe de production de froid

Fiche opération	Réalisé 2019 (kWth)	Réalisé 2020 (kWth)	Réalisé 2021 (kWth)	Réalisé 2022 (kWth)	Réalisé 2023 (kWth)	Objectif 2023 (kWth)	Atteinte objectifs (%)
IND - Récupération de chaleur sur un groupe de production de froid	Nouvelle Fiche action				0	50	0%

Commentaires :

L'action connaît un bel engouement, des prévisions intéressantes avec une 1ère affaire en 2023 comptabilisée avant février ainsi passée en action non standard (cf. dossier CRE > 500k€)

Un prévisionnel encourageant pour 2024, avec des affaires en cours de réalisation pour une fin de travaux dans le courant de l'année 2024.

Collectivités et autres – Système d'éclairage performant LED, de variateur de puissance et d'horloge astronomique

1.1.1.15 Bilan des opérations AAP et hors AAP

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Objectif 2023	Atteinte objectifs (%)
RES - Horloge astronomique	28	46	245	158	482	150	321%
RES - Régulation de tension ou variation de puissance	17 725	23 517	112 145	56 385	149 263	200 000	75%
RES - Rénovation d'éclairage extérieur [25/09 Appel à projets]	-	305	4 150	4 213	12 780	5 000	256%
RES - Rénovation d'éclairage extérieur [hors Appel à projet régional]	5 361	4 367	2 911	1 661	347	3 000	12%

1.1.1.16 Bilan des opérations de rénovation de l'éclairage public dans le cadre des appels à projets portés par l'AUE (à jour)

Cette action entre dans le cadre du contrat entre l'AUE et EDF. Elle bénéficie d'une assistance opérationnelle de l'AUE.

Le bilan des placements réalisés en 2023 est le suivant :

Champs	Objectif 2023	Réalisé 2023	Commentaires
Points lumineux à 300€/point lumineux (nb)	3 000	347	
Points lumineux à 500€/point lumineux (nb)	6500	17002	Correspond au nombre de PL primé à 500€ durant l'année 2023.

La démarche engagée a permis à ce jour d'accompagner 198 projets, soit plus de la moitié des communes de Corse. Cela représente un cumul de 46 084 points lumineux à rénover sur 58 737 recensés (soit 78% de réalisation).

En 2023, le jury de l'appel à projets 2022-2023 a confirmé la recevabilité des candidatures de 44 communes. L'AUE a poursuivi l'accompagnement des syndicats d'énergie de Haute-Corse et de Corse du Sud dans la finalisation de projets regroupant une quarantaine de communes. En 2023, le SDE2A a progressé dans la rénovation de l'ensemble des communes de Corse du Sud, les dernières communes seront finalisées en 2024. Dans le même temps le SIEEP a amorcé la rénovation des communes de Haute-Corse.

Ce dispositif constitue une grande réussite puisque les objectifs inscrits dans la PPE révisée pour l'horizon 2023 sont dépassés.

Bilan 2023

Un décalage dans le décompte des points lumineux est observé entre l'AUE et EDF. En effet, l'AUE considère comme réalisée une opération dite soldée, travaux achevés, contrôles sur site et versements bénéficiaires effectués. A contrario, EDF comptabilise les points lumineux dès réception de chaque facture. Cela occasionne un décalage dans les périmètres « temporel » considérés au bilan 2023.

Le bilan AUE des points lumineux sélectionnés dans le cadre de l'AAP 2023 est le suivant :

	2023
NB Lauréats aux jurys 2023	44

NB de total de PL à rénover	9 119
NB de PL rénovés éligibles AssOp	9 119
NB d'horloges rénovées	335
Cout total prévu (€)	13 096 648
Cout éligible prévu (€)	11 337 628
Subvention AUE prévu (€)	2 831 440
Prime Agir+ prévu (€)	4 512 841
Gain énergétique final prévu (kWh)	9 498 412

Le bilan AUE des rénovations de points lumineux réalisées en 2023 est le suivant :

	Réalisations achevées en 2023
NB de communes soldées	88
NB de total de PL rénovés	17002
NB de PL rénovés éligibles AssOp	TBC – non déterminé en attente retour EDF sur SDE39+25
NB d'horloges rénovées	685
Cout total (€)	20 139 997
Cout éligible (€)	18 121 449
Subvention régionale AUE (€)	4 671 924
Prime Cadre de Compensation (€)	8 435 078
Gain énergétique (kWh)	5 934 811

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'assistance opérationnelle pour l'action rénovation de l'éclairage public, l'AUE a réalisé les actions suivantes :

- Elaboration et mise en œuvre de l'appel à projets
- Une campagne de communication sur l'appel à projets (radio, presse, télé et réseaux sociaux)
- Echanges avec les maîtres d'œuvre (bureaux d'études) et les maîtres d'ouvrage (communes, syndicat d'énergie), notamment pour diffuser l'appel à projets et les aider au montage de leur dossier
- Analyse des livrables techniques des dossiers et recommandations le cas échéant aux porteurs de projets pour optimiser techniquement et économiquement leurs projets
- Organisation de jurys de sélection à l'appel à projets
- Instruction administrative, technique et financière des dossiers
- Transmission des éléments nécessaires à la validation des primes prévisionnelles d'économies d'énergie Agir Plus à EDF en amont des jurys et validation lors de ces derniers

L'AUE a aussi réalisé d'autres actions en parallèle :

1- La Charte régionale de l'Éclairage public et extérieur de la Corse

Cette Charte constitue un guide technique précis pour les projets de rénovation et les nouvelles installations ainsi qu'un outil de communication à destination du grand public et des élus notamment. Elle vise à mettre en cohérence l'ensemble des projets d'éclairage extérieur grâce à la mise en œuvre de l'approche « éclairer Juste » auprès des communes et des acteurs privés (lotissements, habitat collectif, tertiaire...).

Cette Charte, élaborée avec XXX, permet d'identifier les idées reçues mais aussi de mettre en avant des recommandations de niveaux d'éclairage selon les typologies de communes, voiries et leur localisation sur le territoire. Elle participe à la future candidature de la Corse au label international « Réserve Ciel étoilés » ainsi qu'au label national « Villes et villages étoilés ».

Régulièrement, l'AUE, lorsqu'elle intervient auprès des communes, communautés de communes etc..., présente le contenu de la charte, cela permet aux élus d'avoir les réponses adaptées aux questions de leurs administrés. In fine cela permet d'opter pour des solutions allant vers un maximum d'économies tout en ayant un accueil bienveillant de la part des habitants.

2- Candidature de la Corse au label Réserve Internationale de Ciel Etoilé (RICE)

Une vingtaine de RICE existent à ce jour dans le monde, dont seulement 5 en France, or il y a urgence à promouvoir une rénovation raisonnée de l'éclairage public afin de protéger la qualité du ciel nocturne et de réaliser de conséquentes économies d'énergie. Forte de résultats positifs d'ores et déjà atteints en ce domaine, la Corse a lancé la procédure de candidature au label RICE. L'AUE est accompagnée par le bureau d'études ayant participé à la labellisation des autres RICE de France. Une campagne de mesures « Pastore di e stelle » est en cours, grâce à la mise à disposition de matériel auprès du grand public mais aussi de partenaires institutionnels.

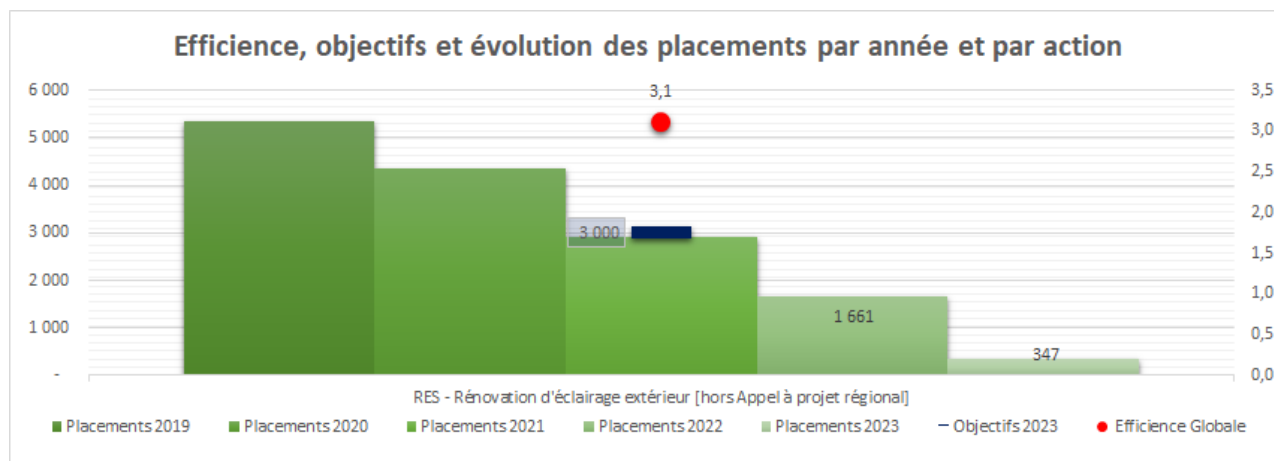
La campagne permettra de définir une zone cœur présentant une qualité de ciel exceptionnelle, ainsi qu'une zone tampon entourant cette dernière. Les communes concernées adopteront un plan de gestion de l'éclairage adapté mais cohérent avec les travaux engagés dans le cadre de l'AAP et la charte de l'éclairage public et extérieur de la Corse. Des actions de sensibilisation auprès du grand public seront mises en œuvre et une base de données de l'ensemble des points lumineux sera créée.

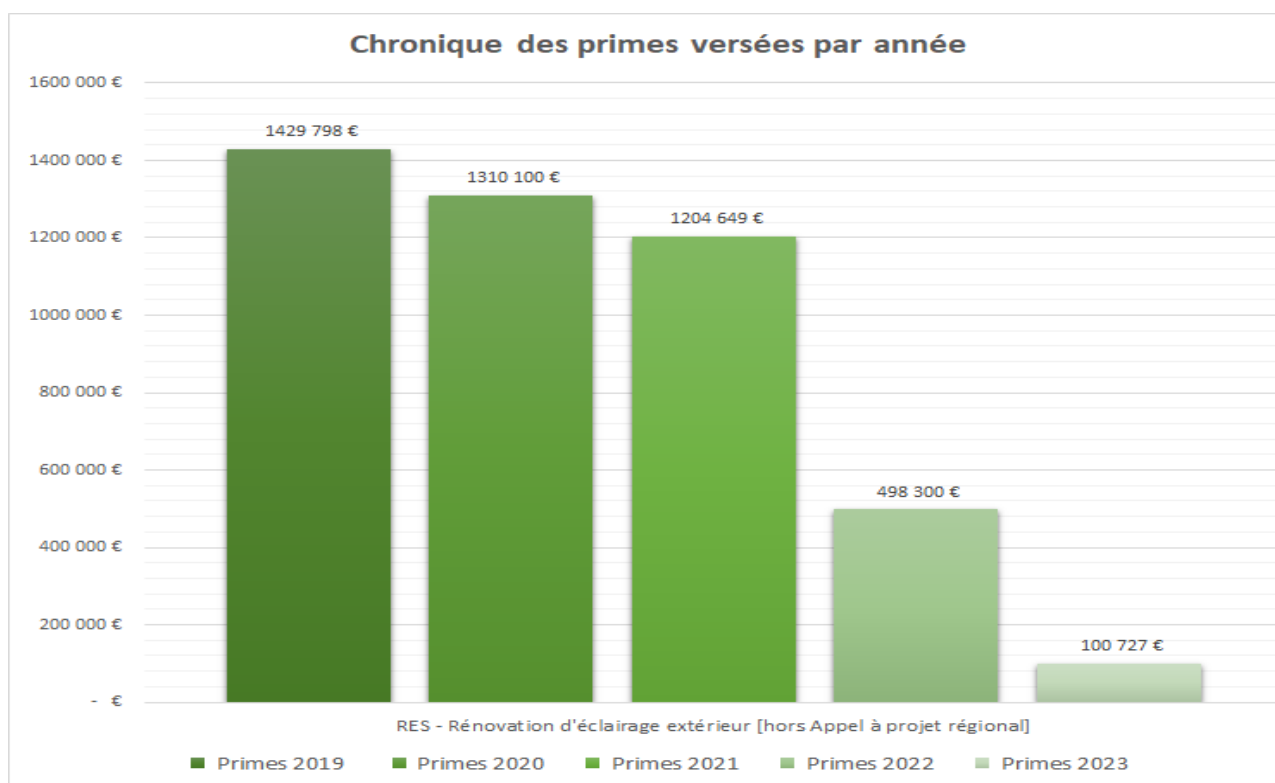
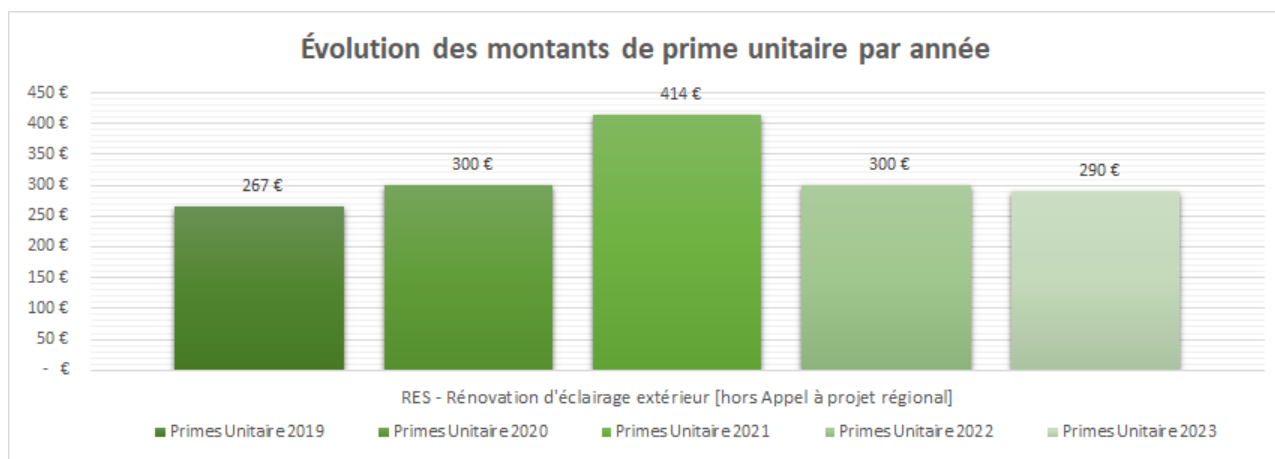
3- Candidature de la Corse au label Villes et Villages Etoilés

Le concours annuel "Villes et Villages Étoilés" de l'Association Nationale pour la Protection du Ciel et de l'Environnement Nocturnes (ANPCEN) récompense les municipalités pour leur excellence en matière d'éclairage public durable et économe en énergie. Ce concours, initié par l'Association des Maires de France (AMF) en partenariat avec plusieurs acteurs de renom, vise à valoriser les initiatives locales en faveur de la transition énergétique et de la préservation de l'environnement. Grâce à un travail en commun avec les relais locaux de l'ANPCEN, l'AAP a été adapté afin de faciliter la candidature des communes au concours, en effet, pour que la Corse soit labellisée « Territoire de villes et villages étoilés » il faut que les 2/3 des villages représentant 50% de la population ou 50% des villages représentant les 2/3 de la population soient lauréats.

1.1.1.17 Bilan des opérations de rénovation de l'éclairage extérieur – Tous bénéficiaires – 300€/PL

Fiche opération	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Objectif 2023	Atteinte objectifs (%)
RES - Rénovation d'éclairage extérieur [hors Appel à projet régional]	5 361	4 367	2 911	1 661	347	3 000	12%





Dans le cadre de la rénovation de l'éclairage extérieur, certaines opérations n'ont pas été réalisées via le dispositif d'appels à projets mais plutôt d'opérations individualisées à l'initiative des bénéficiaires, d'autres ont bien été réalisées dans le cadre d'AAP mais ont été engagées avant 2019. Nous dénombrons au moins 600 points lumineux dans ce cas de figure. (Elles ne peuvent donc pas bénéficier des primes du cadre à 500€/point lumineux).

De manière globale, ce sont 31 opérations qui ont été réalisées, principalement avec des communes mais aussi quelques commerces, cafés, hôtels, restaurants et industries sont aussi concernés.

Ces opérations ont été accompagnées au même titre que celles réalisées dans le cadre des appels à projets cependant le montant de la prime octroyée pour la rénovation de l'éclairage extérieur était limité à 300€/PL. (Montant de la prime moyenne versée sur cette catégorie d'opération) et les critères ne reposent que sur la fiche CEE sans étude préalable.

Le nombre de points lumineux rénovés dans ces conditions s'élève à 347 pour un montant total de primes versées correspondant à 101 k€. Ces opérations ont permis de générer 520 k€ de CSPE évitée et 5,7 GWh Cumac.

Actions non standards

Les actions non standard du cadre ont représenté 784k€ (soit +3200% par rapport à 2022) de charges brutes de SPE en 2023 pour une économie d'énergie de 2439 MWh/an (+7000% par rapport à 2022), induisant une économie de CSPE de 4 M€ sur la durée de vie des actions pour une efficacité moyenne de **6,6**. Ces actions non-standard ont consisté en 44 opérations d'efficacité énergétique à destination de professionnels (Tertiaires et industriels) pour un investissement cumulé de la part des clients sur l'année 2023 entre 5 et 7 M€. Parmi ces opérations :

- 9 concernent des systèmes de performance sur des installations de froid alimentaire
- 1 opération d'éco conception de bâtiment à usage tertiaire sur un site industriel.

Ces 44 opérations représentent 10% de MWh électriques économisés sur la période 2023

La liste des actions non standards pour l'année 2023 se retrouve en annexe de ce document et comporte 29 opérations qui ont généré des kWh Cumac. Ce sont plus de 47GWh Cumac déposés et plus de 843k€ de primes délivrées sur cette même période.

Ci-dessous et à titre d'exemple, la liste n'étant pas exhaustive, nous rajoutons le détail des CEE délivrés à des délégataire qui ont réalisé des opérations d'efficacité énergétique sur le territoire de la Corse dans le domaine des clients tertiaires et des industriels entre 2020 et 2022 (Extrait des chiffres de la DGEC sur le site web suivant <https://www.ecologie.gouv.fr/dispositif-des-certificats-deconomies-denergie>). Ce sont près de 1500 GWh Cumac qui auront été délivrés. Soit plus de 12 M€ de primes délivrés sur cette même période à des bénéficiaires (avec un prix estimatif du CEE à 8€/MWh Cumac).

Le Comité MDE n'a que peu de vision sur la qualité et la nature des opérations réalisées. En conclusion, le cadre n'aura pas été suffisamment incitatif afin d'accompagner les bénéficiaires locaux sur ce type d'opérations et ces derniers se sont tournés vers des acteurs privés, généralement non implantés localement pour effectuer ces travaux de rénovation. Il sera intéressant de réaliser une veille sur ce sujet dans les années à venir (État des lieux des opérations réalisées par des délégataires privés ainsi que qualité des travaux entrepris sans oublier la satisfaction des bénéficiaires.)

**Au 13/07/2023, synthèse détaillée des délivrances et bonus par date d'engagement classique et précarité
2021_S2 (par fiche, département, région)**

Au 13/07/2023					
synthèse détaillée des délivrances et bonus par date d'engagement classique 2021_S2(par fiche, département, région)					
Numéro département		2A	2B		
Nom département		Corse-du-Sud	Haute-Corse	Total général	%
Nom région		kWh Cumac	kWh Cumac	kWh Cumac	
Total général		549 110 378	220 298 157	769 408 535	1
BAT-TH-146	Isolation d'un réseau hydraulique de chauffage ou d'eau chaude sanitaire	409 521 600	90 824 400	500 346 000	65%
BAR-TH-160	Isolation d'un réseau hydraulique de chauffage ou d'eau chaude sanitaire	25 352 600	59 497 172	84 849 772	11%
RES-EC-104	Rénovation d'éclairage extérieur	30 727 200	3 720 000	34 447 200	4%
BAT-TH-155	Isolation de points singuliers d'un réseau	28 043 200	4 827 600	32 870 800	4%
BAT-EQ-133	Systèmes hydro-économies (France métropolitaine)	14 997 108	7 655 680	22 652 788	3%
BAR-TH-161	Isolation de points singuliers d'un réseau	4 677 826	13 334 088	18 011 914	2%
BAR-TH-129	Pompe à chaleur de type air/air	6 807 780	10 431 640	17 239 420	2%
BAR-TH-112	Appareil indépendant de chauffage au bois	6 144 600	6 061 000	12 205 600	2%
BAR-TH-104	#N/A	6 635 800	4 636 100	11 271 900	1%
BAT-EQ-124	Fermeture des meubles frigorifiques de vente à température positive	3 233 792	4 257 280	7 491 072	1%
BAR-EQ-110	Luminaire à modules LED avec dispositif de contrôle pour les parties communes	2 198 400	4 592 759	6 791 159	1%
BAR-EN-104	Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	2 240 200	1 773 600	4 013 800	1%
IND-UT-120	Compresseur d'air basse pression à vis ou centrifuge	1 698 400	1 428 200	3 126 600	0%
BAR-EN-105	Isolation des toitures terrasses	1 490 400	1 598 400	3 088 800	0%
BAR-TH-117	Robinet thermostatique	0	1 947 320	1 947 320	0%
BAT-EN-107	Isolation des toitures-terrasses	1 449 000	156 000	1 605 000	0%
BAR-TH-148	Chauffe-eau thermodynamique à accumulation	405 600	897 400	1 303 000	0%
BAT-TH-116	Système de gestion technique du bâtiment pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire	0	998 928	998 928	0%
BAT-TH-104	Robinet thermostatique	0	886 032	886 032	0%
IND-UT-114	Moto-variateur synchrone à aimants permanents ou à réluctance	809 600	0	809 600	0%
BAT-EN-101	Isolation de combles ou de toitures	764 400	0	764 400	0%
BAR-TH-106	#N/A	701 600	0	701 600	0%
BAR-TH-108	Système de régulation par programmation d'intermittence	0	529 158	529 158	0%
BAR-TH-159	Pompe à chaleur hybride individuelle	454 500	0	454 500	0%
BAR-TH-113	Chaudière biomasse individuelle	52 600	210 400	263 000	0%
RES-EC-107	#N/A	175 000	35 000	210 000	0%
TRA-EQ-122	"Stop & Start" pour engins automoteurs non routiers neufs	145 800	0	145 800	0%
BAR-TH-118	#N/A	133 060	0	133 060	0%
BAT-TH-113	Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau	120 120	0	120 120	0%
RES-EC-103	Système de variation de puissance en éclairage extérieur	74 992	0	74 992	0%
BAR-TH-101	Chauffe-eau solaire individuel (France métropolitaine)	55 200	0	55 200	0%

Période du 01/07/2021 au 31/12/2021					
synthèse détaillée des délivrances et bonus par date d'engagement précarité(par fiche, département, région)					
Numéro département		2A	2B		
Nom département		Corse-du-Sud	Haute-Corse	Total général	%
Nom région		kWh Cumac	kWh Cumac	kWh Cumac	
Total général		9 549 961	36 961 071	46 511 032	
BAR-TH-104	Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau	4 363 800	10 909 500	15 273 300	33%
BAR-TH-161	Isolation de points singuliers d'un réseau	494 361	11 153 268	11 647 629	25%
BAR-TH-112	Appareil indépendant de chauffage au bois	3 678 400	6 667 100	10 345 500	22%
BAR-TH-148	Chauffe-eau thermodynamique à accumulation	842 400	4 979 100	5 821 500	13%
BAR-TH-160	Isolation d'un réseau hydraulique de chauffage ou d'eau chaude sanitaire	0	2 055 942	2 055 942	4%
BAR-EQ-110	Luminaire à modules LED avec dispositif de contrôle pour les parties communes	0	771 661	771 661	2%
BAR-EN-105	Isolation des toitures terrasses	0	297 000	297 000	1%
BAR-TH-106	Chaudière individuelle à haute performance énergétique	171 000	0	171 000	0%
BAR-TH-129	Pompe à chaleur de type air/air	0	127 500	127 500	0%

1.2 Bilan des autres volets du cadre de compensation

1.1.1 Communication, sensibilisation et accompagnement

Au-delà des primes, l'atteinte des objectifs du cadre de compensation nécessite un accompagnement important et coordonné des actions MDE sur le territoire. A cet effet, dans sa délibération n° 2019-006 portant décision relative aux cadres territoriaux de compensation pour les petites actions de MDE en Corse, Guadeloupe, Guyane, Martinique, à Mayotte et à la Réunion, la CRE précise que chaque Comité MDE devra établir, nous citons :

« ...un plan de communication, d'accompagnement et de sensibilisation à la MDE pour les années 2019 et 2023. Ce plan doit constituer un programme stratégique à l'échelle du territoire. Il doit détailler les mesures envisagées et les acteurs sollicités, expliquer leur articulation, présenter le budget prévisionnel et son financement. La communication institutionnelle en faveur de la MDE prévue dans ce plan devra être coordonnée avec le plan de communication du FH visant spécifiquement les offres de MDE. »

Le financement de la communication institutionnelle, des mesures d'accompagnement telles que les Espaces Info Énergie, et des mesures de sensibilisation doit être supporté en majorité par les membres des comités MDE autres que le FH – excepté lorsque les agents de ce dernier sont les intervenants bénéficiant de la meilleure expertise. »

C'est donc tout naturellement que le Comité MDE de Corse a élaboré un document basé sur différents axes de réflexion listés ci-après :

- L'organisation et les objectifs du Comité MDE en matière de communication MDE
- Le Plan stratégique de Communication du Comité MDE de la Corse
- La mise en cohérence et le renforcement des outils, des moyens, des relais et des dispositifs

En effet, afin d'être plus efficace, et de démultiplier les relais d'information, il apparaît nécessaire de définir et coordonner un message commun sur les actions MDE en général, et celles cofinancées par plusieurs partenaires en particulier.

Un des principaux axes du plan de communication, d'accompagnement et de sensibilisation à la MDE est la coordination des différents dispositifs d'aides financières pour les actions de MDE. Cette action permettrait d'optimiser l'accompagnement financier proposé aux ménages, aux entreprises et aux collectivités, en fonction de leurs projets et de garantir le respect des règles de financement des différents dispositifs en cas de cumul. Pour cela 2 actions, déjà mises en œuvre partiellement, nous semblent indispensables à renforcer sur les années à venir :

- Action 1 : Établir et tenir à jour un panorama de l'ensemble des dispositifs et des critères d'éligibilités
- Action 2 : S'assurer de la complémentarité des dispositifs et faciliter le parcours des bénéficiaires

En complément, de ce descriptif succinct, le Comité MDE a transmis aux services de la CRE le projet de plan de communication de sensibilisation et d'accompagnement des actions MDE pour lecture, avis et commentaires. Ce dernier reprend en détail toute l'articulation en matière d'accompagnement, de sensibilisation et de communication autour des Actions MDE sur le territoire de la Corse sur la période 2019-2023 ainsi que les divers plans de communication de chaque membre sur les années écoulées (principalement 2022). Nous y retrouvons aussi une définition de gouvernance sur cette thématique permettant d'harmoniser les actions de communication à maille du territoire en fonction des thématiques concernées. Un certain nombre de principes et de schémas de réflexions se trouvent dans ce document à retrouver en annexes.

Proposition :

Le Comité MDE souhaiterait connaître l'avis et les recommandations des Services de la CRE sur ce document et son contenu. Nous pourrions imaginer un échange autour du présent Bilan MDE 2023 et du plan de communication 19-23 pour le territoire de la Corse dans le courant de l'année 2024.

1.1.2 Programmes CEE

1.1.2.1 WATTY

Le programme WATTY est un programme de sensibilisation des élèves d'écoles maternelles et élémentaires à la transition écologique. Ce programme, porté par Eco CO2, est labellisé par le Ministère de la Transition Écologique et bénéficie des Certificats d'économies d'énergie (CEE).

Le budget de ce programme s'élève à 183 803 € (part CEE : 110 281,80 € ; part CSPE : 73 521 €).

Pour la neuvième année consécutive, les écoles primaires de Corse (re)découvrent avec passion les écogestes en faveur de la transition écologique. Le programme a sensibilisé plus de 60 000 élèves depuis ses débuts en Corse en 2015.

Pour cette nouvelle année scolaire, 696 classes - soit environ 13 000 élèves - bénéficieront du programme « Watty à l'école ». Déployé jusqu'en juin 2023, ce projet pédagogique apprend aux enfants les écogestes et les rend acteurs pour la transition écologique au sein de leur école et de leur famille.

Conçu par Eco CO2, il est mis en œuvre sur l'ensemble de la Corse par les animateurs des quatre associations locales partenaires :

- Primu Sole Energia à l'échelle du sud Corse, du Taravo – Valinco – Sartenais, la Plaine Orientale et de la Balagne,
- Le CAUE de Corse à l'échelle du Pays Bastiais,
- Le CPIE Ajaccio à l'échelle du Pays Ajaccien et l'ouest de la Corse,
- A Rinascita - CPIE Corte Centre Corse à l'échelle du Centre Corse et la Plaine orientale.

- **Des ateliers pédagogiques**

Des animateurs spécialisés sensibilisent les élèves en classe lors de deux ateliers dans l'année scolaire. Ces ateliers facilitent l'adhésion des enfants à la transition écologique et l'apprentissage des écogestes simples et ludiques qu'ils peuvent réaliser chez eux au quotidien.

Watty, leur camarade de classe identifié comme la petite mascotte souriante en forme de prise électrique, accompagne les élèves dans leur parcours de découverte et d'expérimentation.

- **Un programme d'animation adapté aux classes**

Les élèves de la maternelle au CM2 comprennent les enjeux de la transition écologique au travers de thématiques variées et adaptées à chaque âge.

Chaque niveau bénéficie d'un premier atelier de sensibilisation générale aux économies d'énergie au regard du contexte corse. Le deuxième atelier est choisi, en concertation avec les équipes pédagogiques des écoles, parmi les thématiques suivantes : le chauffage, l'éclairage, l'écobilité, les appareils électriques, les déchets ou l'eau.

Ils découvrent ces notions au travers de vidéos, débats avec l'animateur, d'exercices et d'activités ludiques et variées (textes à trous, phrases à relier, images à légender...).

Watty à l'école prévoit également des jeux collectifs (quizz, manipulations d'images, devinettes etc.) et des activités manuelles.

Pour aller plus loin, les enseignants volontaires proposent aux élèves des activités complémentaires aux ateliers, telles que les minutes « économise l'énergie » grâce au jeu de cartes de Watty pour les plus jeunes, à des quiz et jeux pour les plus grands, et des événements thématiques.

L'objectif est de faire régulièrement retenir aux élèves les écogestes appris en classe avec Watty, et mener des actions écoresponsables au sein de son école.

Tous ces outils sont mis à disposition des enseignants sous la forme de fiches pédagogiques clé-en-main.

- **Des jeunes ambassadeurs de la transition écologique au sein de leur domicile**

Les résultats de l'enquête de satisfaction, à destination des enseignants en Corse pour l'année 2021/2022, montre que 80% des répondants pensent que le programme Watty a permis un changement de comportement chez leurs élèves. 35% d'entre eux estiment que les élèves appliquent les écogestes dans leur foyer et 63% dans le reste de l'école.

Lors de la première année de participation, chaque élève reçoit un kit « econEAUme » - deux mousseurs économes et un débitmètre - distribué gratuitement pour réduire le débit d'eau des robinets. Il représente, pour une famille de 3 personnes, un potentiel d'économies de 50 euros par an.

Enfin, ils participeront également au Concours national d'expression artistique sur le thème « Watty fête ses 10 ans ! Célébrons avec lui les économies d'eau et d'énergie ». Ce concours national leur permet de s'exprimer de façon ludique et de s'impliquer dans la transition écologique avec leur famille.

- **A propos de « Watty à l'école »**

Créé par Eco CO2 en 2013, le programme « Watty à l'école » est le seul programme de sensibilisation à la transition écologique destiné aux enfants du primaire labellisé par le ministère de la Transition écologique. 356 569 élèves de

métropole, corse et d'outre-mer ont déjà été sensibilisés au sein de 15 106 classes et 4 153 écoles. En Corse ce programme est financé par EDF SEI Corse. Le budget de ce programme s'élève à 183 803 € (part CEE : 110 281,80 € ; part CSPE : 73 521 €).

- **A propos d'Eco CO2 – www.ecoco2.com**

Eco CO2 crée des solutions pour accélérer la transition écologique par le changement des comportements des citoyens et des organisations. Depuis 2009, l'éco-entreprise déploie des programmes d'accompagnement sur les économies d'énergie et la mobilité durable, conçoit des solutions connectées et réalise des études sur la conduite du changement et la maîtrise de l'énergie. Avec un capital majoritairement détenu par ses collaborateurs, Eco CO2 affirme son indépendance et ses valeurs résolument tournées vers l'humain et l'intérêt collectif.

1.1.2.2 SEIZE

Le programme « SEIZE Corsica » est un outil pour la rénovation énergétique des bâtiments du parc du tertiaire public.

L'AUE déploie depuis le dernier trimestre 2021 le programme SEIZE porté par EcoCO2, financé par l'Etat via les CEEs et validé par le comité MDE de Corse. EcoCO2 et l'AUE ont également souhaité associer la CCI de Corse afin d'atteindre la cible « entreprise » du programme.

Financé dans le cadre des certificats d'économie d'énergie, ce programme est gratuit pour les bénéficiaires. Il vise à sensibiliser les entreprises et les collectivités sur les gestes de maîtrise de l'énergie et les dispositifs d'aides présents sur le territoire.

Le programme qui devait s'arrêter fin 2022 a été prolongé jusqu'à fin 2024.

Les actions envisagées pour cette prolongation sont similaires à celles déployées lors de la période précédente, complétées en particulier par une nouvelle action visant à réaliser une « visite énergie » auprès des collectivités et entreprises intéressées afin d'évaluer les principaux postes de consommation électrique et les enjeux d'économie d'énergie.

Pour déployer le programme, l'AUE s'appuie sur le CAUE de Corse, et des prestataires.

Les actions prévues pour la prolongation du programme sur 2023-2024 sont les suivantes :

- Ateliers de sensibilisation : objectif maximum 510 - minimum : 50
- Mise à disposition de kit-capteurs : objectifs maximum 240 - minimum 40
- Accompagnement vers les dispositifs d'aides : objectifs maximum 320 - minimum 40
- Visite énergie : objectif maximum 150 - minimum 10
- Recrutement : objectif maximum 1 500 - minimum 100
- Communication : objectif maximum 20 - minimum 10
- Retour questionnaire engagement : objectif maximum 40 - minimum 5

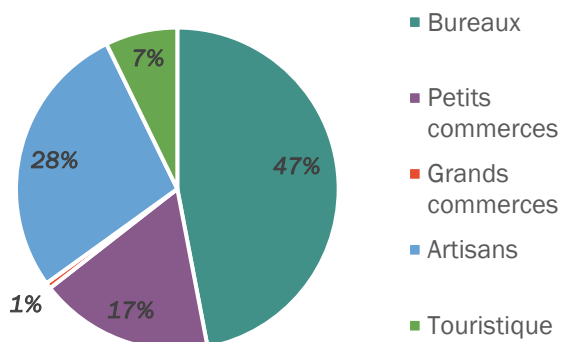
Depuis son lancement, 353 collectivités et entreprises ont été sensibilisées lors d'ateliers, 105 kits de mesure des consommations ont été distribués et 161 structures ont été accompagnées vers les dispositifs d'aides.

En 2023 les résultats détaillés sont les suivants :

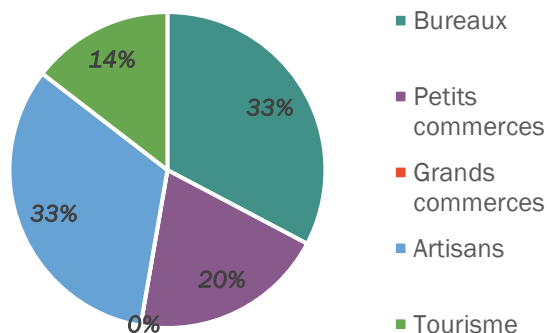
- 131 collectivités et entreprises ont été sensibilisées lors d'ateliers
- 111 kits de mesure des consommations ont été installés
- 64 structures ont été accompagnées vers les dispositifs d'aides
- 6 structures ont bénéficié d'une visite énergie
- 10 opérations de communication ont été réalisées
- 371 structures ont été recrutées
- 8 questionnaires ont été collectés

Ces résultats sont satisfaisants, et correspondent à ceux obtenus dans les autres territoires déployant SEIZE. Les graphiques ci-dessous représentent la répartition des secteurs d'activités en fonction des offres :

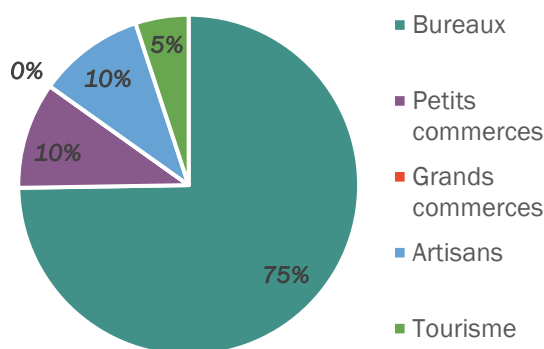
Nombre de n° SIRET recrutés par secteur d'activité – **Offre Atelier**



Nombre de n° SIRET recrutés par secteur d'activité – **Offre Capteurs**



Nombre de n° SIRET recrutés par secteur d'activité – **Offre Accompagnement**



1.1.2.3 EASEE

Le programme Engagement des aéroports pour la sobriété énergétique et l'environnement EASEE, porté par Eco CO2, propose un soutien technique et financier aux aéroports français dans une optique de réduction de leur impact énergétique et environnemental. Les quatre aéroports de Corse se sont engagés dans ce programme et seront ainsi accompagnés dans leurs démarches d'accréditation ACA (Airport Carbon Accréditation). Le programme ACA est un programme international lancé par l'ACI Europe de réduction des émissions de CO2 des aéroports.

1.1.2.4 ACTEE/SEQUOIA (voir avec AUE)

Le programme d'Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique, ACTEE, n'a pas été déployé sur le territoire corse en 2022. Le porteur principal de ce programme est la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR). Ce programme permet de mettre à disposition et de financer des outils d'aide à la décision pour les collectivités afin de les aider à développer des projets de rénovation énergétique des bâtiments publics. Il est à noter que dans le cadre de l'AAP SEQUOIA, un programme a été sélectionné en Corse. Celui-ci est porté par l'AUE, la CAB, la CAPA, la Communauté de Communes Sud-Corse, la CCIRB et le PNRC avec un déploiement courant de mi-2022 jusqu'à fin 2023. Il concerne la rénovation énergétique des bâtiments publics et vise à créer un réseau d'économes de flux sur le territoire.

1.1.3 Renforcement des réglementations

5ème Période CEE

Plusieurs fiches d'opérations standardisées CEE ont fait l'objet de révisions en 2022 avec notamment une baisse des montants de CEE pour les segments précarités. Ces évolutions, toujours plus nombreuses et contraignantes, ont été associées à la hausse des obligations en matière de réalisation de CEE (notamment en précarité) pour les entreprises obligées sur la 5ème Période des CEE (+25%).

Décret Contrôle

La DGEC renforce les exigences en termes de contrôles sur site, à la fois sur les critères de contrôle et sur les accréditations demandées pour les organismes de contrôle. L'Arrêté du 28 septembre 2021 relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie qui fixe les modalités de contrôle pour les quatre prochaines années, doit donc être pris en compte, et être conjugué aux attentes des services la CRE sur ce même sujet.

Décret Eco-tertiaire

Les bâtiments, parties de bâtiments ou ensembles de bâtiments à usage tertiaire de plus de 1000 m² sont tenus par le décret tertiaire soit de respecter trois échéances d'économies d'énergie par rapport à une consommation de référence sur douze mois glissants qui ne peut être antérieure à 2010 :

- 40 % d'ici 2030 ;
- 50 % d'ici 2040 ;
- 60 % d'ici 2050.

Soit d'atteindre un seuil de consommation en énergie finale fixé en valeur absolue. Les seuils à atteindre diffèrent par catégorie de bâtiment.

Dès 2022, les propriétaires ou preneurs à bail de bâtiments, parties de bâtiments ou ensembles de bâtiments assujettis au décret tertiaire sont tenus de déclarer leurs données de consommation annuelles pour 2022 et 2021 ainsi que de déclarer les données de référence choisie sur la plateforme Observatoire de la Performance Energétique, de la Rénovation et des Actions du Tertiaire (OPERAT), ces opérations devront être réalisées avant le 30 septembre.

France Rénov'

Depuis le 1er janvier 2022, le service public France Rénov' est devenu le point d'entrée privilégié de tous les parcours de rénovation de l'habitat. Ce nouveau service public de rénovation de l'habitat animé par l'Anah devrait garantir une offre lisible, simplifiée et accessible à tous les usagers afin de créer des parcours de rénovation « de bout en bout » complets et cohérents.

Dans ce cadre, un numéro unique régional a été mis en place. Ce numéro unique est renseigné sur la plateforme France Rénov' et permet un renvoi vers le conseiller ORELI du secteur du bénéficiaire. Ce conseiller ORELI informe et conseille les ménages sur les dispositifs d'aides mobilisables et sur les procédures à suivre pour les mobiliser. Le conseiller ORELI oriente également le ménage vers les autres acteurs du territoire (exemples : PRIS Anah, opérateurs Anah des dispositifs d'opérations programmées de l'Anah, artisans RGE - partenaires EDF).

A partir de janvier 2024, les conseillers ORELI orienteront également les ménages vers les professionnels agréés Mon Accompagnateur Rénov' qui ont pour missions d'accompagner les ménages qui souhaitent mobiliser les dispositifs financiers de rénovation énergétique globale de l'Anah.

1.1.4 Contrôles

En préambule de cette partie, il semble important de rappeler le cadre réglementaire dans lequel les opérations d'économies d'énergie s'inscrivent et les obligations associées en matière de contrôles de ces opérations. Les primes

du cadre de compensation intègrent deux composantes financières actuellement indissociables (sauf cas particuliers) :

- Une composante financière liée aux surcoûts de production évités, grâce aux opérations d'économies d'énergie mises en œuvre, relevant donc du budget CSPE de la CRE
- Une composante financière liée au dispositif des CEE en vigueur en France relevant de la responsabilité de la Direction Générale de l'Environnement et du Climat, Direction rattachée au Ministère de la Transition Énergétique et de la Croissance Verte, relevant donc du budget de ce Ministère.

À ce jour, afin de simplifier le fonctionnement du cadre de compensation et garantir l'efficacité théorique des actions d'économies d'énergie, l'intégralité des opérations primées du cadre de compensation doivent être conformes à la réglementation de contrôle et de délivrance des CEE en France.

Cette réglementation, exigeante et évolutive à fréquence trimestrielle en moyenne au travers de la publication d'arrêtés ministériels (plus de 50 arrêtés ministériels publiés depuis 2016) aide les acteurs de la chaîne de production des CEE à garantir la qualité des travaux réalisés et donc la véracité des économies énergie comptabilisées et la valeur in fine des CEE délivrés aux obligés visant à compenser les émissions de CO2 que leurs activités génèrent.

Les délibérations successives de la CRE en matière de méthodologie de construction des cadres territoriaux de compensation relient les obligations réglementaires en matière de délivrance de CEE par le Pôle National des Certificats d'Économies d'Énergie (PNCEE) rattaché à la DGEC et les conditions d'attribution d'une prime du cadre de compensation aux bénéficiaires.

EDF en Corse a donc constitué un pôle contrôles (par ZNI) et un pôle dépôt (centralisé pour toutes les ZNI) des CEE permettant de garantir une méthodologie de contrôle commune, une appropriation des évolutions réglementaires au plus proche des évolutions ainsi qu'une optimisation des coûts de contrôle. La nature de ces contrôles se résume comme suit :

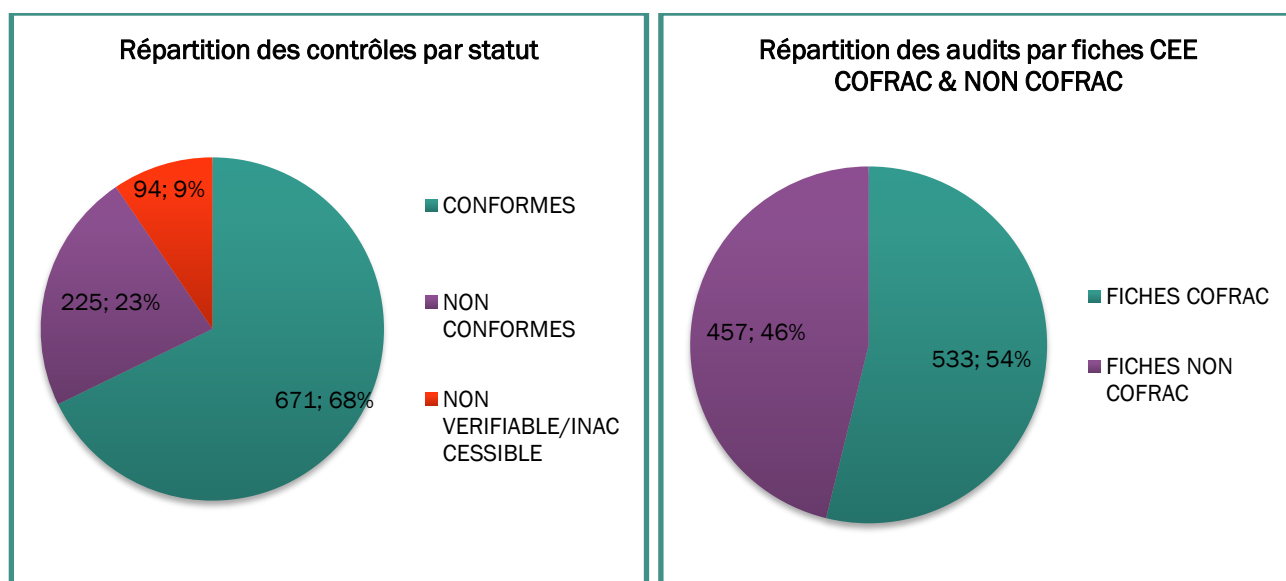
- Contrôle administratif
- Contrôle par contact téléphonique
- Contrôle terrain
- Contrôle des contrôles terrain par un Bureau d'Études indépendant ou par des salariés EDF référents

Ci-dessous, nous donnons un détail précis et spécifique sur la répartition des contrôles terrain, les taux de conformité et la nature des écarts constatés ainsi que les plans d'actions mis en œuvre sont décrits ci-dessous par marché de bénéficiaires.

Par ailleurs, les Bureaux de Contrôles attributaires de marché pour EDF respectent l'arrêté surnommé « COFRAC », publié le 28 septembre 2021 relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie. Ce dernier exige que dorénavant, les organismes de contrôle sur site mandatés par le demandeur de CEE soient accrédités selon la norme NF EN ISO/CEI 17020, en tant qu'organisme d'inspection de type A pour le domaine « Inspection d'opérations standardisées d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif de délivrance des certificats d'économies d'énergie », ou selon toute norme équivalente, pour la plupart des fiches CEE standardisées correspondant à des offres du cadre de compensation.

1.1.4.1 Contrôles terrain des opérations MDE sur le segment clients particuliers

Au total 990 contrôles terrain sur site ont été effectués au cours de l'année 2023 :



Ci-dessous, nous proposons une vision détaillée des principales fiches CEE contrôlées en 2023 et du statut du rapport de contrôle remis par l'organisme de contrôle :

FICHES CEE	DENOMINATION	COFRAC/NO N COFRAC	NOMBRE DE CONTROLES	CONFORMES		NON VERIFIABLES	NON CONFORMES	
BAR EN 101	Isolation Combles	COFRAC	330	188	57%	46	96	29%
BAR TH 129	Pompe à chaleur air-air	NON COFRAC	171	122	90%	12	37	22%
BAR TH 112	Appareil indépendant chauffage bois	NON COFRAC	168	136	63%	5	27	16%
BAR EN 103	Isolation Planchers	COFRAC	125	79	71%	15	31	25%
BAR EQ 110	Eclairage parties communes	NON COFRAC	59	49	50%	2	8	14%
BAR TH 104	Pompe à chaleur air-eau	COFRAC	40	21	53%	9	10	25%
BAR TH 148	Chauffe-eau thermodynamique	NON COFRAC	38	27	71%	1	10	26%
BAR EN 102	Isolation Murs	COFRAC	21	19	81%	0	2	5%
BAR EN 104	Fenêtres	NON COFRAC	21	20	71%	0	1	10%
BAR TH 113	Chaudière biomasse	COFRAC	10	5	95%	2	3	30%
BAR EN 105	Isolation Toit Terrasses	COFRAC	7	5	83%	2	0	0%
TOTAL			990	671	68%	94	225	23%

En synthèse, environ 70% des contrôles sont conformes au 1^{er} contrôle terrain.

En complément, lorsqu'une opération est qualifiée comme non conforme par le Bureau de Contrôles, nous avons 3 possibilités :

- Demande de correction des non-conformités constatées par lettre avec accusé de réception assortie d'un délai de traitement et de la fourniture de preuves de correction
- Le remboursement de la prime si la correction en peut être apportée

- La contestation du résultat du contrôle, ce qui donne lieu à un 2^{ème} contrôle par un autre Bureau de Contrôle pour confirmer ou infirmer le 1^{er} résultat. Ce 2^{ème} contrôle est facturable à l'artisan en cas de confirmation du 1^{er} résultat.

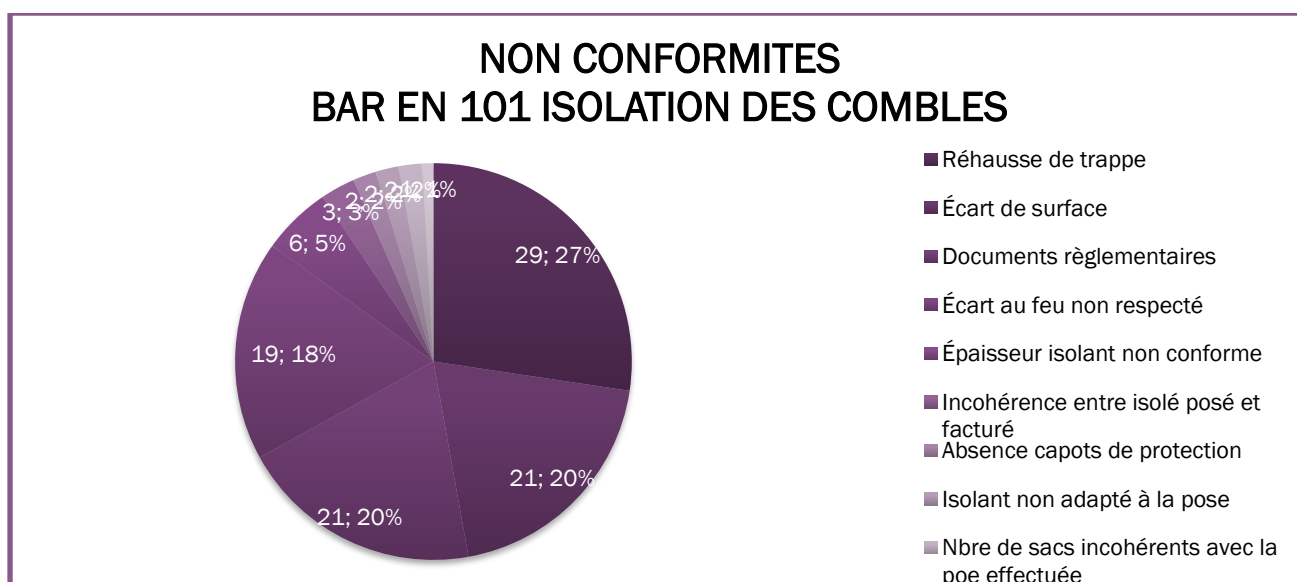
Sur l'ensemble des opérations ayant fait l'objet d'un contrôle sur site :

- 65% des opérations ont été contrôlées comme satisfaisantes ;
- 6% des opérations n'ont pas pu faire l'objet du contrôle (client absent le jour, inaccessibilité des travaux) ;
- 29% des opérations ont été contrôlées comme non satisfaisantes.

Pour les Fiches CEE ayant obtenues un taux de non-conformité supérieur à 25%, EDF en Corse propose une analyse détaillée des non-conformités les plus fréquentes :

➤ ISOLATION DES COMBLES

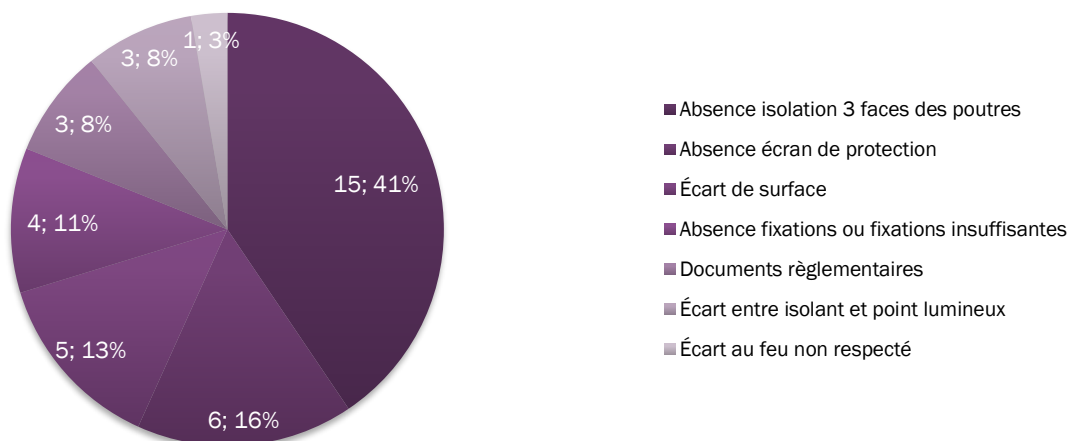
BAR EN 101 ISOLATION DES COMBLES			
NBRE CONTROLES	CONFORMES	NON CONFORMES	NON VERIFIABLE/INACCESSIBLE
330	188	96	46
	57%	29%	14%



➤ ISOLATION DES PLANCHERS

BAR EN 103 ISOLATION DES PLANCHERS			
NBRE CONTROLES	CONFORMES	NON CONFORMES	NON VERIFIABLE/INACCESSIBLE
125	79	31	15
	63%	25%	12%

**NON CONFORMITES
BAR EN 103 ISOLATION DES PLANCHERS**

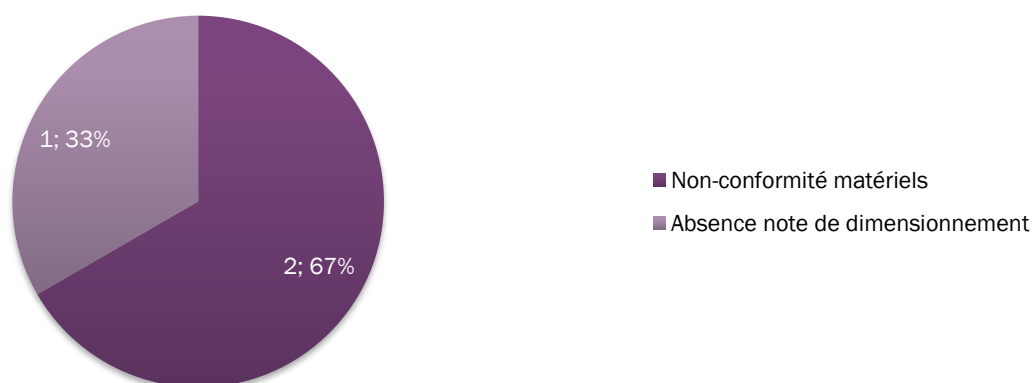


➤ **CHAUDIERE BIOMASSE**

BAR TH 113 CHAUDIERE BIOMASSE

NBRE CONTROLES	CONFORMES	NON CONFORMES	NON VERIFIABLE/INACCESSIBLE
10	5	3	2
	50%	30%	20%

**NON CONFORMITES
BAR TH 113 CHAUDIERE BIOMASSE**

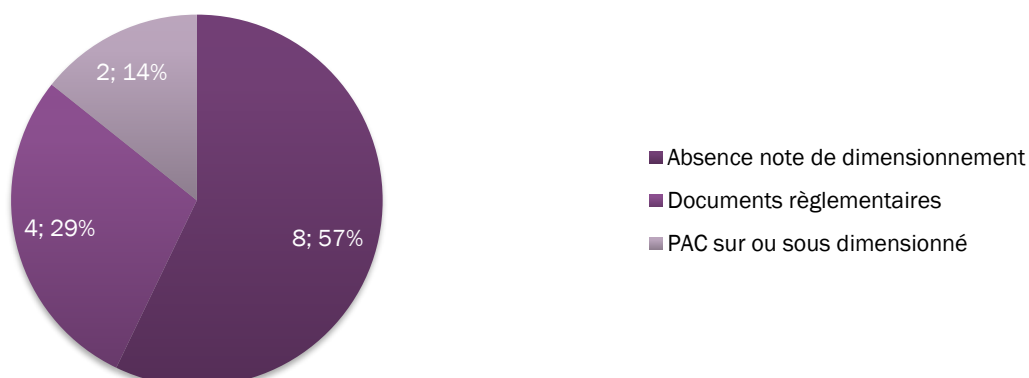


➤ **POMPE À CHALEUR AIR EAU**

BAR TH 104 POMPE A CHALEUR AIR EAU

NBRE CONTROLES	CONFORMES	NON CONFORMES	NON VERIFIABLE/INACCESSIBLE
40	21	10	9
	53%	25%	23%

NON CONFORMITES BAR TH 104 POMPE A CHALEUR AIR EAU

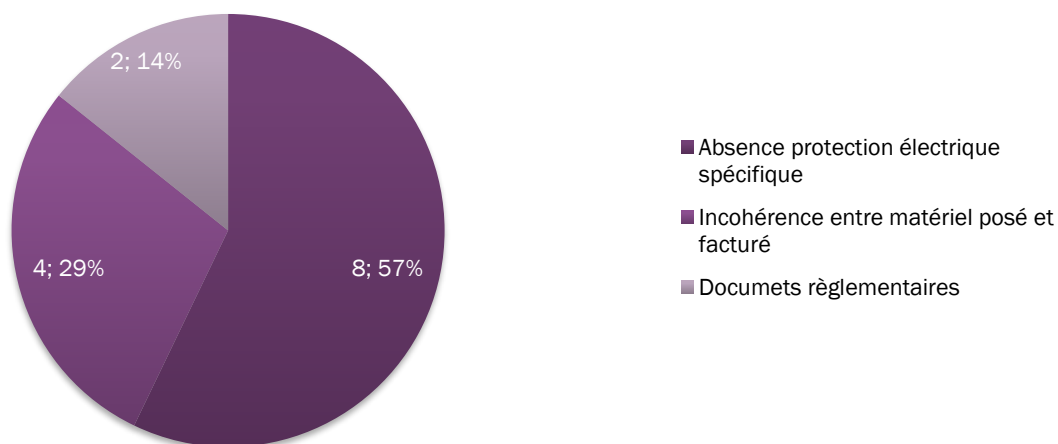


➤ CHAUFFE-EAU THERMODYNAMIQUE

BAR TH 148 CHAUFFE EAU THERMODYNAMIQUE

NBRE CONTROLES	CONFORMES	NON CONFORMES	NON VERIFIABLE/INACCESSIBLE
38	27	10	1
	71%	26%	3%

NON CONFORMITES BAR TH 148 CHAUFFE EAU THERMODYNAMIQUE

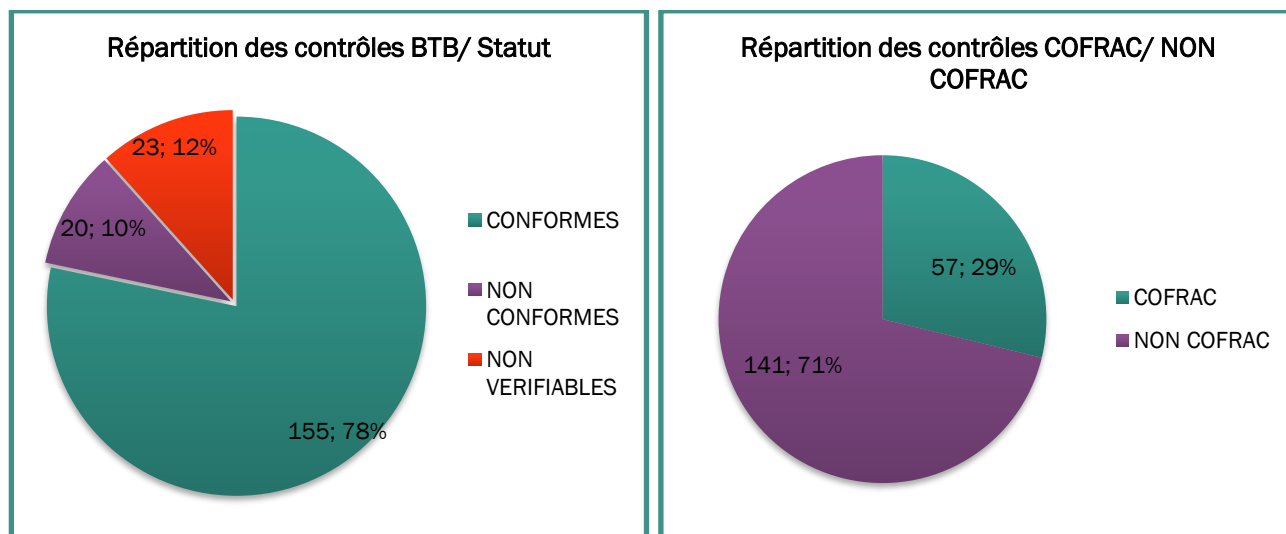


Afin de traiter toutes les opérations non satisfaisantes qui peuvent faire l'objet d'une mise en conformité, les équipes d'EDF ont mis en place un processus : l'installateur partenaire est informé par courrier et par téléphone de l'opération concernée et du motif de classement de l'opération en non satisfaisante et dispose d'un délai pour réintervenir sur le chantier concerné. Ce dernier doit ensuite retourner à EDF une fiche de réintervention, signée par l'entreprise et le client, accompagnée de photos pour attester de la mise en conformité de l'opération. Si la mise en conformité n'est pas faite, EDF demande à l'installateur le remboursement de la Prime économies d'énergie.

En 2023, EDF a également travaillé sur la mise en place de fiches d'auto-contrôle qui ont été mises à disposition des installateurs partenaires pour qu'ils puissent vérifier, à la fin de leurs chantiers, que tous les points techniques qui seront vérifiés par le bureau de contrôles lors de son passage soient bien conformes. Cette action préventive a pour objectif de baisser le nombre d'opérations classées comme non-satisfaisantes au 1^{er} contrôle.

1.1.4.2 Contrôles terrain opérations MDE sur le segment des clients professionnels, tertiaires et industrie

Au total 198 contrôles terrain (dont 6 pour des actions non standards) ont été effectués au cours de l'année 2023 pour un total de 350 opérations MDE sur le segment des professionnels, tertiaires, collectivités et industrie.



COFRAC/ OUI/NON	OFFRE	FICHES CEE	NOMBRE DE CONTROLES	CONFORMES		NON CONFORMES		NON VERIFIABLES
NON COFRAC	RENOVATION ECLAIRAGE EXTERIEUR	RES-EC-104	37	37	100%	0	0%	0
NON COFRAC	POMPE A CHALEUR AIR AIR	BAT-TH-158	26	25	96%	1	4%	0
NON COFRAC	HORLOGE ASTRONOMIQUE POUR ECLAIRAGE	RES-EC-107	18	16	89%	2	11%	0
NON COFRAC	SYSTÈME DE VARIATION DE PUISSANCE EN ECLAIRAGE EXTERIEUR	RES-EC-103	12	10	83%	0	0%	2
NON COFRAC	ISOLATION	BAR-EN-105	11	4	36%	1	9%	6
COFRAC	ISOLATION	BAT-EN-101	11	7	64%	4	36%	0
COFRAC	ISOLATION	BAT-EN-103	9	5	56%	3	33%	1
NON COFRAC	ISOLATION	BAT-EN-107	9	0	0%	0	0%	9
COFRAC	ISOLATION	BAR-EN-101	8	3	38%	3	38%	2
COFRAC	ISOLATION	BAR-EN-103	8	6	75%	1	13%	1
COFRAC	ISOLATION	BAR-EN-102	7	7	100%	0	0%	0
COFRAC	ISOLATION	BAT-EN-102	6	3	50%	3	50%	0
NON COFRAC	CSPE	OPERATION- CSPE	6	6	100%	0	0%	0
NON COFRAC	LUMINAIRES ECLAIRAGE GENERAL	BAT-EQ-127	5	5	100%	0	0%	0
COFRAC	SYSTÈME DE VARIATION ELECTRONIQUE DE VITESSE	IND-UT-102	5	5	100%	0	0%	0
NON COFRAC	CHAUFFE EAU SOLAIRE COLLECTIF	BAT-TH-111	4	2	50%	2	50%	0
NON COFRAC	ECLAIRAGE	BAR-EQ-110	2	2	100%	0	0%	0
COFRAC	EMETTEUR ELECTRIQUE	BAR-TH-158	2	1	50%	0	0%	1
NON COFRAC	FERMETURE MEUBLES FRIGORIFIQUES	BAT-EQ-124	2	2	100%	0	0%	0
NON COFRAC	POMPE A CHALEUR AIR EAU - EAU EAU	BAT-TH-113	2	2	100%	0	0%	0
NON COFRAC	GTB	BAT-TH-116	2	1	50%	0	0%	1
NON COFRAC	MOTEUR ASYNCHRONIE IE4	IND-UT-132	2	2	100%	0	0%	0
NON COFRAC	ISOLATION	BAR-EN-104	1	1	100%	0	0%	0
COFRAC	VENTILATION	BAR-TH-127	1	1	100%	0	0%	0

NON COFRAC	CET	BAR-TH-148	1	1	100%	0	0%	0
NON COFRAC	FERMETURE MEUBLES FRIGORIFIQUES	BAT-EQ-125	1	1	100%	0	0%	0
TOTAL			198	155	78%	20	10%	23

En ne tenant pas compte des opérations qui ne sont pas vérifiables, le taux d'opérations non satisfaisantes représente environ 10%.

L'analyse des contrôles non-satisfaisants démontre que les principales non-conformités, (80%) concernent des actions d'isolation. La filière d'artisans qui intervient sur le marché des professionnels et des entreprises n'est pas la même que celle qui intervient pour les particuliers et nous constatons des écarts relativement basiques qui sont corrigés facilement dès détection.

Ci-dessous nous produisons, à titre d'exemple, le détail de 80% des écarts constatés sur l'année 2023 pour les contrôles du marché d'affaires :

FICHES CEE	TYPES DE NON CONFORMITES	QUANTITE
BAT EN 101/ BAR EN 101	Mise en place d'une isolation thermique en plancher de combles perdus ou en rampant de toiture l'isolation est réalisée sur un faux plafond suspendu	3
	Infiltrations eau dégradation toiture	1
	Épaisseur insuffisante	1
	Isolant n'isole pas une surface chauffée d'une surface non chauffée	1
BAT EN 102	Mise en place d'une isolation thermique en plancher de combles perdus ou en rampant de toiture. Ici l'isolation est réalisée sur un faux plafond suspendu	3
BAT EN 103 / BAR EN 103	Isolant combustible	3
	Absence coffrage point particuliers	2
	Morcellement	1
	Fixations insuffisantes	1

Un rappel des conditions d'éligibilité est en cours à destination de l'ensemble des installateurs partenaires pour les offres concernées.

De plus, les partenaires seront également informés de la possibilité de joindre des photos avant et après le chantier dans l'outil permettant la gestion des dossiers MDE réalisés (Innovation 2023).

Les dossiers ayant été classés non- satisfaisants pour non-respect des critères techniques font l'objet d'un courrier dans lequel la mise en conformité est exigée avec photos à l'appui sous 15 jours calendaires, passé ce délai le remboursement total des primes versées est demandé.

1.1.5 Autres volets en faveur de la rénovation énergétique

Destination France – Fonds Tourisme Durable (FTD) – Chiffres au 31/12/2023

Statut du Projet	Nombre de Commune	Somme de Subvention PDR	Somme de Coût total Projet
Clos			
Corse-du-Sud	16	268 345 €	508 467 €
Haute-Corse	18	347 079 €	603 892 €
Total Clos	34	615 423 €	1 112 360 €
Suivi du projet			
Corse-du-Sud	43	979 053 €	1 948 314 €
Haute-Corse	26	495 131 €	968 473 €
Total Suivi du projet	69	1 474 184 €	2 916 787 €

Total général	103	2 089 607 €	4 029 147 €
----------------------	------------	--------------------	--------------------

72 projets FTD Corse accompagnés en 2023

- 30 projets clôturés
- 42 projets en suivi
- 1,5Md'€ d'aides ADEME
- 3,4Md'€ investissement projet

Peut-on préciser la nature des projets ?

Statut du Projet	Nombre de Commune	Somme de Subvention PDR	Somme de Coût total Projet
Corse-du-Sud	47	1 107 000 €	€
Haute-Corse	25	429 238 €	€
Total projet	72	1 536 238 €	3 350 012,61 €

Fonds Tourisme Durable (Bilan 2023)

Tiers	Intitulé de l'action	m²	Production solaire (MWh/an) ou kWh	Montant	Montant de l'aide
LE CAFE DES VOYAGEURS	Économies énergie			20 775,00 €	8 310,00 €
PETRE D'AVVENA	PV autoconsommation		33 kWc	89 688,09 €	50 820,00 €
PHILIPPE MARIKA	Pv site isolé +		9 kWc et 17,5 kWh de stockage (en 48 V)	40 897,00 €	32 718,00 €
	Économies énergie			4 265,20 €	1 760,00 €
PUMONTI	Solaire thermique	48m²	29 MWh/an	62 325 €	23 386 €
CERVIONE VACANCES LE CAMPOLORO	Économies énergie			56 462,00 €	16 683,00 €
RIACQUISTU 9	Audit énergétique	130 bâtiments superficie de 86000m²		16 000,00 €	12 800,00 €
HAUSS VERONIQUE	PV autoconsommation		5 kWc	13 389,00 €	10 711,00 €
ILB 2	Économies énergie			12 594,00 €	7 150,00 €
LACASA	Économies énergie			6 749,00 €	5 399,00 €

AUBERGE DE TESA	Économies énergie			26 155,00 €	17 903,00 €
DOMAINE U BUGNU	PV autoconsommation		12,306 kWh/an	20 400,00 €	16 320,00 €
	Solaire thermique		3 MWh/an	6 123,00 €	3 300,00 €
PELLEGGI PIERRE	PV autoconsommation		3 kWc	9 586,55 €	7 603,00 €
VILLAS MANDARINE	PV autoconsommation		14 kWc	28 169,70 €	22 536,00 €
LE RELAIS DES LACS	Solaire thermique	22m ²	14 MWh/an	38 371,00 €	14 000,00 €
	PV autoconsommation		24 kWc	49 586,90 €	39 670,00 €
PAESE SERENU	PV autoconsommation		46 kWc	91 202,10 €	71 126,00 €
	Isolation et Économies énergie	740m ²		267 226,15 €	32 858,00 €
SAS L'ARBOUSIERE	PV autoconsommation		15 kWc	30 240,00 €	24 192,00 €
	Isolation et Économies énergie	180m ²		32 985,17 €	13 370,00 €
ID - MADE IN PALOMBAGGIA	PV autoconsommation		33 kWc	87 272,73 €	52 393,00 €
LE PIGALLE	Économies énergie			34 055,00 €	13 637,00 €
PREA GIANCA	Isolation et Économies énergie	130m ² + 86m ²		47 842,00 €	18 480,00 €
FMR	Économies énergie			14 180,00 €	6 652,00 €
MEMA	Économies énergie			34 280,17 €	17 757,00 €
LNS 1884	PV autoconsommation + Économies énergie		24 kWc	44 901,80 €	35 921,00 €
JAPM	PV autoconsommation		25 kWc	42 544,00 €	34 035,00 €
SCDJ	Économies énergie			23 902,00 €	1 998,00 €
SAS PETRU SANTU	Économies énergie			41 302,90 €	28 086,00 €
AUBERGE LES OLIVIERS	Solaire thermique	2,3m ²	9 MWh/an	25 318,00 €	8 600,00 €
CHARLY	Économies énergie			26 533,00 €	8 911,00 €
HOTEL CASTEL D'ORCINO	Économies énergie			28 427,00 €	19 316,00 €
CAFE DES ANCIENS	Économies énergie			9 814,00 €	5 847,00 €
SARL LES PETITS DELICES DU CLOS	Économies énergie			32 646,00 €	18 745,00 €
F.M.G	Économies énergie			8 563,00 €	5 883,00 €
SARL AUX FRUITS DU MAQUIS	Économies énergie			62 601,00 €	22 760,00 €

BATTISTI MARIE	Économies énergie			27 035,00 €	5 940,00 €
DOLCE VITA	Isolation et Économies énergie			55 000,00 €	16 600,00 €
CARBONACCIU	Abri vélo équipé de PV			59 904,00 €	35 803,00 €
PETRIPINI	Économies énergie			208 000,00 €	71 775,00 €
HOTEL CASTEL BRANDO	Économies énergie			19 675,00 €	15 741,00 €
SARL D'EXPLOITATION DES ETS CHEZ VINCENT	Économies énergie			17 451,00 €	7 290,00 €
LE PETIT VINCENT	Économies énergie			11 730,00 €	5 738,00 €
DIMORA BERTOZZI	Économies énergie			48 104,00 €	22 559,00 €
RIACQUISTU 9	Solaire thermique + Économies énergie			117 099,50 €	35 010,00 €
TERRA D'AMORE	Économies énergie			29 239,00 €	12 420,00 €
CHEZ THERESA	Solaire thermique	4m ²	3,5 MWh/an	15 000,00 €	3 500,00 €
C P H	Audit énergétique			9 000,00 €	4 884,00 €
BOGHS	Économies énergie			37 625,00 €	13 737,00 €
AMAMA	Économies énergie			9 352,00 €	3 741,00 €
SAGONE RESTAURATION	Économies énergie			21 700,00 €	5 500,00 €
JO & PM	Économies énergie			39 297,00 €	20 969,00 €
C2GM	Économies énergie			12 131,00 €	5 331,00 €
ANDAGIO	Économies énergie			21 643,00 €	7 473,00 €
ANGHJULA	Économies énergie			5 995,00 €	4 200,00 €
BRASSERIE LES CALANCHES	Économies énergie			8 569,00 €	3 428,00 €
SARL SANTA MONICA	Solaire thermique + Économies énergie	6,87m ²	16,758 MWh/an	50 920,00 €	30 552,00 €
RONDINARA LOISIRS	Économies énergie			42 097,00 €	16 839,00 €
RONDINARA LOISIRS	Économies énergie			94 977,10 €	29 654,77 €
RONDINARA LOISIRS	Économies énergie			35 222,26 €	21 830,66 €
L'ORANGERAIE	Économies énergie			38 752,35 €	11 750,00 €
AJREM	Économies énergie			4 969,00 €	1 988,00 €
PINEA MARE	Économies énergie			6 400,00 €	5 120,00 €

1.1.5.1 Fonds Tourisme Durable de l'ADEME

En partenariat avec l'ATC (Agence du Tourisme de la Corse) et dans le cadre de la feuille de route territoriale du Tourisme Durable en Corse (signée fin avril 2021 par le secrétaire d'État du tourisme), sont développés 8 actions,

parmi lesquels l'ADEME apporte son soutien sur l'action 6, qui vise à accompagner les acteurs du tourisme vers une transition écologique, à la fois par des « offres clé en main » sur les performances économiques et environnementales et pour le recours au solaire thermique pour les hébergements touristiques. Cette action permet une articulation avec le Fonds Tourisme Durable de « France Relance », opéré par l'ADEME, qui comporte trois volets : « hébergements touristiques », « restaurants » et « slow tourisme ».

Le fonds tourisme durable a vu le jour avec le dispositif France Relance de 2021 à 2022 et se poursuit avec le programme Destination France 2030.

L'ADEME avait lancé un AMI national (un appel à manifestation d'intérêt) pour recruter des chargés de missions permettant d'accompagner les entreprises éligibles au FTD, dans le secteur touristique (hébergement, restaurant et agritourisme). En Corse, quatre partenaires durant le Plan de Relance :

- Le Parc Naturel Régional de Corse (PNRC)
- La Chambre de commerce et de l'industrie (CCI)
- L'Union des métiers et de l'hôtellerie de Corse (UMIH)
- L'Office Municipal de tourisme de Bonifacio (OMTB)

Avec Destination France (2023-2024), l'ADEME poursuit le dispositif avec la CCI de Corse (deux chargées de mission à Ajaccio et à Bastia), l'Office Intercommunal de Tourisme du Pays d'Ajaccio et l'Office municipal de tourisme de Bonifacio. Les chargées de mission établissent un diagnostic avec l'entreprise sur les thématiques des actions du fonds tourisme durable (énergie, eau, mobilité, déchets et économie circulaire).

Suite à ce diagnostic et en concertation avec le représentant de l'entreprise, un plan d'action est établi et un bouquet d'actions du fonds tourisme durable est validé. Le dossier est déposé par la chargée de mission directement sur la plateforme agirpourlatransition de l'ADEME avec les devis demandés pour les actions sélectionnées.

L'instruction du dossier se fait au sein de la direction régionale par Léa Maspeyrat (en charge du Fonds Tourisme Durable) et avec l'aide des ingénieurs.

Une fois le contrat validé, l'entreprise dispose de 18 mois pour engager ses dépenses.

1.3 Comparaison sur l'année 2023 entre les objectifs réalisés et prévisionnels

Avertissement N°1

Les calculs effectués par les comités MDE et la CRE, en particulier les calculs qui visent à s'assurer de l'efficacité des actions, prennent en compte une actualisation en application de la méthodologie de la CRE du 2 février 2017. Cependant, pour une meilleure lisibilité sur les dépenses futures à engager par l'Etat, l'ensemble des valeurs exprimées en euro ou en MWh dans le présent document sont des données non actualisées. Les charges brutes de SPE d'une action de MDE correspondent ainsi à la somme non actualisée sur 5 ans des charges accompagnant le déploiement de l'action, en euros courants. Les kWh évités par une action de MDE, respectivement les charges de SPE évitées par l'action, correspondent à la somme non actualisée sur la durée de vie de l'action des kWh évités, respectivement des surcoûts de production évités.

Avertissement N°2

Les actions de rénovation globale performante des maisons individuelles sont modélisées comme la somme d'actions mono-gestes pour la valorisation des CEE mais comme une seule action globale pour la prise en compte des économies d'énergie. Pour éviter de compter deux fois les économies d'énergie ainsi que les charges SPE associées à cette action, il aurait été préférable de retirer des actions mono gestes les quantités correspondant à l'action RGP MI. Cependant, des difficultés ne nous ont pas permis de faire l'identification unique et certaine de toutes les opérations mono-gestes par maison individuelle, ces dernières sont donc comptabilisées dans le bilan des actions résidentielles pour l'année 2023. Afin de donner une vision la plus complète possible aux différentes parties prenantes, nous fournissons en annexe un tableau reprenant par maison individuelle les quantités par nature d'action et les montants de primes associés versées.

Avertissement N°3

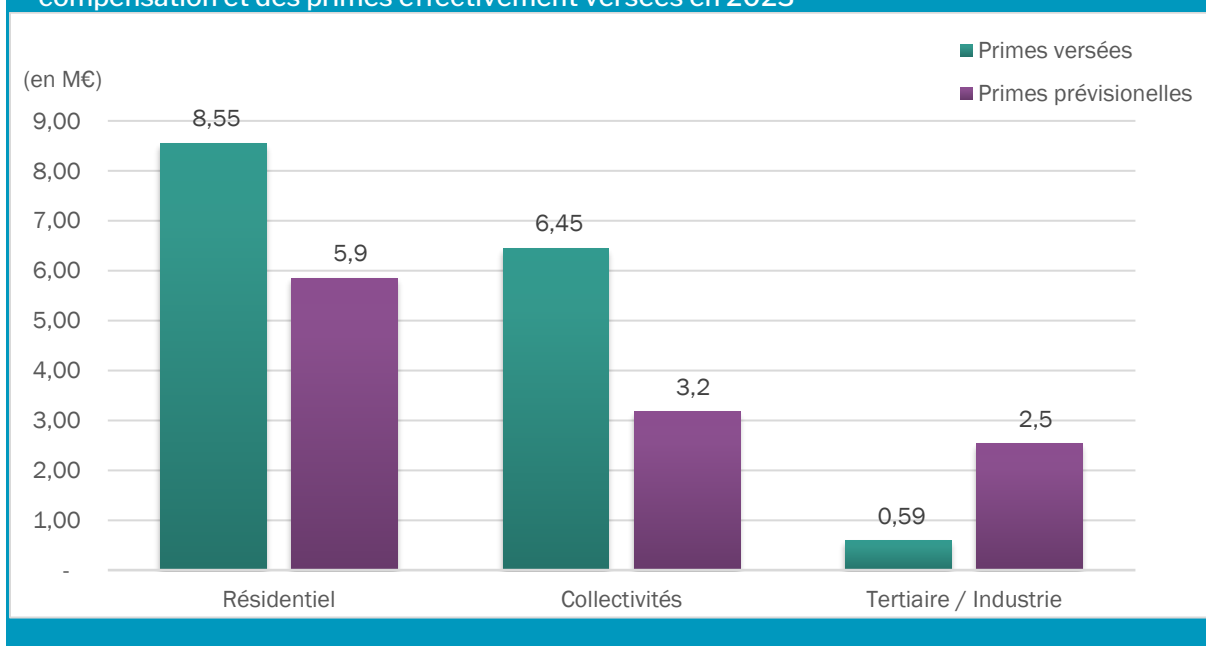
Dans le cadre du contrat d'assistance opérationnelle entre l'AUE et EDF, validé sous l'égide des Services de la CRE, pour les périodes 2020/2021 et pour la période transitoire 2022/2023, une partie des volumes financiers des primes MDE et de rémunération de l'AUE pour l'assistance opérationnelle n'a pas pu être intégré dans ce bilan MDE 2023. Ces volumes financiers ne sont pas définis précisément pour le moment et des échanges sont encore en cours entre les parties prenantes pour préciser le périmètre de prise en compte des charges de SPE pour l'Opérateur MDE AUE.

1.1.1 Actions standards :

Primes

Les actions standards du cadre de compensation de la Corse ont généré en 2023 le versement de 15.6 M€ de primes pour financer des opérations d'efficacité énergétique. Ce montant est légèrement supérieur aux objectifs prévisionnels qui étaient fixés à hauteur de 11,6 M€ pour tous les segments confondus. Cela s'explique par une dynamique forte sur les actions de rénovation de l'isolation des logements individuels et collectifs mais aussi et surtout par une montée en puissance de l'action rénovation de l'éclairage public.

Figure 1 : Comparaison par segment de clientèle des primes prévisionnelles du cadre de compensation et des primes effectivement versées en 2023



Au regard du graphique ci-dessus, nous pouvons constater que les primes mises en œuvre au travers du cadre de compensation en 2023 sont portées principalement par le segment résidentiel, pour un total de 8,6 M€ et le segment des collectivités avec un volume total de 6,5 M€. Ces primes dépassent l'objectif global initialement prévu qui était de 11.6 M€, soit +35% par rapport à l'objectif d'investissement en 2023.

Cette dynamique forte sur les mono-gestes dans le secteur résidentiel peut s'expliquer par l'efficacité du système mis en place par EDF en Corse avec la marque Agir Plus. En effet, des facteurs principaux permettent d'expliquer cette tendance

- L'animation de filières techniques (Enveloppe, ECS, Chauffage etc....) avec les partenaires/installateurs qualifiés RGE sur le territoire Français
- La généralisation de l'outil informatique Nexus (Plateforme GED dotée d'une reconnaissance de caractères, etc....) qui permet d'industrialiser le process d'attribution de primes, de sécuriser l'avance de primes auprès des installateurs intervenant mais qui permet aussi de garantir la conformité administrative du dossier au regard des exigences extrêmement précises portées par la DGEC à travers le PNCEE.
- L'élargissement de l'offre Isolation avec avance de primes aux Syndics de copropriétés. Ces derniers peuvent désormais accompagner plus facilement et simplement les copropriétaires dans la rénovation de leur copropriété, notamment avec l'isolation des toitures-terrasses et des combles
- Les campagnes d'information et de communication portée par le Comité MDE et notamment l'AUE
- La réorientation des ménages vers le dispositif Agir Plus à travers le guichet d'info-conseil ORELI.

Ce sont tous ces facteurs qui ont permis de dépasser l'objectif attendu, tant en matière d'investissements ainsi qu'en matière d'économie d'énergie sur le segment résidentiel.

À l'inverse nous constatons un écart important entre les primes prévisionnelles et le montant attribué en 2023 pour le segment tertiaire/industrie. (-77% par rapport aux primes prévisionnelles – Retard qui était de 84% en 2021). Nous constatons que le tissu d'entreprises locales est faiblement réceptif aux offres d'accompagnement à la rénovation énergétique des bâtiments ou bien d'efficacité énergétique des process tertiaires et industriels. La publication du décret Eco-tertiaire en 2022 apporte une nouvelle obligation réglementaire qui devrait amener de plus en plus de consommateurs d'électricité du secteur tertiaire, avec +1000m² de surface exploitée, à s'inscrire dans des démarches de pilotage et de réduction des consommations d'électricité.

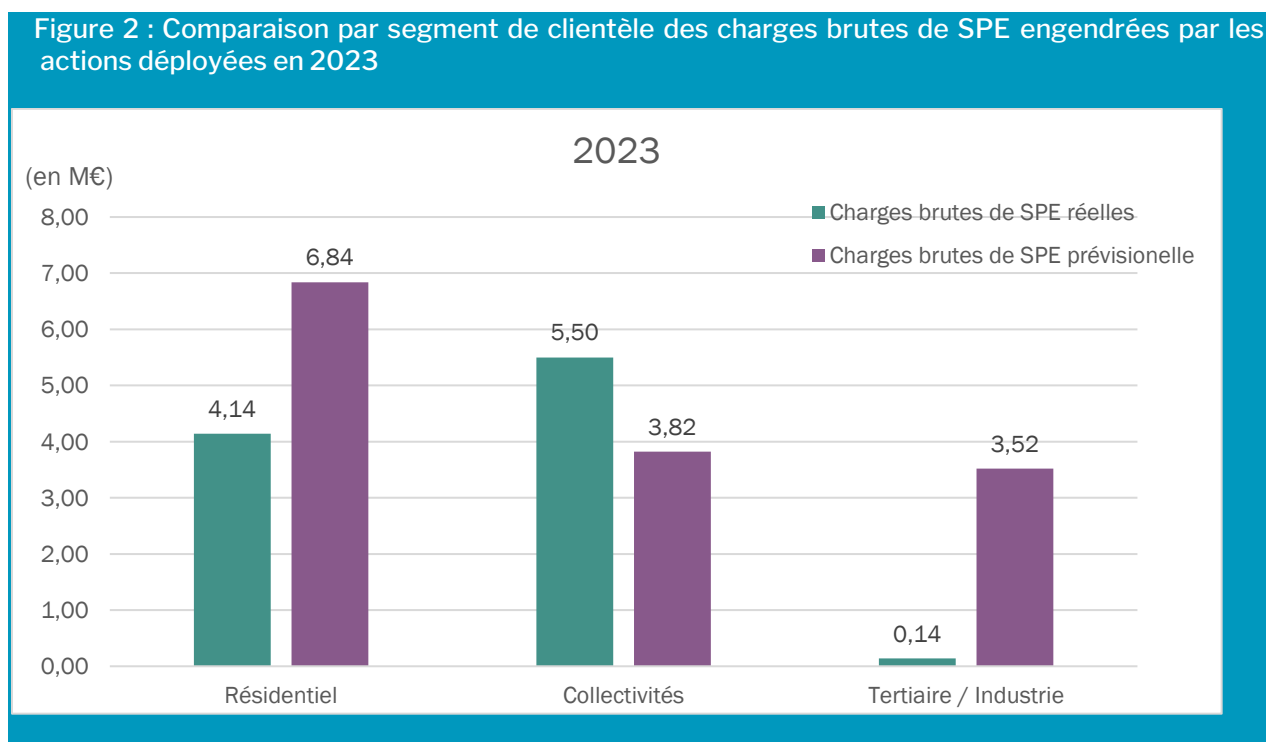
C'est pourquoi, par anticipation à la publication de ce décret, EDF en Corse a décidé de transformer son organisation sur le marché des professionnels en s'inspirant de la méthode des filières métiers mises en œuvre sur le marché de

masse (marché résidentiel). En complément, les nouvelles actions MDE validées en 2023 ont permis de dynamiser et développer légèrement les opérations d'efficacité énergétique dans les filières industrielles et agro-alimentaires. Jusqu'ici peu ciblées (Récupération de chaleur, GTB, ...).

Enfin, pour le segment des collectivités locales, le niveau de prime a été multiplié par 3 par rapport à l'année 2022 pour atteindre 6,5 M€. Le fonctionnement mis en place par l'AUE, depuis plusieurs années déjà, avec la méthode des appels à projets, semble porter ses fruits et a permis d'adresser le gisement des points lumineux à rénover dans les 360 Communes de Corse. Un des plus importants syndicats d'énergie de Corse de Corse (SDE2A) a presque terminé la totalité du gisement de points lumineux à rénover et le 2^{ème} plus important syndicat d'énergie s'est engagé en 2023 dans la démarche de rénovation par AAP.

Charges brutes :

Les montants des charges brutes en 2023 pour la mise en place des actions du cadre de compensation s'élèvent à 9,8 M€ pour les actions standards contre 14.2 M€ prévus initialement. Cela représente 69% du montant prévu initialement dans le cadre de compensation.



Pour le territoire de la Corse, cette économie de Charges Brutes de SPE s'explique par le biais de divers mécanismes :

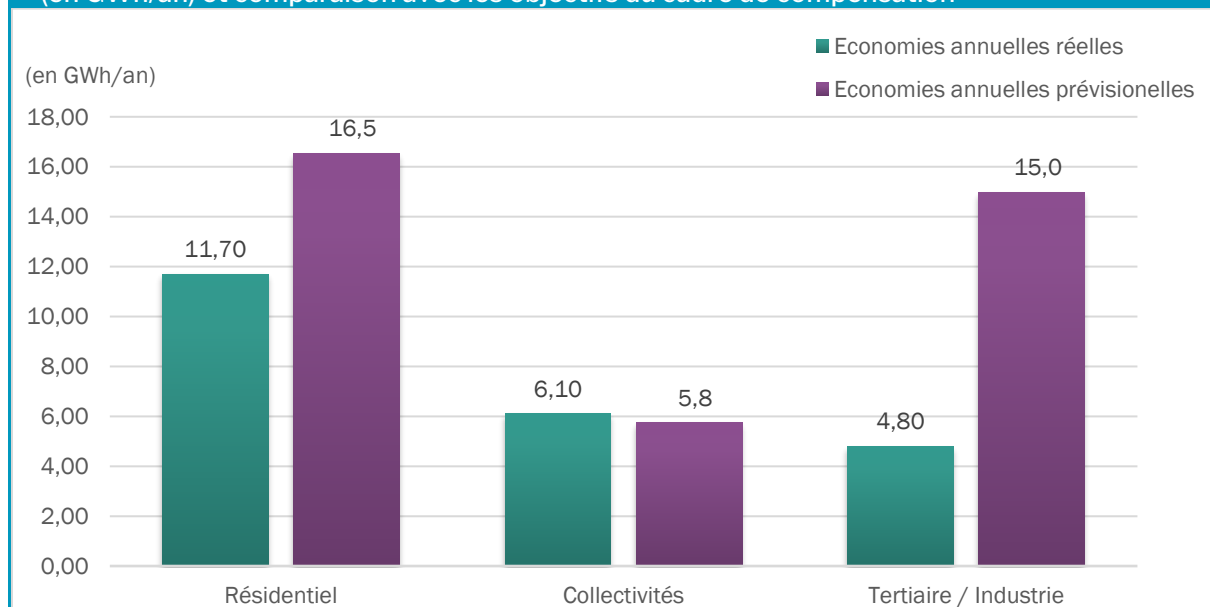
- Le calcul des coûts de fonctionnement pour chaque opérateur de MDE déployant les actions d'efficacité énergétique (en moyenne 6% pour le FH contre 20% prévus initialement)
- La récupération de tous les CEE possibles sur les actions éligibles (+95% de récupération des CEE en 2023 par EDF en Corse)
- L'optimisation du montant des primes par action au regard de différents facteurs techniques, économiques et sociaux. (Indicateurs de veilles, analyse big data, échanges Oreges, participation aux réseaux d'acteurs socio-économiques ...)
- Les résultats inférieurs aux objectifs de placement :
 - Pour l'isolation dans le secteur tertiaire
 - Pour la rénovation globale performante dans les maisons individuelles et les logements collectifs

Économies d'énergie :

Les actions mises en œuvre en 2023 auront permis d'économiser 23,2 GWh d'énergie sur la durée de vie des différents dispositifs, ce qui représente 1,3 % de la consommation d'électricité de Corse et devrait permettre une réduction des émissions de gaz à effet de serre de plus de 13 800 tonnes équivalent CO2 par an. Malheureusement, ce résultat est en dessous de la cible fixée dans le cadre de compensation de 60% (Cible 2023 = 57,6 GWh). Ce

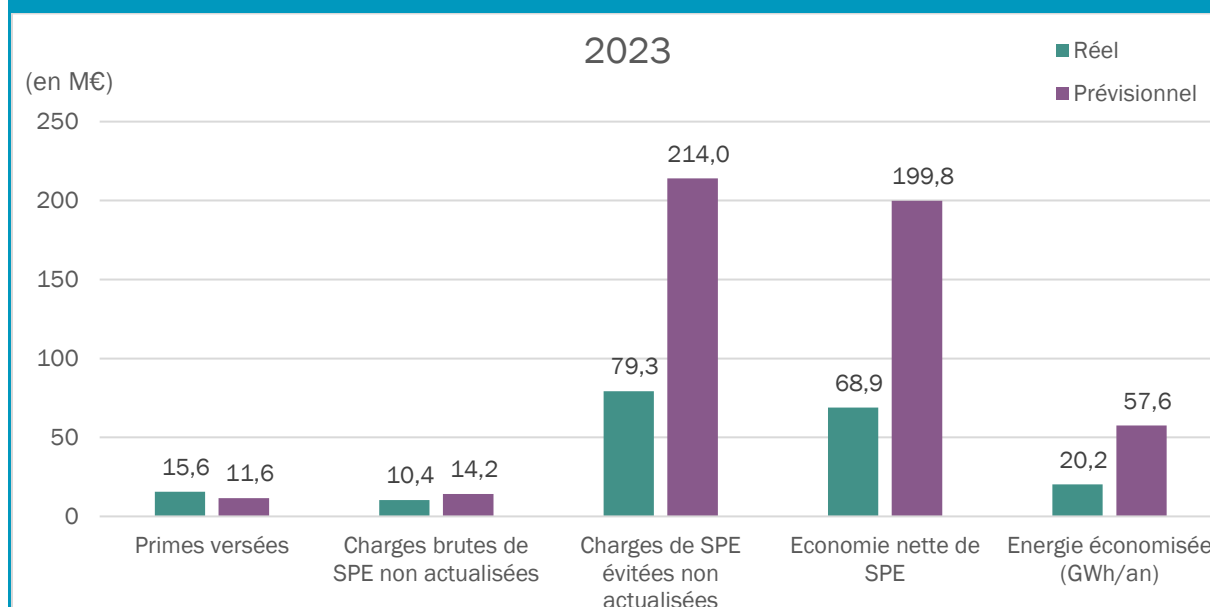
retard en matière d'économies d'énergie est principalement dû au manque d'actions en faveur de la maîtrise de la demande d'énergie dans le secteur résidentiel via la rénovation globale performante des maisons individuelles ainsi que dans les secteurs du tertiaire et de l'industrie.

Figure 3 : Économies d'énergie induites par les actions réalisées en 2023 par segment de clientèle (en GWh/an) et comparaison avec les objectifs du cadre de compensation



Vue synthétique du bilan

Figure 2 : Bilan des actions standard de MDE et comparaison par rapport aux objectifs du cadre de compensation



Au regard de la synthèse des résultats présentées ci-dessus, le Comité MDE de la Corse émet les constations suivantes :

- L'organisation mise en place par les opérateurs MDE, permet de mobiliser le cadre de compensation dans une dimension proche de celle prévue initialement pour l'année 2023.
- Les charges brutes de SPE mobilisées pour mettre en œuvre les actions de MDE sur le territoire de la Corse sont inférieures à celles prévues initialement. Ceci s'explique par le maintien à un niveau de placement des actions mono gestes ainsi que par l'essor des actions des rénovations de l'éclairage public alors que dans le même temps les placements sur les actions du segment des professionnels sont largement en dessous des objectifs annuels initiaux.
- La montée en puissance progressive de l'AUE au travers du contrat d'assistance opérationnelle sur tous les segments de la rénovation globale et performante (maison individuelle, logements collectifs, solaire individuel et collectif, éclairage public et bois-énergie).

Actions non standards

Cette dernière catégorie d'actions s'adresse à l'ensemble des segments tertiaire, industriel et résidentiel. Elle regroupe l'ensemble des solutions techniques permettant des économies d'électricité, comme par exemple, l'amélioration de process industriels, l'amélioration des process de froid industriel et de restauration, la réduction des consommations estivales ou encore des projets de chaufferies bois, de réseaux de chaleur et de froid.

Pour chaque type d'action, le comité a défini un objectif d'économies d'énergies pour la première année sur la base des retours d'expérience des opérations faites en 2017. Sur l'ensemble des actions non-standard, le gisement d'économies d'énergies visées est de 3,9 GWh en 2019. Ces objectifs sont augmentés de 5 % chaque année du cadre. Ainsi, l'objectif global est que l'ensemble des dispositifs non standard de MDE mis en place sur la période des 5 ans permettent une économie d'électricité de 22 GWh évités/an.

L'enveloppe budgétaire prévisionnelle de charges de SPE pour les actions non standard en Corse a été définie par le comité MDE sur la base de l'objectif d'économies d'électricité présenté précédemment et du retour d'expérience. Sur les cinq années du cadre, les charges prévisionnelles brutes de SPE s'élèvent à 11,7 M€ pour une réduction de la consommation d'électricité de 22 GWh/an lorsque tous les dispositifs seront en service.

Pour le territoire de la Corse, en 2023, les actions non-standards ont permis de générer 4 M€ de CSPE évitée pour un montant de primes de 850 k€ ce qui donne une efficacité moyenne des actions standards en 2023 de 3.3 (avec un coût FH à 20% et un prix du CEE à 8€/MWh Cumac).

Il nous semblerait pertinent, au regard du retard accumulé sur la période 2019-2022 (quelque peu rattrapé en 2023), de redéfinir la méthode de valorisation des économies d'énergie réalisées pour les actions non-standards et le montant des primes associées.

Afin d'accompagner un nombre plus important de professionnels dans leurs projets, il pourrait aussi être intéressant d'analyser les volumes de CEE générés en Corse sur les années 2019-2023 par des délégataires sur des fiches CEE industrie, agriculture et tertiaire. Cela permettrait de proposer de nouvelles actions MDE standards dans les domaines où les délégataires ne se positionnent pas et pour lesquels les gisements d'économies d'énergie sont importants et inexploités. En complément de la révision de la méthodologie d'accompagnement pour les actions non standards, cette approche permettrait de mieux adresser le segment des professionnels du tertiaire, de l'industrie et de l'agriculture.

2. SYNTHÈSE DU CADRE 2019-2024 MISE A JOUR

1.1 Actions standards :

Au périmètre des actions standards de MDE, les résultats 2023 et les objectifs définis dans le cadre territorial de MDE mis à jour conduisent à des charges brutes de SPE de 71 M€ au cours de la période 2019 - 2024. Les charges évitées sont estimées à 417 M€ sur la durée de vie des dispositifs de MDE, qui s'étale de 3 à 30 ans. Il en résulte une économie nette pour les charges de SPE de 346 M€.

Cependant, tandis que les gains sont répartis sur toute la durée de vie des dispositifs, les charges sont quant à elles concentrées uniquement sur les années 2019 à 2024, les primes MDE étant des aides à l'investissement. Il en découle un effet de trésorerie important pour le budget de l'État.

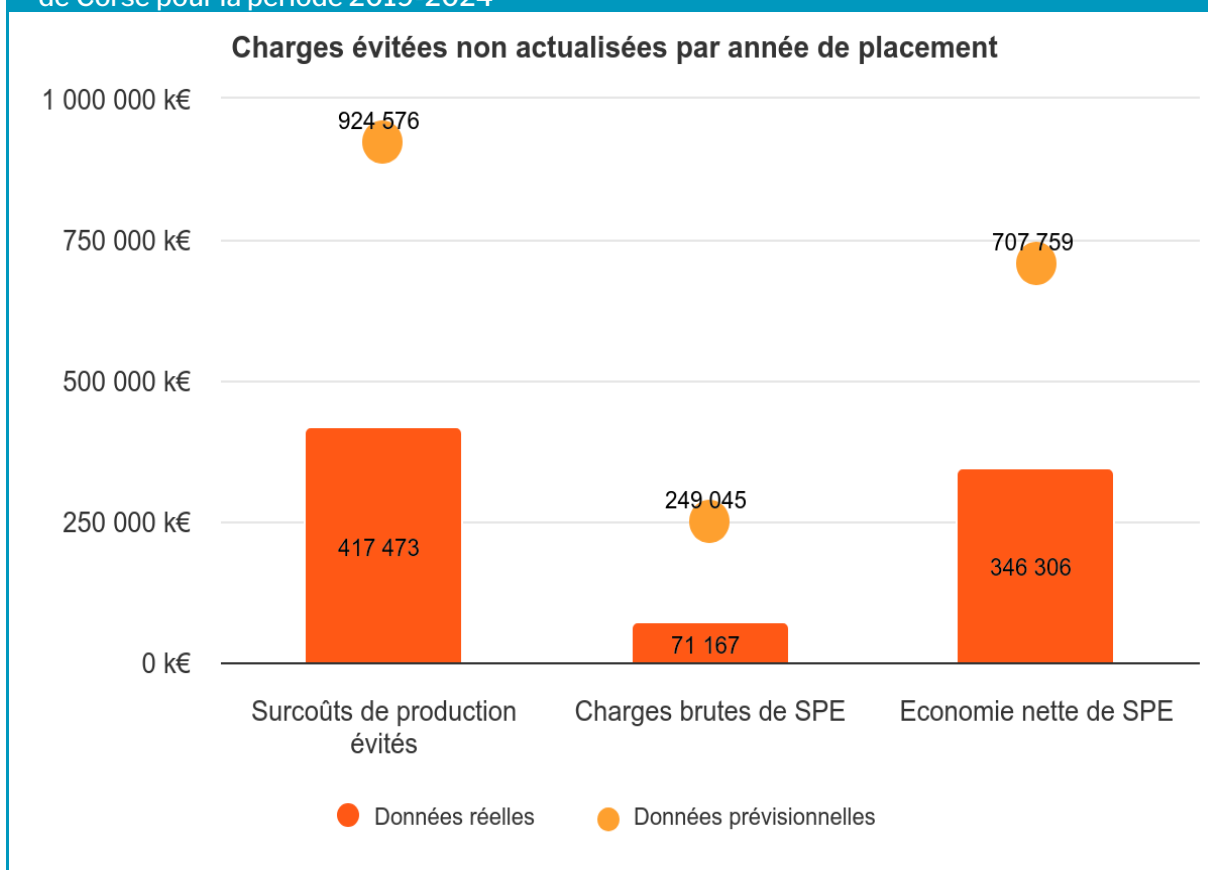
La figure 3 présente le bilan général des actions standards du cadre territorial de MDE en Corse, en comparant :

- La prévision initiale du cadre publié en 2019 en matière de placement de et de montants de primes MDE sur la période 2019-2024

Avec

- Les résultats réalisés sur la période 2019 - 2023 en ajoutant les données prévisionnelles de placements et de primes MDE pour l'année 2024.

Figure 3 : Comparaison des charges évitées, des charges brutes et des économies nettes totales liées aux actions standards entre la version initiale et la présente mise à jour du cadre de compensation de Corse pour la période 2019-2024



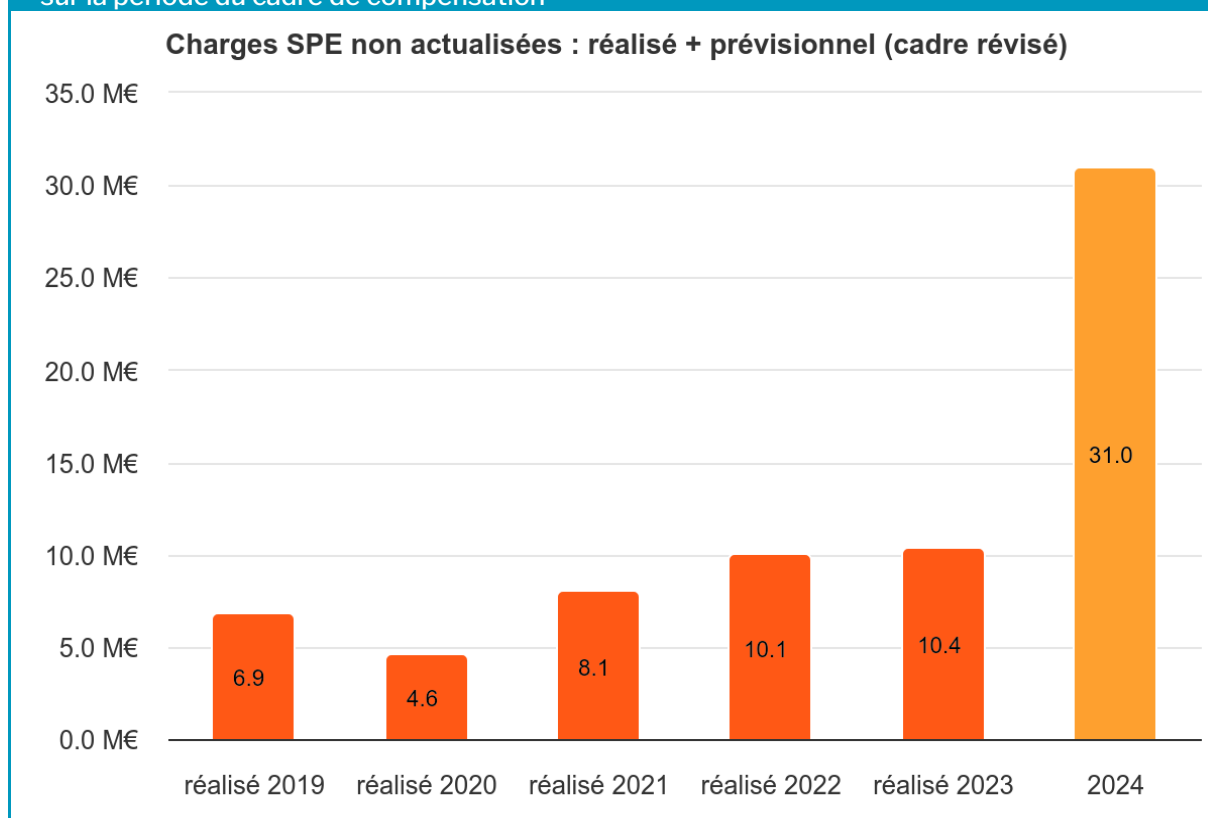
En prenant en compte l'ensemble des actions standards mises en œuvre sur la période 2019-2023 ainsi que celles prévues en 2024, les économies d'énergie générées sur le territoire de la Corse s'élèveront à 147 GWh/an, ce qui

représente 7.5% de la consommation d'électricité du territoire en 2019 (soit 1.5%/an). Cela devrait permettre une réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'ordre de 88 000 tonnes équivalent CO₂ par an⁵, soit une baisse d'environ 8 % des émissions liées à la production d'électricité en Corse.

Pour rappel, les actions standards réalisées en 2023 devraient d'ores et déjà permettre des économies de 23,2 GWh/an (1,3 % de la consommation d'électricité en Corse) et une réduction des émissions de gaz à effet de serre de près de 13 _00 tonnes équivalent CO₂ par an.

La Figure 7 ci-dessous présente l'évolution des charges brutes de SPE annuelles pour les actions standard sur la période du cadre de compensation. La valeur de 2023 correspond à des charges constatées.

Figure 7 : Évolution des charges brutes de SPE (non actualisées) annuelles pour les actions standards sur la période du cadre de compensation



Nous constatons une augmentation progressive des charges brutes de SPE. Malgré l'année 2020 (Année COVID19), les charges brutes de SPE ont augmenté en moyenne de 27% entre 2019 et 2023 .

L'année 2023 s'inscrit dans une forme de constance par rapport à l'année 2022. Nous rappelons aussi que les actions du segment résidentiel et collectivité ont des efficacités plus faibles que celles du segment tertiaire/entreprise/industrie. Or, en 2023, nous constatons toujours un déséquilibre important des volumes d'actions MDE dans ces différents secteurs avec un fort avantage pour le secteur résidentiel. Par conséquent, les charges brutes de SPE sont plus importantes en 2023 qu'en 2022 et les économies d'énergie un peu moins élevées qu'en 2022.

1.2 Actions non standards :

Dans la délibération du 17 Janvier 2019 concernant le cadre de compensation du territoire Corse, une enveloppe de 11,7 M€ est allouée sur la période 2019-2024, aux actions non standards pour permettre la réalisation de 22

⁵ Estimation réalisée à partir du mix énergétique de la Corse et des facteurs d'émission moyens du kWh électrique produit par filière. Source EDF : <https://opendata-corse.edf.fr/pages/home0/>

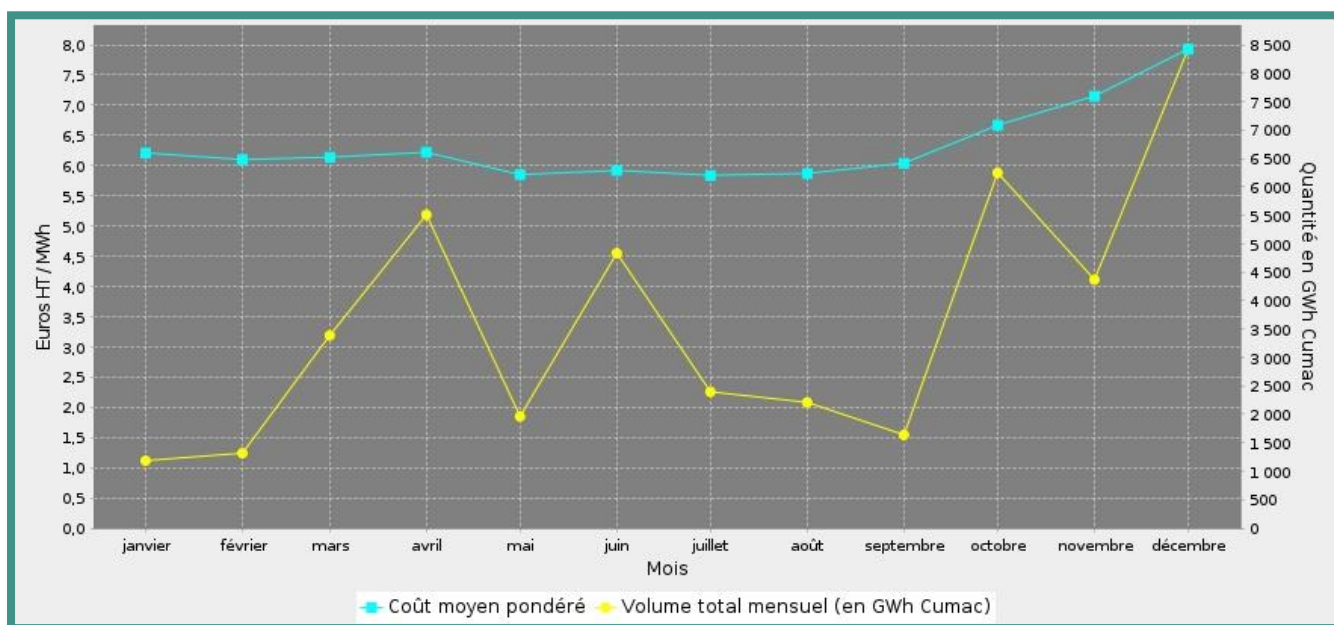
GWh/an d'économies générées. Cette enveloppe budgétaire a été très peu entamée au cours des quatre premières années du cadre de compensation. Ceci s'explique, en autres, par la présence d'acteurs du monde dérégulé sur le territoire offrant des primes plus avantageuses que celles possibles par le biais du Cadre de compensation. (Cf. tableau de délivrance des CEE sur la période 2020-2023 dans le paragraphe 1.1.4 – Actions non standards)

La rapidité d'intervention de ces délégataires et la réduction du nombre d'interlocuteurs lors de travaux d'efficacité énergétique est aussi un avantage. En effet, de manière générale, ces délégataires disposent de sous-traitants ou bien de partenaires avec lesquels ils travaillent sans obligations de mise en concurrence. Cette organisation leur permet de proposer une offre complète : étude + devis + travaux. Ce que les acteurs du Comité MDE ne peuvent pas se permettre de faire pour des questions de libre concurrence et abus de position dominante ou bien tout simplement à cause de leur statut juridique.

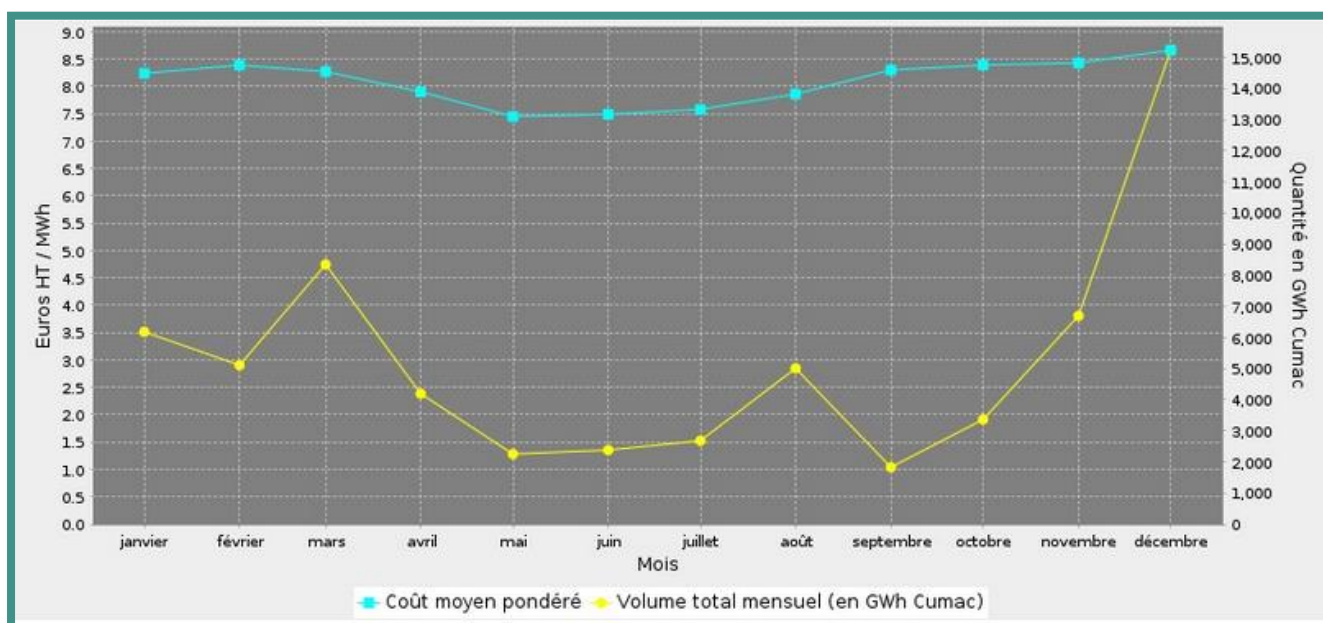
En revanche, l'opportunité du marché des CEE peut créer, dans certains cas, un effet d'aubaine pour certains acteurs privés, désirant obtenir des CEE pour le compte d'acteurs Obligés. Ces derniers réalisent des campagnes d'intervention laissant occasionnellement des clients insatisfaits de la prestation (qualité, propreté, absence de SAV) ainsi qu'une image assez peu valorisante des aides permettant la rénovation énergétique des bâtiments.

À titre d'exemple, voici la chronique des prix constatés pour les CEE Précarité sur les années 2022 et 2023 (source www.emmy.fr) :

En 2022



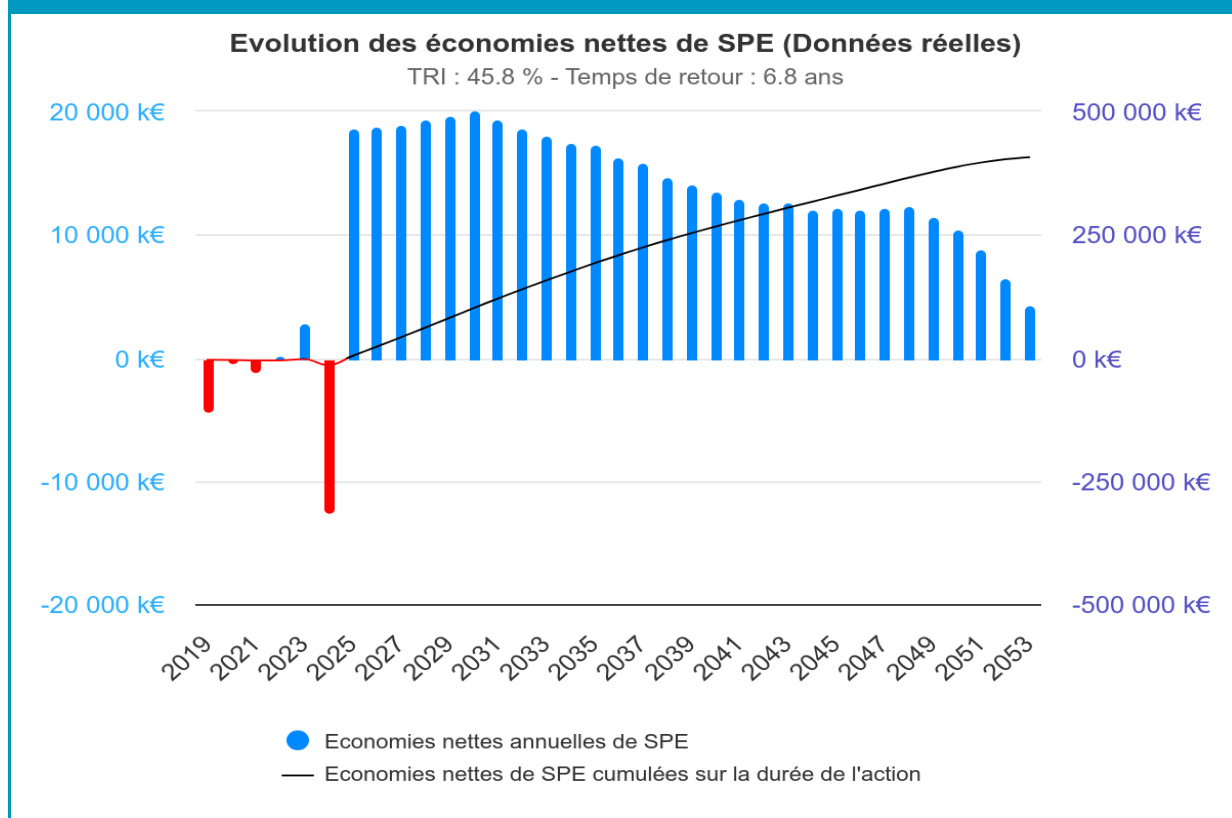
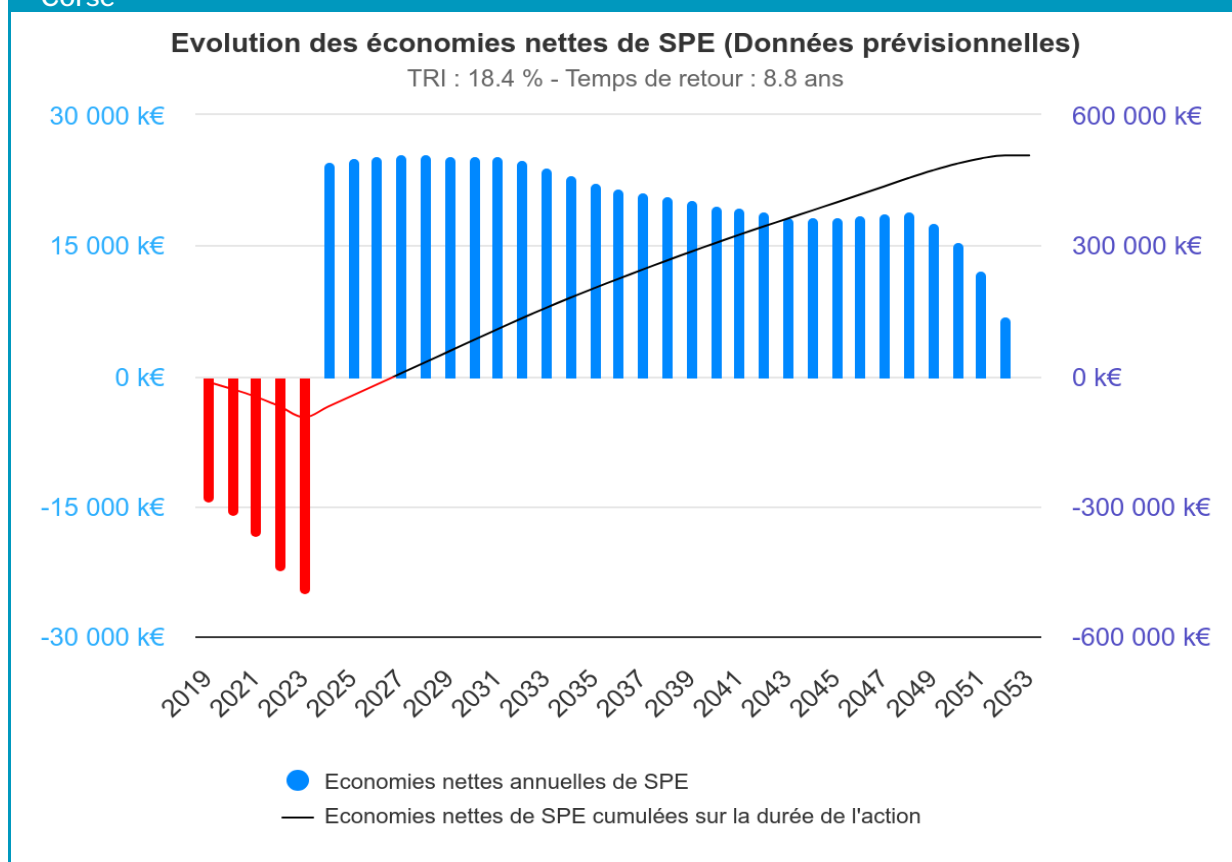
En 2023 :



1.3 Économie nette :

Grâce aux surcoûts de production évités sur leur durée de vie, les actions de MDE, standards et non standards, retenues dans le cadre territorial de compensation mis à jour, engendrent une économie nette au périmètre des charges de SPE. La Figure 12 détaille les économies nettes de charges de SPE par année. Les dépenses étant concentrées sur 6 années, les économies nettes annuelles sont négatives durant les premières années. Cependant, au cours de la 6^{ème} année l'économie nette cumulée devient positive au lieu d'attendre la 8^{ème} année comme le préoyaient les calculs initiaux.

Figure 12 : Évolution des économies nettes de charges de SPE, annuelles et cumulées, engendrées par la mise en œuvre des actions de MDE standard et non standard du cadre de compensation de Corse



Les graphiques ci-dessus mettent en évidence 2 éléments notables :

- Des économies nettes annuelles de SPE dès l'année 2022 (372 k€ en lien avec la sous consommation des charges de SPE par rapport aux objectifs initiaux du cadre de compensation 2019-2024) ‘
- Des économies nettes de SPE cumulées sur la durée de vie des actions du cadre au cours de la 6ème année.

Les investissements réalisés par les services de la CRE pour permettre de générer des économies en matière de CSPE pour le territoire de la Corse seront rentabilisés à partir de la 6ème année. Ces derniers permettront théoriquement de faire économiser sur les budgets de l'état plus de 405 M€ entre 2019 et 2053 (34 ans)

3. OBJECTIFS DE PLACEMENTS ET PRIMES 2024 :

Primes et Objectifs 2019-2023 pour le cadre de compensation de la Corse							
Type de Client	Nom de l'action	Porteur l'action	Placements 2023 et Objectifs 2023		Primes		Unité
			2023	2024	2023	2024	
Collectivités	RES - Horloge astronomique	EDF - AUE	158	150	100	100	nbre
Collectivités	RES - Rénovation d'éclairage extérieur LED Appel à Projets Régional	AUE	12 780	5500	500	500	nbre
Collectivités	RES - Rénovation d'éclairage extérieur LED - Tous clients	EDF	347	2000	300	300	nbre
Collectivités	RES - Variateur-régulateur éclairage extérieur	EDF AUE	149 263	200	0	0	W
Industrie	BAT - Système de VEV sur un moteur asynchrone	EDF	678	200	100	100	kW
Industrie	IND - Moteur performant IE4	EDF	30	500	40	40	kW
Industrie	IND - Système de gestion technique du bâtiment	EDF	0	40000	6	6	m²
Industrie	IND - Système de récupération de chaleur sur un groupe de production de froid	EDF	50	80	1 500	1 500	kW th récupéré
Particulier	BAR - Recharge pilotée de véhicules électriques	EDF	0	20	200	200	nbre
Particuliers	BAR - Actions de sensibilisation	EDF	13 697	10000	20	20	Nbre d'élèves
Particuliers	BAR - Appareil de réfrigération ménager de classe A++ ou A+++	EDF	-	2000	50	50	nbre
Particuliers	BAR - Appareil indépendant de chauffage au bois	EDF	377	600	600	600	nbre
Particuliers	BAR - Appareil indépendant de chauffage au bois (H2)	EDF	154	300	1 000	1 000	nbre
Particuliers	BAR - Chaudière biomasse individuelle	EDF	9	30	5 000	5 000	nbre
Particuliers	BAR - Chaudière biomasse individuelle (H2)	EDF	3	30	7 000	7 000	nbre
Particuliers	BAR - Chauffe-eau solaire collectif	EDF	-	400	200	200	m²
Particuliers	BAR - Chauffe-eau solaire individuel	EDF	57	725	1 500	1 500	nbre

Particuliers	BAR - Chauffe-eau thermodynamique à accumulation	EDF	88	150	1000	1000	nbre
Particuliers	BAR - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	EDF	1 071	1500	50	50	nbre
Particuliers	BAR - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant (H2)	EDF	373	500	75	75	nbre
Particuliers	BAR - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant + VMC	EDF	-	240	1 000	1 000	Nbre de PAC
Particuliers	BAR - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant + VMC (H2)	EDF	-	110	1 250	1 250	Nbre de PAC
Particuliers	BAR - Isolation d'un plancher	EDF	24 325	20000	25	25	m²
Particuliers	BAR - Isolation d'un plancher(H2)	EDF	9 775	20000	35	35	m²
Particuliers	BAR - Isolation de combles ou de toitures	EDF	40 353	20000	14	14	m²
Particuliers	BAR - Isolation de combles ou de toitures (H2)	EDF	20 352	30000	22	22	m²
Particuliers	BAR - Isolation des murs	EDF	10 221	15000	30	30	m²
Particuliers	BAR - Isolation des murs - ITI- R réduit	EDF	15 303	5000	10	10	m²
Particuliers	BAR - Isolation des murs - ITI- R réduit (H2)	EDF	-	2000	20	20	m²
Particuliers	BAR - Isolation des murs(H2)	EDF	2 286	2000	40	40	m²
Particuliers	BAR - Isolation des toitures terrasses	EDF	8 255	9500	20	20	m²
Particuliers	BAR - Isolation des toitures terrasses (H2)	EDF	27	4500	30	30	m²
Particuliers	BAR - Lampe à LED de classe A+++	EDF	-	10000	2	2	nbre
Particuliers	BAR - Luminaires LED pour parties communes	EDF	7 774	5000	50	50	nbre
Particuliers	BAR - Pompe à chaleur de type air/air	EDF	1 669	1050	600	600	nbre
Particuliers	BAR - Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau	EDF	69	20	2 000	2 000	nbre
Particuliers	Rénovation globale et performante des logements collectifs	AUE	-	170	8 000	8 000	nbre
Particuliers	Rénovation globale et performante des maisons individuelles - BBC	AUE	11	280	25 000	25 000	nbre
Particuliers	Rénovation globale et performante des maisons individuelles – BBC compatible	AUE	1	600	6 000	6 000	nbre
Particuliers précaires	BAR - Appareil indépendant de chauffage au bois	EDF	274	300	1 500	1 500	nbre
Particuliers précaires	BAR - Chauffe-eau solaire individuel	EDF	51	725	1 700	1 700	nbre

Particuliers précaires	BAR - Chauffe-eau thermodynamique à accumulation	EDF	105	400	1 600	1 600	nbre
Particuliers précaires	BAR - Convecteur électrique intelligent	EDF	382	500	75	75	nbre
Particuliers précaires	BAR - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	EDF	1 528	1000	75	75	nbre
Particuliers précaires	BAR - Isolation d'un plancher	EDF	14 079	15000	38	38	m²
Particuliers précaires	BAR - Isolation de combles aménagés sous rampants de toiture	EDF	-	6000	35	35	m²
Particuliers précaires	BAR - Isolation de combles ou de toitures	EDF	28 581	30000	24	24	m²
Particuliers Précaires	BAR - Isolation des murs	EDF	-	8000	50	50	m²
Particuliers précaires	BAR - Isolation des murs - ITI- R réduit	EDF	-	5000	20	20	m²
Particuliers précaires	BAR - Isolation des toitures terrasses	EDF	3 726	4500	30	30	m²
Particuliers précaires	BAR - Lampe à LED de classe A+++	EDF	-	30000	4	4	nbre
Particuliers précaires	BAR - Recharge pilotée de véhicules électriques	EDF	-	5	200	200	nbre
Particuliers précaires	Rénovation globale et performante des logements collectifs	AUE	194	80	10 000	10 000	nbre
Particuliers précaires	Rénovation globale et performante des maisons individuelles - BBC	AUE	-	135	25 000	25 000	nbre
Particuliers Précaires très	BAR - Isolation des murs	EDF	5 365	8000	60	60	m²
Particuliers très précaires	Rénovation globale et performante des logements collectifs	AUE	-	80	10 000	10 000	nbre
Particuliers très précaires	Rénovation globale et performante des maisons individuelles - BBC	AUE	11	135	30 000	30 000	nbre
Professionnels	BAT – Meuble frigorifique de vente performant avec groupe de prod de froid intégré	EDF	0	70	760	760	ml
Professionnels	BAT - Chauffe-eau solaire collectif - Professionnels et Tertiaire > 10m²	EDF	113	2650	200	200	m²
Professionnels	BAT - Chauffe-eau solaire collectif - Professionnels et Tertiaire < 10m²	EDF	15-	100	500	500	m²
Professionnels	BAT - Fenêtre ou porte fenêtre complète avec vitrage isolant	EDF	27	2000	30	30	m²
Professionnels	BAT - Fermetures meubles frigorifiques - T négative	EDF	87	200	100	100	ml
Professionnels	BAT - Fermetures meubles frigorifiques - T positive	EDF	196	1000	300	300	ml
Professionnels	BAT - Isolation de combles ou de toitures	EDF	7 957	40000	18	18	m²

Professionnels	BAT - Isolation des murs	EDF	4 923	50000	30	30	m²
Professionnels	BAT - Isolation des murs - ITI -R réduit	EDF	-	7000	12	12	m²
Professionnels	BAT - Isolation des planchers	EDF	2 008	20000	30	30	m²
Professionnels	BAT - Isolation des toitures terrasses	EDF	6 265	35000	20	20	m²
Professionnels	BAT - Lampe LED (accentuation ou général) - (BAT-EQ-127)	EDF	-	0	20	20	nbre
Professionnels	BAT - Lampe LED (surfaces commerciales) - (BAT-EQ-111)	EDF	-	0	0	0	kW
Professionnels	BAT - Luminaire d'éclairage général à modules LED (version 2019)	EDF	395	50000	0,8	0,8	W
Professionnels	BAT - Pompe à chaleur de type Air/Air performante [Révision 2022]	EDF	120	200	600	600	nbre
Professionnels	BAT - Substitution usage électrique par usage bois	EDF	-	300	600	600	kW
Professionnels	BAT - Système de gestion technique du bâtiment	EDF	-	40000	6	6	m²
Professionnels	BAT - Tubes à LED à éclairage hémisphérique - (BAT-EQ-132)	EDF	-	0	0	0	nbre
Professionnels	IND - Système de VEV sur un moteur asynchrone	EDF	102	1000	100	100	kW
Professionnels	Rénovation globale et performante des logements collectifs	AUE	-	1000	10 000	10 000	nbre

